

سكزا من زلزل

« Le Monde des livres » : lire Montaigne

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15
QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14812 7 F
VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1992
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERIE DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Céréales électorales

Au moment où les échéances électorales se rapprochent de part et d'autre de l'Atlantique, scrutin présidentiel aux Etats-Unis, référendum en France, la question agricole est à nouveau une pomme de discorde. Une semaine après l'octroi par M. George Bush d'une subvention supplémentaire de 1,1 milliard de dollars en faveur de « ses » fermiers, M. François Mitterrand a choisi de riposter par écrit. Dans une lettre personnellement adressée à son homologue américain, le chef de l'Etat dénonce cette attitude, de nature, selon lui, à « éroquer l'heure » de l'échéance des interminables négociations commerciales de l'Uruguay Round. M. Mitterrand n'est d'ailleurs pas isolé dans sa protestation, puisque tour à tour le Canada, l'Australie, la CEE, le Brésil et l'Argentine ont manifesté leur irritation devant le « cadeau » de M. Bush à ses électeurs du Midwest.

Le détail des mesures annoncées par le président américain montre pourtant qu'en réalité les sommes nouvelles débloquées ne dépasseront pas 21 millions de dollars, le reste provenant seulement de l'addition d'engagements antérieurs qui n'avaient pas été utilisés. Il s'agit ainsi - on l'avait senti - d'un coup politique à usage interne, davantage qu'une déclaration de guerre aux grandes puissances céréalières. C'est tout au plus un avertissement lancé d'abord à l'Europe : l'Amérique veut retrouver son rang sur l'échiquier mondial des céréales, après une décennie de repli. Elle est prête pour cela à accroître un niveau de subventions, qui reste pour l'instant encore modeste, de l'ordre de 30 dollars par tonne.

MAIS, à quelques jours du référendum en France, M. Mitterrand ne peut manquer l'occasion de tenter de rallier à la cause du « oui » cette frange indubitable d'opposants que sont, dans leur majorité, les agriculteurs : 77 % d'entre eux se disaient encore récemment prêts à voter « non » selon un sondage de la SOFRES, malgré les apports de l'Europe verte en termes de revenus, de protection et de modernisation.

Aux paysans désespérés qui accusent la politique agricole commune, la fameuse PAC, de les avoir fait disparaître, le chef de l'Etat est tenté de montrer du doigt ces incorrigibles américains, prompts à défaire les négociations du GATT pour mettre l'Europe à l'épreuve. M. Mitterrand peut en outre s'appuyer sur la réaction des pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay), qui ont refusé en bloc d'importer ce blé américain brisé, prouvant ainsi la solidité de leur accord commercial régional. Un exemple qui illustre aux yeux des dirigeants français la nécessité de « plus d'Europe » pour mieux contrebalancer Washington.

ENFIN, le président français n'est pas resté sourd à la demande de « résistance absolue » formulée par le nouveau président de la FNSEA, M. Luc Guyau, en cours d'un entretien à l'Elysée, mercredi 9 septembre. Venant en renfort, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a pris « l'engagement solennel » qu'il n'y aurait pas d'accord au GATT « tant que les Etats-Unis auront cette attitude ». Une façon de montrer que l'Amérique est un épouvantail bien plus redoutable que l'Europe de Maastricht contre laquelle les fourches se dressent.

M0147 - 0911 0 - 7.00 F
A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 465 F D ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F SWE ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,20 \$.

Le différend russo-nippon sur les îles Kouriles

M. Boris Eltsine annule son voyage au Japon

M. Eltsine a annoncé, mercredi 9 septembre, un report « sine die » de sa visite au Japon prévue à partir de dimanche. Le président russe a probablement cédé aux pressions des nationalistes qui s'inquiètent du sort des îles Kouriles, revendiquées par le Japon. Cette décision a été accueillie avec perplexité à Tokyo.

MOSCOU
de notre correspondant

On ne peut guère être plus cavalier. A quelques jours de son départ pour Tokyo, M. Boris Eltsine a reporté sine die une visite au Japon qui avait fait l'objet d'attentes préparées et à laquelle l'opinion publique des deux pays accordait une importance considérable. La décision a en toutes les allures d'une complète improvisation. Cinq minutes avant une conférence de presse spécialement consacrée à ce voyage, le porte-parole du président russe est venu annoncer que M. Eltsine, retenu par une réunion « très difficile » du Conseil de sécurité (russe), ne

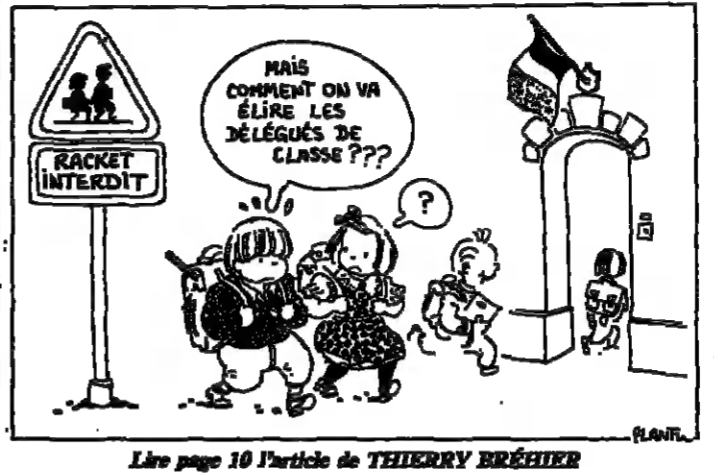
viendrait pas. Aussitôt après, on apprenait ce que les officiels japonais ignoraient encore : la visite n'aurait pas lieu, ainsi en avaient décidé M. Eltsine et ses principaux conseillers... Par la même occasion, la Corée du Sud, autre puissance asiatique pas vraiment négligeable, et où le président russe devait se rendre par la même occasion, était prise d'attendre le mois de décembre si une autre tournée asiatique de M. Eltsine, centrée elle sur la Chine populaire.

JAN KRAUZE
Lire la suite et l'article de PHILIPPE FONS page 4

L'interdiction des dons d'entreprises aux partis

M. Mitterrand veut renforcer la lutte anticorruption

La suppression des dons d'entreprises aux partis et aux hommes politiques, retenue dans le projet de loi visant à lutter contre la corruption, suscite des réactions critiques de la part de l'opposition et des réserves à l'intérieur du PS. C'est M. Mitterrand lui-même qui a imposé cette mesure.



Lire page 10 l'article de THIERRY BRÉCHET

Thomson-CEA-France Télécom

Un nouveau pôle pour les composants électroniques

La longue réorganisation de l'industrie électronique française trouve son épilogue. Renonçant au groupe Thomson-CEA-Industrie, dont avait rêvé M^{me} Edith Cresson, le gouvernement devait annoncer, jeudi 10 septembre, le regroupement des composants dans une nouvelle entité qui se substituera à SGS-Thomson, sous la houlette de CEA-1, filiale industrielle du Commissariat à l'énergie atomique, et de France Télécom.

Une recapitalisation s'avère indispensable pour alléger le poids financier du groupe Thomson, qui conserve son électronique grand public. En revanche, l'avenir de Thomson Consumer Electronics (TCE) est loin d'être réglé.

Lire page 16 l'article de Pierre-Angel Gay et Caroline Momot

Bosnie : protéger les protecteurs

Après la mort de deux soldats français, les « casques bleus » veulent pouvoir répliquer aux attaques

par Jacques Isnard

L'embuscade dans laquelle sont tombés deux « casques bleus » français à proximité de l'aéroport de Sarajevo relance le débat, dans les milieux militaires, sur le point de savoir si le contingent de l'ONU doit s'en tenir à son autodéfense - comme le mandat du conseil de sécurité lui en fait obligation - ou s'il peut, par le biais d'une nouvelle résolution des Nations unies, obtenir un droit de riposte ou, à tout le moins, bénéficier de la

notion de « légitime défense élargie ». La mort de ces deux soldats - avec, pour la première fois, celle d'un appelé de vingt et un ans ayant signé un contrat de volontariat pour un service long - a en lieu à la veille de la relève par la France de son contingent « onusien », qui se fera entre le 10 septembre et le 14 octobre. Elle prend donc une signification particulière pour le détachement qui arrive et qui a désormais besoin de se sentir mieux protégé contre le durcissement de la situation dans l'ex-Yougoslavie.

Lire la suite et nos informations page 3

Le référendum retrouvé

Même face à un pouvoir impopulaire, les électeurs souhaitent répondre à la question posée

par Jérôme Jaffré

Rarement une campagne électorale en France aura entretenu une telle incertitude. Si l'on suit les sondages d'opinion, trois périodes se distinguent déjà : avant l'été, le « oui » triomphait aisément ; à la fin du mois d'août, la dynamique du « non » paraissait tout emporter sur son passage ; depuis une dizaine de jours, le « oui » a relevé la tête mais sans parvenir à créer un écart décisif. La surprise est dans la montée du « non », car, si l'on veut bien revenir aux données

électorales et aux attitudes profondes des Français, le « oui » devrait disposer d'un très net avantage. Si l'on considère par exemple les résultats des élections régionales de mars dernier, le « oui » possède sur le papier un capital théorique d'environ 60 % des suffrages exprimés.

Lire la suite page 9, nos informations pages 8 et 9 et page 2 l'article de M. MICHAEL NOIR : « Réponses aux faussetés du « non » » Jérôme Jaffré est vice-président de la SOFRES.

Israël prêt à rendre une partie du Golan

M. Rabin a confirmé que son pays est disposé à rendre une partie du territoire qu'il occupe depuis 1967, en échange d'un traité de paix avec la Syrie.

Lire nos informations page 5

La mutinerie de Moulins-Yzeure

La prison de l'Allier dévastée par des détenus a été totalement évacuée.

Lire page 11

l'article d'ANNE CHEMIN

LE MONDE DES LIVRES

Lire Montaigne

La célébration du quatrième centenaire de la mort de Montaigne comporte un risque : celui de figer définitivement l'auteur des *Essais* dans sa gloire d'auteur classique à l'usage des écoles. Alors que Montaigne a encore tant à nous dire, qu'on l'aborde avec le regard de l'écrivain, de l'historien, du philosophe ou de l'anthropologue.

Le feuilleton de Michel Braudeau « Histoires littéraires », par François Bort « Philosophies », par Roger-Pol Droit « D'autres mondes », par Nicole Zand, pages 23 à 32

Le sommaire complet se trouve page 22

Jean-Pierre Faye

L'Europe une

Les philosophes et l'Europe

Préface de Jacques Delors

Avec la participation de Sully, Leibniz, Voltaire, Nietzsche, Pasolini.

ARCADES
GALLIMARD

L'Apocalypse selon Clint

« Impitoyable », le nouveau film de Clint Eastwood est un fascinant western nihiliste

par Jean-Michel Frodon

Acteur-vedette de longue date consacré, Clint Eastwood est peut-être, aujourd'hui, le plus important des cinéastes américains en activité. Celui qui aurait retrouvé la formule magique où les plus hautes exigences de qualité permettent aussi de trouver le chemin d'un très vaste public, aux Etats-Unis (c'est fait) et en Europe (c'est prévu).

Le grand cinéma américain, celui de Hawks, de Ford, de Hitchcock, de Huston, savait être du même élan créatif et populaire. Le secret en paraissait perdu depuis *Apocalypse Now* et *Raging Bull*, Coppola peinant à retrouver un succès avec lequel Scorsese n'a renoué que grâce aux douteuses compromissions des *Nefs à vif*.

Et seule l'Europe - singulièrement la France - porte à Woody Allen l'intérêt qu'il mérite, tout comme Eastwood cinéaste s'était vu refusé jusqu'à présent, dans son pays, la consécration qu'aurait dû lui valoir des films aussi remarquables que *Pale Rider* ou *Bird*.

Ce film s'intitule *Unforgiven*. L'avoir traduit par « Impitoyable ».

Lire la suite page 13

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 465 F D ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F SWE ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,20 \$.

مركز من لاجل

DÉBATS

Maastricht

Réponse aux franchisés du « non »

par Michel Noir

On entend gronder, en cette fin d'été, comme l'écho sourd et insidieux d'une « grande peur » de l'Europe. Nourrie de tous les mécontentements, de toutes les frustrations, elle est sans cesse couvée, choyée, développée avec un soin douloureux par les institutions de l'angoisse et de la haine. En son nom, les ultimes staliniens de France ont jugé agréable, au terme d'un périple idéologique effrayant, la compagnie des nouveaux rejets de Vichy ; en son nom, des démagogues au verbe incantatoire travestissent la pensée du général de Gaulle, dont ils se voudraient les meilleurs héritiers ; en son nom, des républicains égarés n'abandonnent la volonté et l'union que pour mieux s'abandonner au franco-pessimisme et à l'europhobie.

Cette troupe hétéroclite des franchisés du « non » ne me dit rien qui

vaillie. Je n'aurais du reste pas craint que les arguments écolés de ces faux tribuns, nostalgiques d'une image de la France contrefaite *a posteriori*, pussent désorienter nos concitoyens, si l'horrible conflit serbo-croate ne s'était trouvé, par la pire des coïncidences, l'exercice contemporain de la procédure de ratification du traité de Maastricht. Las ! profitant de ce que le sentiment d'humanité inhérent à chacun est agressé et meurtri par le spectacle de la dévastation et de la barbarie raciales, ces politiciens peu scrupuleux trouvent avantageux de reprocher, *ante natum*, à l'Union européenne son inertie supposée et tentent avec acharnement de confondre dans la même abjection la Bosnie qu'on assassine et l'Europe que l'on prépare.

Or le procès de la prétendue « inertie » de l'Europe face à la

guerre civile dans l'ex-Yougoslavie est un mauvais procès parce que l'Europe n'a pas aujourd'hui les moyens juridiques de l'influence diplomatique et militaire qu'on lui reproche tout à tour d'espérer et de ne pas avoir. Un mauvais procès, car ceux qui le mènent n'ont aucune autre solution à proposer que des redondances politiciennes qui n'offrent pas une seule seconde d'espoir ni de répit aux femmes et aux enfants qu'on me. Un mauvais procès encore, parce qu'il occulte la présence effective de deux mille soldats français sous le drapeau des Nations unies, assistant, au risque de leur vie, des populations bombardées sans relâche. Un mauvais procès enfin, car les partisans du « non » ne veulent pas voir que le traité signé à Maastricht est le premier de l'histoire communautaire à ouvrir la voie

d'une coopération diplomatique intergouvernementale (et non supranationale), c'est-à-dire la voie d'une Europe mieux à même de gagner l'ensemble du continent à la paix et à la démocratie.

Cette union politique de l'Europe, entrevue à Maastricht et tant vilipendée à Paris, n'est-elle pas l'horizon tant désiré des Tchèques, des Polonais et des Hongrois, qui ont décidé d'oublier leurs anciennes querelles et d'envisager de concert, avec notre concours, pour s'arrimer à elle ? Malgré toutes les lacunes de ce traité, malgré son excessive prudence politique, les peuples trop longtemps opprimés de l'Europe centrale et orientale continuent de voir dans l'adhésion à la Communauté la sanction ultime de leur entrée dans la modernité libérale sociale et démocratique.

L'espoir que ces nations enfin défrêrées portent en nous doit nous contraindre à nous interroger sur le sens de l'entreprise à laquelle, en refusant de ratifier le traité de Maastricht, nous refusons de participer plus avant. Depuis trente-cinq ans, les vieilles nations de l'Europe occidentale se sont attelées à un projet sans précédent dans l'histoire : celui de construire une vaste confédération en ce qu'elle fait non pas de discuter les diverses souverainetés (pour en recréer une plus totalitaire et « bruxelloise »), mais d'organiser des réseaux de souverainetés partagées et équilibrées entre elles. Union politique novatrice en ce qu'elle permet de types très nombreux de participation à son processus, depuis la simple association jusqu'à l'adhésion pleine et entière, grâce à la mise en œuvre du principe de souplesse inhérent à toute structure humaine.

Sortir de l'ancienne pensée

Sans cette union, nos pays auraient sans doute bien moins prospéré, nos réflexes xénophobes continueraient à se transmettre, sans changements, aux nouvelles générations, sans doute et sans ce grand baptême que fit le général de Gaulle, la France et l'Allemagne, qu'un fleuve de sang et de haine semblait séparer à jamais, ne se seraient pas réconciliées ; sans elle, enfin, l'Europe, réduite à une vaste zone de libre-échange, serait demeurée à l'écart de la plus puissante zone de coopération économique et sociale du monde, et la France, perdant tout grandeur, choirait sans rémission au rang des puissances subalternes.

Conscients des risques de l'isolement et d'un nationalisme hors d'âge, les Français et les Français le chœur de l'Europe. Ils savent bien, comme l'écrivait dès 1948 Albert Camus, que « la France ne perd rien, au contraire, à s'ouvrir sur une société plus large ». La frustration née du déficit démocratique actuel de la Communauté que beaucoup ressentent comme le rejet qu'inspirent à d'autres onze années de présidence méditerranéenne ne doivent donc pas les égaler au moment de gâcher leur bulletin de vote dans l'urne référendaire.

Le traité de Maastricht, avec ses lacunes et ses ombes, est un assez bon traité : d'un côté, il mène à son terme une logique économique dont la France a extrêmement bénéficié, de l'autre, il ouvre grand un éventail de possibilités politiques qui façonneront progressivement le visage de l'Europe future. Il suffit pour s'en convaincre de songer un instant aux tâches qui attendent la France et qu'elle ne pourrait assumer si par mégarde elle décidait d'étouffer l'Europe par une sorte de vote matriciel. Comment pourrions-nous demain organiser avec l'appui des nations sœurs de l'Europe latine et grecque une vaste politique de codéveloppement en Méditerranée, seule solution possible pour éviter l'effondrement du Maghreb, la mort biologique de la mer centrale, la montée des intégrismes et l'émigration massive de populations désespérées vers une rive nord plus riche et moins peuplée ?

Comment pourrions-nous, si nous nous désolons, assumer les turbulences qui secouent l'Europe centrale et orientale à se calmer, et faire se bander toutes les énergies de ces nations rénovées en faveur de la démocratie, de l'économie sociale de marché, de la coopération pacifique entre elles et du dépassement des tribalismes belliqueux ?

Comment enfin pourrions-nous reconstruire rapidement et démocratiquement cette Europe des universités qui exista du Moyen Âge à la guerre de 1914 et poser les fondements de ce que de Gaulle appelait « l'Europe des Européens » ?

Le traité de Maastricht ouvre la porte à ces politiques d'avenir : c'est notre responsabilité, à nous Français, de choisir le chemin de l'ambition,

de la générosité, de la vertu contre celui du franco-pessimisme, de l'égoïsme et de la résignation.

L'union économique, politique, diplomatique et culturelle de l'Europe doit encore nous pousser à sortir des cadres périmés de l'ancienne pensée de la nation et de la souveraineté. De fait, depuis 1789, le pouvoir politique en France s'est vu conférer une sorte de privilège triple extraordinairement frappant : celui d'une puissance peu contrôlée, celui de dire seule le droit, celui enfin de régner sans frein depuis Paris sur l'ensemble clos du territoire. La construction européenne prend à contre-pied ces principes qu'un analyse récent résumait dans le thème fondamental de l'*inadmissibilité de la souveraineté* (1). Fort de cette constatation, ce praticien philosophe de la Communauté européenne en venait à observer que l'Europe que nous construisons retrouve *mutatis mutandis* un modèle politique médiéval « fondé sur une multiplicité de réseaux juridiques et politiques coexistants mais non nécessairement coextensifs ». Confédération des nations réconciliées, l'Union européenne échappe à une analyse uniquement axée sur la souveraineté précédemment en ce qu'elle fait non pas de discuter les diverses souverainetés (pour en recréer une plus totalitaire et « bruxelloise »), mais d'organiser des réseaux de souverainetés partagées et équilibrées entre elles. Union politique novatrice en ce qu'elle permet de types très nombreux de participation à son processus, depuis la simple association jusqu'à l'adhésion pleine et entière, grâce à la mise en œuvre du principe de souplesse inhérent à toute structure humaine.

On voit alors que dans l'Europe nouvelle la souveraineté et la puissance ne peuvent plus être pensées en termes de rapports de force et d'équilibre mais comme les moyens flexibles et limités d'un rapport à soi et à l'autre fondé sur le dialogue, la compréhension, l'coopération.

Les maires des grandes villes euro-

péennes ont déjà mis en pratique ce renversement conceptuel et compris combien les métropoles, véritables pommiers des nations, pouvaient apprendre les unes des autres pour qu'elles consentent à collaborer en réseaux. Les peuples aussi sentent avec beaucoup de justesse qu'une Europe volontairement organisée vaut beaucoup mieux qu'une zone de libre-échange subie, sans aucune instance politique, dominée en son centre par son cœur économique allemand, attendant immobile et aveugle que se reforment à l'horizon les nuages tragiques du nationalisme et de la guerre.

C'est pourquoi je crois qu'il est de l'intérêt impérieux de la France, c'est-à-dire de chaque Français et de chaque Française, de manifester par un vote positif le 20 septembre prochain son attachement lucide à la construction européenne. Notre identité multiple, si bellement décrite par Fernand Braudel, ne sera en rien abolie par une coopération plus étroite avec des nations que nous côtoyons depuis plus de mille ans. Notre patriotisme et notre méancie ne se dissoudront pas dans les eaux inquiétantes de je ne sais quel volapük ; au contraire, en gardant, grâce à son audace et son intelligence, ce leadership politique de l'Europe qu'elle a choisi d'assumer dès les années 60, la France concourra grandement à l'édification d'une civilisation moins meurtrière que celle du siècle qui s'achève. En se remémorant, au moment de voter, le courage et la volonté européenne du général de Gaulle, chacun pourra dire avec lui : « Oui, c'est l'Europe depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural, c'est l'Europe de toutes les vieilles terres où jusqu'ici, ôuvrait la civilisation moderne, c'est toute l'Europe qui décidera du destin du monde ».

(1) Cf. Antoine Winckler, « L'Empire revisité », in *Comprendre* n° 37.

Michel Noir est maître de Lyon.

Démocratie

par Jean Marin

Au moment de choisir librement entre le « oui » et le « non » à Maastricht, beaucoup de citoyens, nous assure-t-on sans pouvoir l'établir, ne penchent encore vers le « non » qu'en raison de la torpideur politique de celui que la Constitution charge de poser la question. A ce point que certains porteraient préconiser l'annonce dès à présent par le chef de l'Etat qu'il démissionnera au lendemain d'un « oui » qui dès lors ne ferait pas de doute. Il faut laisser aux conseillers la liberté et la responsabilité de leur suggestion. La démission est-elle raisonnée ? Est-elle raisonnée pour des raisons politiques ? Est-elle raisonnée pour des raisons d'opportunité ? Est-elle raisonnée pour des raisons d'opportunité ? Est-elle raisonnée pour des raisons d'opportunité ?

Est-il convenable que des responsables politiques qui ne manquent pas une occasion de se présenter devant les électeurs se démissionnent à l'annonce d'un « oui » ? Est-il convenable que des responsables politiques qui ne manquent pas une occasion de se présenter devant les électeurs se démissionnent à l'annonce d'un « oui » ? Est-il convenable que des responsables politiques qui ne manquent pas une occasion de se présenter devant les électeurs se démissionnent à l'annonce d'un « oui » ?

N'est-il pas dangereux sur le plan national que des responsables politiques qui ne manquent pas une occasion de se présenter devant les électeurs se démissionnent à l'annonce d'un « oui » ? Est-il convenable que des responsables politiques qui ne manquent pas une occasion de se présenter devant les électeurs se démissionnent à l'annonce d'un « oui » ? Est-il convenable que des responsables politiques qui ne manquent pas une occasion de se présenter devant les électeurs se démissionnent à l'annonce d'un « oui » ?

Accepter de faire dépendre la nature d'un vote de la seule per-

sonnalité de celui qui le propose, c'est amorcer les prémices de cette discrimination intrinsèque, injuste dont on sait jusqu'où elle a pu conduire. C'est aussi mettre la liberté de choix et la responsabilité de sa décision de faire le bon, simple et à cause de ce qu'il est politiquement ; ou pis, à cause de ce qu'il n'est pas.

En dehors des sectaires, il n'y a ni faiblesse ni déshonneur à admettre qu'un adversaire, lui soit-on résolument opposé pour tout le reste, pense juste et, en somme, pense comme soi-même, puisque aussi bien, à propos de Maastricht, chacun tient à se dire européen. Il n'y a ni faiblesse ni déshonneur à se saisir de toute bonne occasion, quel que soit celui qui se trouve la pour l'offrir, de donner à la nation l'instrument qui, au-delà de toutes les réserves, l'aidera du moins à durer et à garder identité et rang dans le monde tel qu'il s'annonce.

Si l'on tient que l'Europe, toujours reniée sur le médier mais en marche, demeure nécessaire et souhaitable pour la France, qui n'a cessé de la tisser depuis bientôt un demi-siècle, peut-on lui faire courir le risque de l'en priver au gré de circonstances sans portée et d'humeurs sans consistance. Chateaubriand disait : « Je n'ai jamais placé les maires de la Patrie au rang de mes ambitions ».

► Jean Marin est ancien président de l'AFP.

Le « oui » d'un maire

par Jean-Pierre Sueur

On reproche souvent à l'Europe son caractère technocratique, abstrait, éloigné des réalités quotidiennes.

C'est faire bon marché du sentiment européen que vivent des centaines de milliers de nos compatriotes à travers la forme la plus concrète de la citoyenneté européenne : les jumelages entre communes. J'ai du mal à imaginer ce que j'aurais dit demain aux élus et aux habitants de Dundee, de Münster, de Trévise et de l'Armagne, cités avec lesquelles ma ville d'Orléans a tissé tant de liens d'amitié si, d'aventure, le « non » venait à l'emporter au référendum du 20 septembre. Car ils savent que si la France a besoin de l'Europe, l'Europe a besoin de la France.

En même temps les adversaires de Maastricht font l'impasse sur les avancées qu'apporte le traité d'union européenne pour réduire l'empreinte de la technocratie, donner davantage de place aux collectivités locales et à la citoyenneté européenne.

Le traité d'union européenne consacre pour la première fois la place et le rôle des collectivités locales, en créant un Comité des régions qui viendra compléter l'action d'un Parlement européen aux pouvoirs plus étendus. Les élus régionaux et locaux pourront désormais mieux se faire entendre par les instances européennes.

Dernière le mot barbare de « subsidiarité » est affirmé le principe selon lequel les décisions doivent être prises au niveau efficace le plus proche possible des citoyens : Etat, région, département ou commune.

Autrement dit, la décentralisation,

que nous avons attendue si longtemps en France, est désormais un principe européen. Il est d'ailleurs symptomatique que les opposants au traité de Maastricht soient peu ou prou les mêmes que les adversaires de la décentralisation en 1982, et avec des arguments syndrétiques - dont le temps a fait justice - sur le démembrement de l'Etat et la dissolution de la nation !

La citoyenneté européenne progressera aussi avec la possibilité donnée à tous les ressortissants communautaires de voter aux élections municipales. Compte tenu de nos spécificités constitutionnelles, nous avons prévu que les citoyens des autres pays européens pourront être électeurs ou élus comme conseillers municipaux, mais pas comme maire ou comme adjoint afin de ne pas peser sur l'élection des sénateurs. Franchement, qui pourrait redouter que les Italiens, les Portugais, les Espagnols, installés et intégrés chez nous depuis tant d'années, payant leurs impôts locaux dans nos communes, puissent aussi participer à l'élection du conseil municipal qui décide de l'emploi de ces impôts locaux ?

Depuis longtemps déjà, les collectivités locales, notamment les régions, bénéficient des fonds européens de développement régional (FEDER) qui ont apporté à la France plus de 18 milliards de francs depuis 1987. Le traité d'union européenne réaffirme la nécessité de la cohésion économique et sociale de l'ensemble du territoire communautaire, pour réduire les écarts entre régions riches et régions pauvres, et donnera donc une

dimension nouvelle à la solidarité entre les régions.

Les élus locaux, mais aussi les citoyens, sont attachés à la défense de leur cadre de vie et de leur environnement : le traité de Maastricht stipule que les exigences de l'environnement doivent être prises en compte dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques communautaires. Ce qui a été engagé pour l'eau, les plus acides des déchets, sera donc poursuivi pour ce qui concerne les pollutions industrielles et l'insertion des grandes voies de communication dans l'environnement.

Enfin, l'Union économique et monétaire, parce qu'elle permettra une politique plus offensive pour révéler les défis monétaires et commerciaux des Etats-Unis et du Japon, devra mener une stratégie européenne, et donc une réduction des taux d'intérêt de la monnaie unique, permettant ainsi aux collectivités locales d'emprunter à moindre coût pour financer les investissements de demain. Quel maire, quel président de conseil général ou régional s'en plaindrait ?

Au-delà des peurs, des messages et des fantasmes, telles sont les raisons qui conduisent le maire que je suis à dire « OUI » au traité d'union européenne.


C'est l'intérêt de l'Europe, c'est l'intérêt de la France, c'est aussi l'intérêt de l'ensemble de nos collectivités locales qui sont le tissu vivant de la démocratie.

► Jean-Pierre Sueur est maire d'Orléans et secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales.

ELISABETH BADINTER

XY

DE L'IDENTITE MASCULINE



« CARACTÈRES »


LE 11 SEPTEMBRE

EDITIONS ODILE JACOB

ELISABETH BADINTER

XY

DE L'IDENTITE MASCULINE



« CARACTÈRES »

LE 11 SEPTEMBRE

EDITIONS ODILE JACOB

321 p.
130 F

سكول من الامم

ÉTRANGER

Le Monde • Vendredi 11 septembre 1992 3

« non »

Le Conseil de sécurité examine de nouvelles mesures pour que les « casques bleus » soient moins exposés

Réuni mercredi 9 septembre à la demande de la France, le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné vigoureusement l'attentat qui a coûté la vie à deux soldats français et s'est dit prêt à adopter sans délai de nouvelles mesures pour renforcer la sécurité des personnels de l'ONU.

Une délégation française dirigée par M. Jean-Claude Maillet, directeur des affaires stratégiques au ministère de la Défense, est arrivée mercredi à New-York, où elle doit présenter une série de mesures proposées par la France pour assurer la protection des opérations humanitaires en Bosnie.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, s'est déclaré mercredi « choqué et profondément peiné » par l'attaque dont ont été victimes le sergent Frédéric Vaudet et le caporal Eric

Marot. Il a demandé aux participants à la conférence annuelle des organisations non gouvernementales qui se tenait à l'ONU d'observer une minute de silence à la mémoire des deux « casques bleus ».

Le Conseil de sécurité, réuni dans l'après-midi en procédure d'urgence, a, à l'unanimité, « condamné vigoureusement » cet « attentat » et s'est dit prêt à adopter « sans délai » les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des personnels chargés des missions humanitaires en Bosnie-Herzégovine.

Après avoir présenté leurs condoléances au gouvernement français et aux familles des victimes, les quinze membres du Conseil, dans ce texte adopté mercredi, demandent au secrétaire général de la informer au plus vite des résultats de l'enquête sur cet attentat ainsi que sur les autres incidents qui se sont produits récemment, notamment celui qui avait coûté la vie, la semaine dernière, à quatre Italiens à bord d'un avion transportant de l'aide humanitaire vers l'aéroport de Sarajevo.

Les membres du Conseil souli-

gnent enfin que ces incidents « illustrent la nécessité de renforcer la sécurité et la protection des membres de la FORPRONU, ainsi que celle de tous les autres personnels agissant dans le cadre des Nations unies », et se disent prêts à « adopter sans délai des mesures à cet effet ».

Les « forces bosniaques » accusées

Dans ce texte, le Conseil ne désigne pas les responsables de l'embuscade de mardi. Ils sont pourtant clairement mentionnés dans le premier rapport établi par la FORPRONU sur ces événements et dont le contenu a été lu aux membres du Conseil. Les responsables de la Force des Nations unies dans l'ex-Yugoslavie font état dans ce document d'une « attaque des forces gouvernementales bosniaques » lorsque le convoi humanitaire, non armé et arborant le drapeau de l'ONU, est entré sur l'aéroport de Sarajevo. Ce rapport précise qu'il s'agit de la quatrième attaque en trois semaines dont ont été victimes les personnels et les véhicules de l'ONU, toutes ayant été « volontairement perpétrées par

des forces présidentielles bosniaques ».

Le Conseil devait se réunir à nouveau jeudi pour entendre, et approuver ultérieurement au moyen d'une résolution, le rapport de secrétaire général sur le renforcement de la FORPRONU. Ce rapport, présenté plus tôt que prévu à la demande de la France, devrait notamment permettre de quantifier les effectifs de « casques bleus » en Bosnie-Herzégovine, actuellement au nombre de 1 500, et de mieux les équiper.

Dans un deuxième temps, le Conseil va s'efforcer de rédiger une autre résolution concernant la protection aérienne des convois humanitaires. Il pourrait s'agir d'interdire le survol de la Bosnie-Herzégovine à tout avion autre que ceux de la FORPRONU, ou encore d'effectuer des vols de reconnaissance des zones de conflit, mais il n'est pas encore clair si une couverture plus « musclée » conduisant, par exemple, au pilonnage des positions serbes autour de l'aéroport de Sarajevo, comme certains l'envisagent encore il y a quelques semaines.

SERGE MARTI

Les accusations contre les Musulmans se multiplient

Le responsable de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) à Sarajevo a accusé, mercredi 9 septembre, des éléments musulmans « irresponsables » de la mort des deux « casques bleus » français, tués mardi soir dans l'attaque d'un convoi des Nations unies. Le général égyptien Hussein Ali Abdoul Razak a souligné que l'attaque, survenue à proximité de l'aéroport de la capitale bosniaque, était délibérée. « Des éléments irresponsables n'ont pas obéi aux ordres des commandants bosniaques et attaqué le convoi à une distance de moins de 100 mètres », a-t-il expliqué.

M. Ejup Ganic, membre musulman de la présidence bosniaque, a affirmé – en contradiction avec toutes les informations fournies par les soldats et les responsables de l'ONU – que l'embuscade avait été tendue par des Serbes : « Au lieu où les tirs contre le convoi se sont produits, les forces de l'agresseur [serbe] étaient à un certain endroit et nos hommes à un autre. Des témoins ont rapporté que les agresseurs avaient tiré sur le convoi ».

Des militaires du contingent français de l'ONU, exécutés par la multiplication des attaques dont ils font l'objet et qui a débouché sur la mort de leurs deux camarades – des membres du bataillon de soutien logistique de la FORPRONU participant au convoi qui ravitaillait chaque semaine les « casques bleus » déployés à Sarajevo, – ont réclamé une meilleure protection. « Nous attendons que Londres, Washington et Paris fassent quelque chose. La seule chose que comprennent ces gens, c'est la force », a déclaré un officier français en soulignant l'envoi d'avions de combat et de véhicules blindés.

Le convoi attaqué mardi, qui venait de Belgrade, a essuyé des tirs de mitrailleuse et de mortier. « Les tirs ont éclaté sur notre gauche au moment où nous entrions sur la piste. Ils provenaient, sans aucun doute possible, des positions bosniaques », a expliqué Richard Mancon, vingt-deux ans, l'un des soldats blessés dans l'embuscade. « Nous avons traversé, en venant de Belgrade, plusieurs secteurs tenus par les Serbes sans aucun problème », a-t-il ajouté.

« Ils feront tout pour attirer l'attention »

Un responsable de l'ONU sur place, qui a requis l'anonymat, a, pour sa part, assuré : « Tous les morts et les blessés que nous recevons ici à l'hôpital [de la FORPRONU] sont tous, presque sans exception, le fait des tirs musulmans. » « Ils veulent prouver que les opérations d'aide humanitaire à Sarajevo sont impossibles à mener et que la seule issue au conflit serait une intervention militaire des forces occidentales contre les Serbes », a-t-il encore estimé, ajoutant : « Ils [les Musulmans] feront tout pour attirer l'attention des médias. Ils tirent sur les journalistes, sur leurs propres forces. Ils feront tout pour attirer l'attention ».

l'opinion et provoquer ainsi, croient-ils, une intervention militaire contre les Serbes ».

A Paris, M. Roland Dumas a dénoncé « l'acte inadmissible et intolérable » qui a coûté la vie aux deux soldats français, estimant qu'il « traduisait le mépris dans lequel les responsables sur place tiennent les soldats de la paix ». Le porte-parole du gouvernement, M. Martin Malvy, qui rendait compte des travaux du conseil des ministres, a précisé que M. Dumas avait « rendu hommage aux militaires tués et aux blessés » et avait demandé, la veille, au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, d'accélérer la mise en place du renforcement de l'accompagnement militaire des convois humanitaires.

En outre, dans un communiqué publié à l'issue du conseil, « le gouvernement français demande aux autorités bosniaques de prendre leurs responsabilités pour assurer la sécurité des soldats venus en aide à leur pays et pour frapper les auteurs de ces assassinats » (nos dernières éditions du 10 septembre).

Triumphalisme serbe

A Belgrade, rapporte notre correspondant, Florence Hartmann, les Serbes se réjouissent de ne plus être « les boucs émissaires » de la communauté internationale. « La vérité a triomphé », pouvait-on entendre dans la capitale, convaincue que, désormais, les Serbes ne seraient plus « systématiquement » accusés de « toutes les horreurs qui sont commises en Bosnie-Herzégovine ». Affectés, jusqu'à présent, par le fait d'avoir perdu ce qu'ils appellent « la guerre médiatique », les Serbes affichent aujourd'hui leur triomphalisme. L'agence officielle de Belgrade Tanjug a immédiatement demandé jusqu'à quand la Serbie et le Monténégro seraient soumis aux sanctions de l'ONU « alors que la responsabilité de nombreux crimes en Bosnie-Herzégovine a été rejetée sur les Musulmans ».

Pour sa part, M. Radovan Karadzic, le leader des Serbes de Bosnie-Herzégovine, sommé de placer d'ici samedi 12 septembre tout l'armement lourd serbe autour des villes de Sarajevo, Gorazde, Jajce et Bihać sous le contrôle de la FORPRONU, a affirmé mercredi que, pour Sarajevo, l'opération était sur le point de s'achever.

Washington a « déploré l'attaque récurrente » contre le convoi de la FORPRONU sans, toutefois, se prononcer sur l'identité des agresseurs. Le département d'Etat a, d'autre part, rappelé que le gouvernement américain était prêt à apporter un appui aérien aux opérations d'assistance humanitaire en Bosnie.

Tandis que le gouvernement allemand s'est déclaré « profondément choqué » par la mort des deux « casques bleus » français, le ministre britannique de la Défense, M. Malcolm Rifkind, a insisté sur le fait que les soldats de l'ONU servaient dans l'ex-Yugoslavie de « boucs émissaires ».

« C'est absolument indispensable », a-t-il souligné. – (AFP, Reuters, AP)

Protéger les protecteurs

Suite de la première page

Selon des informations recueillies à Paris, le convoi des « casques bleus » français a été la cible d'une opération montée au fusil à lunette par des « professionnels ». Les deux soldats occupaient l'un, la cabine du véhicule de tête et, l'autre, celle de la voiture de queue. De sorte que la colonne a été arrêtée net, ne pouvant ni avancer ni reculer et étant ainsi immobilisée pour servir d'objectif vulnérable à des tirs de mortier. Il s'agit bel et bien d'une embuscade tendue contre le dispositif le plus fragile du déploiement – son bataillon logistique – et, compte tenu de la zone où elle a eu lieu, elle ne peut être le fait que d'éléments bosniaques, que l'on s'empresse, ici ou là, de présenter comme « incontrôlables » pour tenter de déamorcer la colère des soldats français sur place.

Cette attaque met le contingent français, et avec lui l'ensemble de la force « onusienne », va être partiellement renouvelée au bout de six mois de présence, dans une situation nouvelle et inconfortable sur un triple plan militaire.

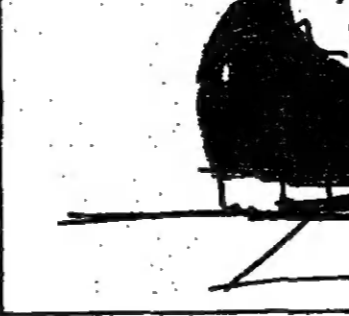
La protection des convois, d'abord. Nombreux sont en effet les militaires qui dénoncent aujourd'hui l'irréalisme de la notion d'auto-défense particulière à l'ONU, parce qu'elle les condamne à répliquer à des attaques d'envergure avec des armes individuelles inadéquates aux circonstances. Certes, le corps des « casques bleus » est une force de paix, et non de guerre. Pour autant, doit-il accepter de se laisser « tuer » comme à l'exercice ?

La notion de « légitime défense étendue », pour reprendre l'expression de l'un d'entre eux, fait de plus en plus d'adeptes : elle consiste, sans être nécessairement un droit de riposte reconnu à n'importe qui et à

tout moment, à réagir avec les mêmes armements que ceux du vis-à-vis. C'est, au demeurant, la voie sur laquelle semble s'engager la force de protection qu'il est envisagé d'envoyer sous peu avec, par exemple, l'arrivée au sein de la relève française de dix-huit blindés légers à trois roues équipés d'un canon de 90 mm. Le remplacement du batail-

l'ennemi a une parfaite connaissance du terrain. Il est dangereux et prêt à tout !

... L'ami, c'est pareil !



lon logistique est le second problème. Pour satisfaire la demande de l'ONU d'y inclure des spécialistes sélectionnés en fonction de la discipline dont l'organisation internationale estime avoir besoin sur le terrain, la France, qui fournit le gros de cette unité de commandement et de soutien, constitue un détachement de volontaires prélevés dans différents régiments. C'est contre le

risque de devoir se contenter d'une mosaïque, sans grande cohésion militaire, de logisticiens insuffisamment instruits et entraînés. « Ce sont des conducteurs en uniforme, admet un officier, alors que ce sont des officiers de combat qu'il faut pour aligner ».

Troisième question enfin : la création de couloirs aériens et terrestres à des fins humanitaires. C'est une difficulté majeure. Même si une résolution des Nations unies venait à recommander une telle solution,

les obstacles pratiques seraient loin d'être aisés à surmonter. Il faut pouvoir s'assurer – compte tenu des avions ou des hélicoptères aux mains des Serbes – que toute menace aérienne serait exclue, c'est-à-dire que le « couloir » serait en question serait vide en permanence de tout « hostile » ou, de tout « intrus », selon l'expression des aviateurs.

La France est actuellement, de tous les pays membres de l'ONU, le « pourvoyeur » le plus important de « casques bleus » au titre des sept missions principales de l'organisation internationale. Sur les 37 900 « casques bleus » répartis à ce jour dans le monde, on en recense environ 4 800 qui ont été détachés par les trois armées françaises et le gendarmier national, soit 13,7 % de la force « onusienne ».

La décompte est le suivant : 2 700 en ex-Yugoslavie pour un contingent « onusien » total de 14 000 au titre de la mission FORPRONU, sans décompter encore les 1 100 Français à venir pour protéger les convois humanitaires ; 1 400 au Cambodge (sur 18 000 pour la mission APRONUC) ; 500 au Liban (sur 5 900 pour la mission FINUL) ; 30 au Sahara occidental (sur 1 000 pour la mission MINURSO) ; 23

La France, premier « fournisseur » des contingents « onusiens »

La France est actuellement, de tous les pays membres de l'ONU, le « pourvoyeur » le plus important de « casques bleus » au titre des sept missions principales de l'organisation internationale. Sur les 37 900 « casques bleus » répartis à ce jour dans le monde, on en recense environ 4 800 qui ont été détachés par les trois armées françaises et le gendarmier national, soit 13,7 % de la force « onusienne ».

La décompte est le suivant : 2 700 en ex-Yugoslavie pour un contingent « onusien » total de 14 000 au titre de la mission FORPRONU, sans décompter encore les 1 100 Français à venir pour protéger les convois humanitaires ; 1 400 au Cambodge (sur 18 000 pour la mission APRONUC) ; 500 au Liban (sur 5 900 pour la mission FINUL) ; 30 au Sahara occidental (sur 1 000 pour la mission MINURSO) ; 23

en Syrie-Liban (sur 300 pour la mission ONUST) ; 20 en Irak-Koweït (sur 300 pour la mission MONUK), et enfin 4 au Salvador (sur 500 au titre de la mission ONUSAL).

Pour une part de ces différentes opérations « onusiennes », les dépenses engagées le sont – sans espoir de remboursement en raison de la crise de trésorerie de l'organisation – par l'Etat qui fournit son contingent de « casques bleus ». C'est le cas, notamment, des quelque 1 100 Français qui sont appelés à protéger les convois humanitaires en ex-Yugoslavie et dont le coût doit être prélevé sur le budget de la défense nationale.

A ce jour, pour le premier semestre de l'année, le charge qui a incombé à la France, pour la FORPRONU, a été estimé à environ 500 millions de francs par le ministère de la Défense.

La Conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie Discussions en vue de la reprise du pont aérien sur Sarajevo

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Alors que les deux coprésidents de la conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie se rendaient pour trois jours sur le terrain, les négociateurs, réunis à Genève, ont pu, mercredi 9 septembre, faire état, pour la première fois, de « progrès » dans leurs discussions. Dans un communiqué, le président du groupe de travail sur « les mesures de confiance », M. Vincente Berasategui, a qualifié de « substantiels » les progrès accomplis par les représentants de toutes les parties en conflit en vue d'assurer la sécurité des convois de l'ONU en Bosnie-Herzégovine. M. Berasategui, un responsable argentin de l'ONU, a aussi exprimé l'espoir de pouvoir soumettre aux coprésidents de la conférence, lors d'une réunion prévue pour le mardi 15 septembre, de nouvelles propositions qui devraient « contribuer à une reprise prochaine des vols humanitaires ».

Il aura fallu la destruction d'un avion italien, la semaine dernière,

puis la mort de deux soldats français pour souligner l'urgence de nouvelles mesures destinées à garantir la sécurité des opérations humanitaires. Dès la première réunion du groupe de travail sur les « mesures de confiance », M. Berasategui avait notamment demandé aux belligérants l'interdiction des vols militaires, l'amélioration des communications, la remise à l'ONU des armes anti-aériennes et l'établissement de son contrôle sur les couloirs aériens. Avant de quitter Genève, M. Cyrus Vance, co-président pour l'ONU de la conférence, avait condamné le « meurtre » de deux « casques bleus » français, tout en ajoutant que « cet événement tragique ne nous dissuadera pas de poursuivre notre mission ».

Pour sa part, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a annoncé avoir réussi à acheminer à Sarajevo un convoi de dix camions transportant cent tonnes d'aide humanitaire.

JEAN-CLAUDE BUHRER

PAUL NIZON DANS LA MAISON DES HISTOIRES SE DÉFONT LA CHRONIQUE ROMANESQUE D'UNE DEMIÈRE FAMILIALE traduit de l'allemand par Jean-Louis de Rambures LES ROMANS ACTES SUD	HUBERT NYSSSEN LA FEMME DU BOTANISTE FABLES ET ILLUMINATIONS DE LA SÉDUCTION DANS UN DERNIER REGARD LES ROMANS ACTES SUD
---	---

DIPLOMATIE

La visite de M. Vladimir Meciar à Budapest

La création d'un Etat slovaque indépendant préoccupe la Hongrie

M. Vladimir Meciar, le premier ministre slovaque, s'est entretenu pour la première fois depuis son investiture avec son homologue hongrois, M. Jozsef Antall, mercredi 9 septembre, à Budapest. Les deux hommes n'ont pu constater leurs divergences qui portaient notamment sur le traitement des minorités.

BUDAPEST

de notre correspondant

« Cela aurait pu être pire ! », c'est ainsi qu'un conseiller du gouvernement de Budapest a qualifié la première rencontre entre M. Vladimir Meciar, le premier ministre de Slovaquie indépendante, et son homologue hongrois, M. Jozsef Antall. Les entretiens ont certes duré plus longtemps que prévu, mais les deux hommes n'ont pas pu dissiper la méfiance réciproque qui règne entre Bratislava et Budapest.

En réalité, cette rencontre était avant tout destinée à jeter les bases d'un dialogue indispensable entre deux pays voisins, condamnés à s'entendre. MM. Antall et Meciar ont insisté sur la nécessité d'écarter toute surenchère nationaliste dans le règlement de contentieux entre les deux pays, qui portent notamment sur le sort de l'importante minorité magyare de Slovaquie (six cent mille personnes) et sur le différend concernant le double barrage hydroélectrique de Gabčíkovo-Nagymaros sur le Danube.

Tout en soulignant que la Hongrie a suivi avec « préoccupation et réticence » la partition de la République tchécoslovaque, M. Antall a insisté sur la nécessité de ne pas « isoler » la Slovaquie « indépen-

dante et souveraine » qui doit « faire partie d'un processus d'intégration en Europe ».

Répondant aux aspirations à la reconnaissance venant de Bratislava, M. Antall a demandé que le traité d'association entre la Tchécoslovaquie et la CEE soit étendu à la Slovaquie indépendante et se dit favorable à son intégration au sein du « triangle de Visegrad » qui regroupe la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne.

De son côté, M. Meciar, qui effectuait son premier voyage officiel à l'étranger, s'est voulu conciliant : « J'ai entendu des paroles sobres à Budapest. » Mais il a aussitôt laissé entendre qu'il lui a fallu du temps pour se convaincre que la Hongrie a « abandonné toute intention de modifier les frontières » entre les deux pays.

Une remarque qui a suscité un sourire résigné de M. Antall, qui s'efforce, depuis son investiture il y a deux ans et demi, de convaincre les pays voisins que son gouvernement n'a aucune visée territoriale.

Le barrage sur le Danube

Courtois mais distant, ce premier contact n'a pas débouché sur des progrès significatifs. La Hongrie et la Slovaquie se sont contentées de dresser une liste de trois problèmes prioritaires (les minorités, le barrage sur le Danube et les échanges économiques bilatéraux) qui devront être examinés par des commissions parlementaires mixtes. Mais aucun délai n'a été fixé pour l'aboutissement de ces travaux qui, en tout état de cause, ne pourront formuler que des avis consultatifs.

M. Meciar a réitéré son refus

categorique de voir figurer une clause sur les droits collectifs de la minorité magyare de Slovaquie dans le cadre d'un traité bilatéral, comme le lui avait proposé M. Geza Jozsefszky, le ministre hongrois des affaires étrangères, lors de son voyage à Bratislava le 2 septembre. La proposition a été faite au lendemain de l'adoption de la nouvelle Constitution slovaque, boycottée par les quatorze députés d'origine hongroise qui réclament davantage de garanties pour la sauvegarde de l'identité de leur communauté.

Seule concession : M. Meciar a accepté qu'une commission tripartite avec la CEE se penche sur les conséquences écologiques de la mise en œuvre du barrage de Gabčíkovo-Nagymaros qui doit intervenir d'ici à la fin de l'année. La Hongrie a unilatéralement dénoncé au mois de mai le traité de 1977 conclu entre les gouvernements communistes de Prague et de Budapest sur la construction de ce double barrage et a définitivement renoncé à achever la construction du complexe hydroélectrique de Nagymaros, situé au nord de Budapest.

Les Hongrois estiment que ce projet représente un grave péril pour l'environnement de la région et critiquent la décision slovaque de détourner le cours du Danube pour alimenter leur centrale de Gabčíkovo, ce qui constituerait une violation de la frontière entre les deux pays dont le tracé est situé au centre du fleuve. M. Antall n'a pas caché son inquiétude : « Il s'agit d'un conflit qui menace gravement les relations entre nos deux pays. »

YVES-MICHEL RIOLS

En dépit d'une opinion partagée

La Norvège reste fermement résolue à rejoindre la Communauté européenne

Les milieux gouvernementaux norvégiens attendent avec inquiétude le résultat du référendum français sur le traité de Maastricht. Le « non » dans la nuit du 2 juin a déjà été une mauvaise surprise pour le gouvernement minoritaire social-démocrate dirigé par M. Gro Harlem Brundtland. Un vote négatif des Français compromettrait sérieusement son projet de déposer en novembre une demande d'adhésion en bonne et due forme à la Communauté.

OSLO

de notre envoyé spécial

La volonté du cabinet norvégien d'accrocher son pays au train communautaire ne fléchit pas, en dépit d'une opinion publique « plus partagée » que jamais, note un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. La défense de l'identité nordique et du modèle social scandinave face à la crainte d'une « centralisation excessive dirigée par Bruxelles » est toujours la principale raison avancée par les opposants à la Communauté. Elle s'appuie sur un argumentaire schématisé présentant la Communauté comme un mauvais démon pour les Norvégiens et leurs partenaires suédois, islandais, finlandais et danois du Conseil nordique.

Les pêcheurs mènent d'autre part avec une féroce détermination un combat continu contre les positions pro-européennes du gouvernement. C'est sans doute pour atténuer cette pression que le gouvernement, invoquant de récents rapports d'experts, vient d'autoriser la reprise de la pêche à la

balaine à partir de l'année prochaine, alors que la majorité des pays membres de la Commission internationale sur la balaine (IWC, de son sigle anglais) était opposée à la levée de l'interdiction décrétée en 1987. En outre, M. Brundtland vient de nommer un nouveau ministre de la pêche, réputé pour sa fermeté à l'égard de la Communauté.

A écouter les milieux gouvernementaux, cela ne change rien à l'avenir : ils sont plus que jamais décidés à rattraper le temps perdu après le ratage du référendum de 1972 par lequel les Norvégiens refusèrent de rejoindre la maison communautaire.

L'unité nordique d'abord

La Norvège, membre de l'OTAN, est d'autant plus encouragée à aller de l'avant que la neutralité de la Suède et de la Finlande, toutes deux candidates à l'adhésion à la CEE, perd chaque jour un peu plus en importance pour ces deux voisins. Aussi ne faut-il pas s'étonner d'entendre au ministère des affaires étrangères qu'« aujourd'hui tout change », que « la nouvelle stratégie vise l'intégration européenne » et que dans cette perspective, les pays nordiques pourraient aussi adhérer à l'UEO (Union de l'Europe occidentale), « complémentaire » de l'Organisation de l'Alliance atlantique.

C'est sans doute aller un peu vite en besogne. Toutefois, la déclaration adoptée le 17 août dans l'île danoise de Bornholm par les premiers ministres scandinaves et finlandais affirme que les cinq pays ont « pour la première fois depuis de nombreuses années un intérêt

commun à développer la coopération européenne dans les domaines des affaires extérieures, de la sécurité et de la politique économique ». A l'évidence, le Conseil nordique resserre les rangs au moment où deux de ses membres sont décidés à rejoindre le Danemark dans la CEE et qu'un troisième ne demande qu'à les imiter, seule l'Islande restant hors du mouvement.

Ces Etats paraissent vouloir montrer à la Communauté européenne qu'ils représentent une force unitaire, décidée à défendre ses « spécificités » dans les prochaines négociations d'adhésion. Certains vont même jusqu'à dire que le « non » danois pourrait finalement se révéler utile, s'il avait pour effet de donner à l'Europe une orientation plus respectueuse de l'identité de chacun, singulièrement de celle des nordiques.

La première démonstration de cette politique d'unité renforcée n'a pas été couronnée de succès. Les cinq ministres nordiques de l'environnement qui tentaient récemment d'arracher ensemble des garanties à leur homologue russe, n'ont obtenu de lui qu'un engagement des plus vagues de réduire la forte pollution émise par une usine de traitement de nickel, distante d'une cinquantaine de kilomètres de la frontière norvégienne.

Il n'en reste pas moins que, compte tenu de l'état d'esprit de beaucoup de Norvégiens, le gouvernement n'a pas d'autre choix que d'entretenir le passage obligé de la coopération nordique, s'il veut qu'une majorité le suive sur le chemin de Bruxelles.

MARCEL SCOTTO

En route pour l'Espagne

Le président roumain ne fera pas escale à Paris

Le président roumain, M. Ion Iliescu, qui devait être reçu vendredi 11 septembre à Paris par M. François Mitterrand, ne pourra pas se rendre dans la capitale française « pour le moment », a indiqué mercredi, à Bucarest, le porte-parole du ministère roumain des affaires étrangères, M. Traian Chebeleu.

« Cette visite [en France] ne peut pas être réalisée, pour des raisons techniques. Donc, elle n'aura pas lieu, au moins pour le moment », a déclaré M. Chebeleu lors d'une conférence de presse.

Des sources diplomatiques avaient confirmé mardi, à Bucarest, que le chef de l'Etat roumain devait rencontrer M. Mitterrand à l'occasion d'une escale vendredi à Paris, sur sa route vers l'Espagne,

où il doit séjourner de vendredi à dimanche et être reçu notamment par le roi Juan Carlos et le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez. - (AFP)

○ Visite en Chine du président iranien. M. Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, est arrivé à Pékin mercredi 9 septembre pour une visite d'Etat de quatre jours. Les entretiens du président iranien avec son homologue chinois, M. Yang Shangkun, ainsi qu'avec les principaux dirigeants du pays, seront essentiellement consacrés à la coopération nucléaire et militaire, indiquent des sources informées. Pékin négocie la vente d'une centrale nucléaire à Téhéran, à l'occasion d'une escale vendredi à Paris, sur sa route vers l'Espagne.

M. Eltsine annule son voyage au Japon

Suite de la première page

En réalité, l'improvisation avait été dans une certaine mesure préparée : dès la semaine dernière, les services de sécurité russes, dans une démarche tout à fait inhabituelle, faisaient savoir qu'ils craignaient de ne pas être en mesure d'assurer correctement la protection de M. Eltsine, les Japonais refusant de leur laisser apporter toute leur panoplie d'armements.

Cris d'indignation

Et, aussi peu crédible qu'il puisse paraître, c'est encore ce motif qui a été avancé mercredi par un membre anonyme de l'entourage présidentiel pour expliquer le report de la visite, pour laquelle 15 000 policiers japonais avaient déjà été mis sur le pied de guerre (on avait même prévu un box en vitres blindées pour permettre à M. Eltsine d'assister, comme il en avait exprimé l'envie, à un combat de luteurs de sumo).

La véritable raison est bien entendu ailleurs, et elle est connue de tous : les responsables russes, incapables de trouver une solution acceptable au problème posé par les exigences japonaises concernant la restitution à terme, d'une partie au moins, des îles Kouriles, ont préféré se dérober devant un obstacle décidément infranchissable. M. Eltsine, qui à l'origine semblait tout à fait disposé, en y mettant bien sûr les formes et en prenant le temps qu'il faudrait, à satisfaire les demandes de Tokyo, a adopté au fil des mois une position de plus en plus ambiguë et de plus en plus raide, à mesure que se multipliaient en Russie les cris d'indignation à l'égard qu'on puisse vendre contre une poignée de yens une partie du territoire national (acquis en 1945 lors d'une guerre éclair contre un Japon déjà vaincu).

Faute de meilleure solution, M. Eltsine avait bien essayé d'impressionner ses interlocuteurs, aussi bien que le public russe, en multipliant les déclarations publiques

désobligeantes à l'égard du Japon. En même temps, il s'était efforcé de montrer qu'il gardait l'initiative : « J'ai deux variantes de solutions, et je ferai connaître mon choix au second jour de ma visite », avait-il déclaré, avant de faire savoir que le nombre des variantes avait été porté à quatre... Mercredi encore, à quelques heures de l'annulation du voyage, M. Guennadi Bourboulis, qui se considère comme l'émancipation russe de M. Eltsine, affirmait que le voyage serait un succès « à condition que le Japon n'exagère pas son propre rôle et son importance dans la zone Asie-Pacifique ». On a donc beaucoup bûché le ton, avant de se rendre à l'évidence : la partie adverse attendait de pied ferme, sans faire les concessions qui auraient permis de sauver les apparences.

Tenir son rang

En un sens, on peut donc considérer qu'en annulant cette visite le président russe agit en bon démocrate : jeudi, la Gazette russe, organe d'un Soviet suprême d'ordinaire fort critique à l'égard de sa politique étrangère, félicite M. Eltsine pour une décision « naturelle,

logique, et qui rehausse son autorité dans la population » (les sondages indiquent qu'une majorité de Russes est hostile à une restitution des îles). Mais, venant après le coup de frein très sérieux donné à la libéralisation de l'économie et à la rééquilibrage du gouvernement au profit des représentants de l'appareil administratif-industriel, ce comportement confirme aussi que M. Eltsine accorde une oreille de plus en plus attentive à ce vaste conglomérat où les « patriotes », les conservateurs et les hommes d'appareil se retrouvent pour peser dans le sens de la politique traditionnelle russe et soviétique.

Par la même occasion, en infligeant un camouflet à un pays aussi riche et aussi important que le Japon, M. Eltsine veut sans doute faire savoir au monde que la Russie sait tenir son rang : qu'elle n'est pas prête à s'humilier en échange d'une quelconque aide économique. Pour l'instant, aucune date n'a été fixée, ni même envisagée, pour un déplacement de M. Eltsine à Tokyo. « Nous attendons. Nous ne ferons aucune démarche », a sobriement déclaré le premier ministre japonais.

JAN KRAUZE

Déception et perplexité à Tokyo

TOKYO

de notre correspondant

L'annulation brutale de la visite de M. Boris Eltsine à Tokyo est un choc pour la politique étrangère japonaise. Tout en soulignant bien que cet événement reflète les problèmes intérieurs auxquels est confronté le président russe, le quotidien Asahi écrit, jeudi 10 septembre, qu'elle devra surtout inciter le gouvernement de M. Miyazawa à réviser radicalement sa politique à l'égard de Moscou.

Déception et perplexité percent dans les commentaires, laconiques, des dirigeants nippons. Le choc les a pris de court, bien que, après la visite, début septembre à Moscou, du ministre des affaires étrangères, M. Michio Watanabe, les Russes aient manifesté un net mécontentement. On n'en continuait pas moins à Tokyo à préparer la visite : mercredi matin, douze

heures avant l'annonce de Moscou, un haut fonctionnaire des affaires étrangères déclarait : « Il est impensable que M. Eltsine annule sa visite au dernier moment. »

Au cours de sa conversation téléphonique avec le premier ministre Miyazawa, M. Eltsine a évoqué « diverses circonstances intérieures » pour justifier le report sine die de sa visite. Il s'est aussi défendu d'éprouver « la moindre rancœur envers les Japonais ». La pitié n'en est pas moins difficile à avaler. Pour ajouter à l'amertume éprouvée ici, les correspondants à Moscou de journaux nippons ont indiqué que le président russe a écarté Tokyo après Séoul, où il devait se rendre à la suite de sa visite au Japon. Toujours de même source, M. Eltsine pourrait visiter la Corée en décembre, alors qu'aucune date n'a été évoquée dans le cas du Japon.

Des rumeurs circulaient selon

lesquelles M. Eltsine pourrait annuler sa visite pour des « raisons de sécurité », ce qui avait incité la presse à penser que les Russes cherchaient un prétexte pour se dérober. Les commentateurs estiment aujourd'hui que « des voix très dures se sont fait entendre » au sein du Conseil suprême et du Conseil de sécurité russes, et que le report de la visite s'est ainsi imposé.

L'attitude nipponne trop brutale ?

Depuis la visite à Moscou de M. Watanabe, l'affaire était mal engagée. Tenant la dragée haute aux Russes, le Japon campait sur sa position traditionnelle : l'île soumise à la solution du contentieux territorial sur les quatre îles Kouriles contestées, et exigée une reconnaissance de la souveraineté nipponne sur ces terres. Bien que des assouplissements aient été récemment apportés à la position de principe de Tokyo en

matière d'aide humanitaire et de prêts à taux préférentiel, les Japonais voulaient visiblement forcer une « décision politique » de la part de Moscou. Ils replaçaient ainsi M. Eltsine dans la position difficile qu'il avait eue celle de M. Gorbatchev en avril 1991 lors de son infructueuse visite à Tokyo.

Certes, le Japon n'exigeait plus un retour immédiat et sans conditions des îles occupées par les Soviétiques en 1945, mais « seulement » une reconnaissance de sa souveraineté. L'échec de cette approche renforce la position de ceux qui, au sein du camp conservateur, prônent une plus grande fermeté : le retour à l'accord nippo-soviétique de 1956 sur la restitution de deux des quatre îles, et l'engagement d'une négociation sur les deux autres. Trop pressé, Tokyo a placé M. Eltsine le dos au mur.

PHILIPPE PONS

LES EDITIONS D'ORGANISATION



Tout Maastricht
en 40 pages !
Le Traité - ses enjeux

En vente en librairie : 38 F

Avec Le Monde sur Minitel

Admission :

ENSAE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

55-10-10

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

M. Rabin se déclare disposé à rendre à la Syrie une partie du Golan

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a clairement indiqué, mercredi 9 septembre, qu'Israël était disposé à rendre une partie du plateau du Golan, en échange d'un traité de paix avec la Syrie, provoquant la colère de la droite et des colons.

« Nous savons que pour aboutir à la paix, nous ne pouvons pas uniquement recevoir », a déclaré M. Rabin, à cinq jours de la reprise des pourparlers bilatéraux de paix à Washington, que les négociateurs avaient interrompus à la fin de la semaine dernière pour consulter leurs mandats. « En échange de ce que nous aurons négocié avec la Syrie en interprétant les résolutions 242 et 338 des Nations unies comme la paix contre la paix », a-t-il ajouté, reprenant une formule de l'ancien gouvernement du Likoud (droite nationaliste) qui refusait toute concession territoriale à la Syrie. Jamais le chef du gouvernement israélien n'avait été aussi clair, et les repré-

sentants des quinze mille colons juifs du Golan ne s'y sont pas trompés. « Il s'agit du message le plus dur jamais entendu de la part d'un gouvernement israélien », ont-ils déclaré à la radio. Un député du Likoud, M. Michael Eitan, a pour sa part affirmé que c'était « une des journées les plus noires de l'histoire du pays ».

La veille, le président syrien Hafez el-Assad, recevant une délégation de Druzes du Golan, avait affirmé que son pays « ne fera jamais aucune concession, ni sur son territoire ni sur ses droits ». Le mot « capitulation » ne fut pas perçu de notre vocabulaire. Nous voulons récupérer chaque centimètre carré de notre territoire, avait-il ajouté.

Malgré la réaffirmation de cette position de principe, qui a toujours été celle de la Syrie, Israël affirme que de grands progrès ont été déjà réalisés dans les négociations avec Damas. Les dix jours de pourparlers qui venaient de se dérouler à Washington ont été « les dix meil-

leurs » de l'histoire commune des deux pays, a déclaré mercredi à Londres le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres, qui a toutefois admis que « la plupart des problèmes restent à régler ».

Le chef de la diplomatie israélienne, qui est arrivé mercredi soir à Paris pour une visite officielle de trois jours, a par ailleurs préconisé d'associer la Communauté européenne à « la construction d'un nouveau Proche-Orient ».

Députés israéliens et représentants de l'OLP

La CEE, a-t-il dit, pourrait faire profiter les pays de la région de son « expérience » et aussi créer éventuellement une sorte de « banque de développement » qui « soutiendrait la coopération au sein du Proche-Orient » et contribuerait à fournir à cette région « une infrastructure » sur le modèle de la CEE. De son côté, le porte-parole du Quai d'Orsay a souligné mer-

credi, pour s'en féliciter, que l'arrivée des travaillistes au pouvoir en juin dernier avait été « l'un des éléments déterminants » dans « la modification de l'ambiance » en Israël.

Par ailleurs, trois députés israéliens, les travaillistes Avraham Burg et Nissim Zivli, ainsi que Mousa Naoum Hana, de la formation de gauche Méretz, ont été autorisés à participer à un séminaire organisé à Lisbonne par les Nations unies, auquel sont également conviés des représentants de l'OLP. MM. Nabil Chaath, conseiller de M. Arafat et Yasser Abd Rabbo, membre du comité exécutif de la centrale palestinienne.

Le gouvernement de M. Rabin a annoncé il y a quelques semaines qu'il envisageait d'amender une loi de 1986 sanctionnant de peines de prison tout citoyen israélien ou résident qui établirait des contacts avec l'OLP. Un projet de loi en ce sens doit être présenté à la Knesset à l'automne. — (AFP, Reuters.)

de deux attaques séparées dans le nord-est du pays, a indiqué un porte-parole militaire de Colombo. Ces attaques sont les plus meurtrières depuis un mois, et marquent la fin d'une trêve de 48 heures qui avait été décidée entre l'armée et les Tigres de libération de l'Éclat tamoul. — (AFP, UPI.)

○ ZAÏRE : Kinshasa favorable à un redémarrage de la coopération belge. — Le Zaïre a officiellement informé la Belgique qu'il avait décidé d'annuler les mesures de rétorsion, prises à son encontre, en juin 1990, et qu'il souhaitait un redémarrage de la coopération bilatérale, a annoncé, mercredi 9 septembre, à Bruxelles, le ministre belge des affaires étrangères. A la suite des protestations émises par Bruxelles, au lendemain de la répression contre les étudiants de Lubumbashi (sud-est du Zaïre), Kinshasa avait notamment décidé le renvoi de sept cents coopérants belges et la fermeture de trois des quatre consulats belges au Zaïre. — (AFP, Reuters.)

EN BREF

○ ALGÉRIE : un policier et un syndicaliste ont été assassinés. — Un policier a été tué par balles mercredi 8 septembre dans le quartier de Kouba, dans la banlieue sud d'Alger, a indiqué la radio algérienne. Par ailleurs, un militant syndicaliste, M. Abderrahmane Belazhar, cadre administratif de l'université d'Alger-Bey, dans la banlieue de Constantine, a été assassiné par un groupe armé. — (AFP.)

○ CORÉE DU NORD : Pyongyang réclame la démantèlement d'une base américaine au Sud. — La Corée du Nord a demandé, mercredi 10 septembre, le démantèlement de la base navale américaine de sous-marins de Jinhae, en Corée du Sud, assurant que cette installation est encore utilisée par des sous-marins nucléaires des États-Unis. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères de Pyongyang a cité, à l'appui de ses dires, un article de l'édition de septembre de la revue diabolique sud-coréenne *Maeil*. — (AFP.)

○ NIGÉRIA : près de deux cents suspects arrêtés pour trafic de drogue.

— L'Agence nationale anti-drogue du Nigéria (NDLEA) a arrêté cent quatre-vingt-quatre suspects, au cours du premier semestre de 1992, parmi lesquels un commissaire adjoint de la brigade des stupéfiants, a indiqué, mardi 8 septembre, l'agence officielle de presse NAN. La plupart des arrestations et saisies de drogue ont été effectuées à l'aéroport international de Lagos et à la frontière bénino-nigérienne, entre Seme et Idiroko, dans le sud-est du Nigéria. — (AFP.)

○ TCHAD : nouvel accord de paix avec des groupes rebelles. — Le gouvernement a conclu un second accord de paix, mardi 8 septembre, à N'Djamena, avec les rebelles du Mouvement pour la démocratie et le développement (MDD), a annoncé, mercredi, la radio nationale. Un premier accord avait été signé avec le MDD, le 24 juin, au Gabon. Les autorités tchadiennes ont aussi confirmé, à Doba (sud du pays), un accord de paix avec le Comité de sauvegarde national pour la paix et la démocratie (CSNP), dirigé par le

lieutenant Kette Nodji Moïse, a-t-on appris de source militaire. — (Reuters.)

○ THAILANDE : le gouvernement purge l'armée. — Le premier ministre thaïlandais, M. Anand Panyarachun, a destitué 537 officiers en vue de purger l'armée après les événements qui ont fait plus de 50 morts, 327 disparus et des centaines de blessés en mai parmi les sympathisants du mouvement démocratique, a annoncé jeudi 10 septembre l'agence officielle thaïe. En août déjà, M. Anand avait limogé les commandants de l'armée de l'air, le maréchal Kasat Rajasani, et de l'armée de terre, le général Issarapong Nopapitadee. La destitution qui vient d'intervenir est un rude coup porté à une armée longtemps arbitre de la vie publique. Il s'agit aussi du dernier acte politique de M. Anand avant les élections générales du 13 septembre. — (AFP.)

○ SRI-LANKA : une vingtaine de militaires tués par les Tamouls. — Au moins dix-neuf soldats sri-lankais ont été tués mercredi 9 septembre par la guérilla séparatiste tamoule, au cours

AMÉRIQUES

PÉROU

La guérilla du Sentier lumineux pourrait s'étendre aux pays limitrophes

LIMA

de notre correspondant

Les sentaristes ont lancé deux incursions début août dans des hameaux proches de la frontière péruvienne, interrogeant les populations sur l'emplacement des garnisons et des postes de police ainsi que sur l'identité des principaux propriétaires terriens de la région. C'est à partir de telles méthodes que l'insurrection sentariste commença il y a douze ans. Ces incursions en territoire bolivien sont dénoncées depuis un an. L'armée bolivienne a tué, en août 1990, un sentariste et arrêté un membre de cette même organisation. De telles attaques auraient été confirmées, aux frontières péruvienne, par le sous-préfet de Ulla-Ulla, ainsi que par le commandant de la garnison d'Achuachi. En outre, l'armée bolivienne a renforcé ses détachements chargés de la surveillance frontalière, et la police multiplie les contrôles d'identité.

Néanmoins, les autorités boliviennes affichent une certaine indifférence. D'une part, il faut éviter tout affolement de la population qui risquerait d'entraîner un mouvement de fuite des capitaux. D'autre part, la Bolivie ne semble constituer aujourd'hui qu'un simple camp de

repli pour les maofistes du Sentier lumineux.

Cette organisation, qui se dit « le phare de la révolution mondiale », n'a programmé d'exporter sa « guerre populaire » que lorsqu'elle aura consolidé son pouvoir au Pérou. C'est ce que proclament certains documents internes. D'ailleurs, l'attentat à la voiture piégée contre l'ambassade bolivienne à Lima ne doit-il pas être interprété comme un avertissement ?

Il semblerait que les armées de certains pays latino-américains limitrophes envisagent d'affronter une hypothétique guerre sentariste qui passerait les frontières. Le Chili a déjà établi une sorte de « cordon sanitaire » au nord du pays. De son côté, M. Bernard Aronson, sous-secrétaire d'État américain chargé des affaires latino-américaines, semble se préoccuper de la question du renforcement d'une éventuelle extension de la guérilla aux pays limitrophes.

Une intervention étrangère, par le biais de l'OEAs ou directement par une attaque américaine, tel est le vœu le plus cher du Sentier lumineux, qui pourrait ainsi se présenter comme une « guérilla de libération nationale ».

NICOLE BONNET

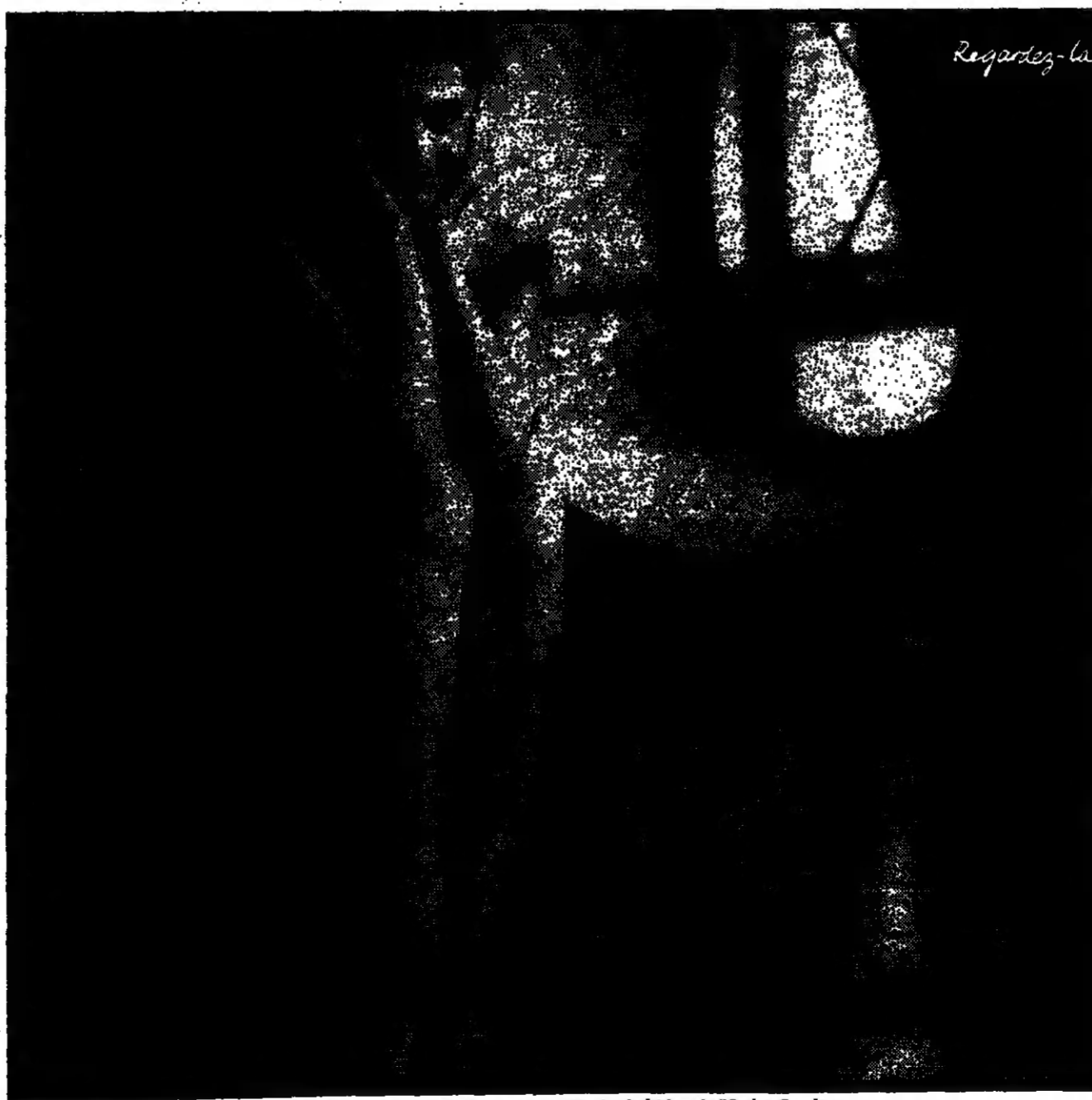
CANADA

Démission du premier ministre de la province de l'Alberta

M. Don Getty a annoncé, mercredi 9 septembre, au cours d'une conférence de presse, sa démission des postes de premier ministre de l'Alberta et de chef du parti conservateur dans cette province de l'Ouest. Dans le débat en cours sur le référendum de la Constitution, M. Getty s'est fait l'ardent défenseur d'un État fédéral où chaque province bénéficierait d'une représentation équitable, pour faire contrepoids à la domination des provinces de l'Ontario et du Québec à la Chambre des communes.

L'Alberta, quatrième province du Canada par le nombre d'habitants, a

bénéficié de la manne pétrolière dans le passé, mais n'échappe pas à la crise économique qui atteint toute l'Amérique du Nord, les signes de reprise y étant aussi faibles qu'ailleurs. Agé de cinquante-neuf ans, M. Getty a invoqué des « raisons personnelles » pour expliquer son retrait de la vie politique. Il était devenu premier ministre de l'Alberta en 1983 et avait alors remplacé M. Peter Lougheed, la personnalité qui a dominé la vie politique provinciale ces dernières décennies. M. Getty avait été joueur professionnel de football américain avant de faire de la politique.



Regardez la vitrine. De quoi est faite sa vie? De LYCRA*,

quand son scène le confort de son
justaucorps lui donne grâce et liberté
de mouvement. Du film de SURIM*,
qui protège les céréales qu'elle salue
au petit-déjeuner. De CÔRIAN* quand
elle fait admirer sa cuisine dernier cri.
Ces produits découverts par Du Pont font
partie de son confort, de sa sécurité,
de son bien-être. De sa vie. De la vôtre.

Depuis près de 200 ans, Du Pont est une des sociétés qui comptent le plus au monde pour ses recherches et ses découvertes. Aujourd'hui, elle est une des premières en Europe pour les produits et les technologies qui protègent et améliorent notre vie quotidienne. Si vous pensez que vous devriez avoir Du Pont pour partenaire, ou si vous désirez de plus amples informations sur ses activités en France comme en Europe, veuillez écrire à: Jean-Louis Tronc, Du Pont de Nemours (France) SA, 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cédex 07.

DU PONT

Tous les jours de nos vies

Isabelle Caravata, quadrille, dans une salle de répétition de l'Opéra Garnier

*Marque déposée de Du Pont de Nemours

AFRIQUE

Guérillas tribales au Libéria

Deux ans après le début de la guerre civile
la multiplication des factions armées compromet les chances d'un cessez-le-feu

MONROVIA

de notre envoyé spécial

Derrière les palissades de l'école, celle de Nempori, à Monrovia, mille deux cents réfugiés s'entassent comme ils le peuvent, squattant les classes et les couloirs. Des latrines ont été installées sur le terrain de basket-ball. Ici comme ailleurs, on se débrouille avec le peu qu'on a, le presque rien encore debout.

Les bâtiments scolaires n'ont pas été épargnés par les déluges d'obus et de mitraille qui ont ravagé la capitale, en 1990. Abandonnées depuis des mois, les écoles ont été réquisitionnées par le gouvernement intérimaire pour abriter le flot de nouveaux «déplacés» et de réfugiés : vingt-cinq mille civils sont arrivés, dimanche 30 août, à Monrovia, fuyant les combats qui opposent les troupes du Mouvement uni de libération pour la démocratie (ULIMO) et celles du Front national patriotique du Libéria (NPFL).

«C'est la guerre qui m'a conduit au Libéria», explique un vieil homme, hier paysan à Sierra Leone. Amadou Mansari, âgé de cinquante-huit ans, a quitté son village natal il y a un an, en raison des affrontements entre l'armée sierra-léonaise et les rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF), mouvement armé soutenu par le NPFL. L'ancien paysan a passé la frontière sans demander son reste et rejoint la cohorte des réfugiés du Libéria.

Mais, à peine installés dans le comté de Grand-Cape-Mount, M. Mansari et sa famille ont dû reprendre le chemin de l'exil : la région, occupée par les troupes du NPFL de Charles Taylor, venait de subir l'offensive des maquisards de l'ULIMO. «J'ai vu des gens armés et, dans tous les villages où je passais, les habitants fuyaient».

raconte le vieil homme. «Sur la route, ma fille a accouché; le bébé est mort. C'était mon premier petit-fils, un garçon», ajoute-t-il, le visage soudain dur.

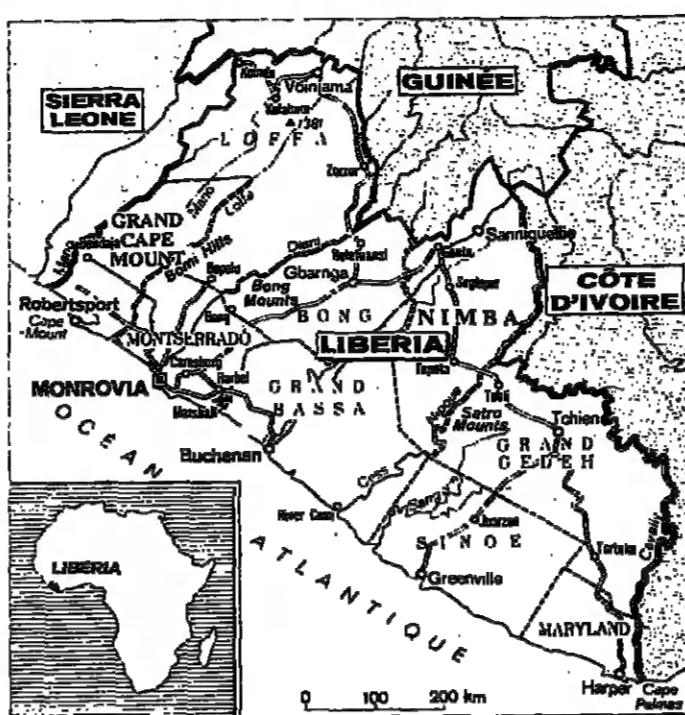
L'histoire d'Amadou Mansari résume la détresse des populations qui vivent entre la Sierra Leone et le Libéria, ballottées d'une zone de combats à une autre. Dans cette région frontalière, explique un expert militaire, s'affrontent désormais «quatre acteurs, en conflit deux par deux» : côté libérien, l'ULIMO et le NPFL se livrent une bataille acharnée; côté sierra-léonais, l'armée nationale tente de mater, en vain jusqu'à ce jour, la guérilla du RUF.

«Détresse totale»

Dans la province de Grand-Cape-Mount, soixante-cinq mille personnes, otages de ces diverses explosions de violence, sont «isolées et dans un état de détresse totale», affirme le coordinateur de l'équipe belge de Médecins sans frontières (MSF). «Tous les enfants sont en danger de mort», précise-t-il.

La guerre a en effet rendu quasiment impossible l'acheminement des secours et chassé les éventuels témoins du drame : depuis le 5 août, début de l'offensive des maquisards de l'ULIMO, la plupart des organisations non gouvernementales (ONG) se sont repliées sur Monrovia - où sont retranchées les sept mille «casques blancs» de la Force uest-africaine d'interposition (ECOMOG) et le gouvernement intérimaire d'union nationale, dirigé par le professeur Amos Sawyer.

Les «freedom fighters» (combattants de la liberté) du NPFL ont perdu deux régions, dans l'ouest du



Libéria : Grand-Cape-Mount et Bomi-Hills. Leur chef charismatique, Charles Taylor, président autoproclamé du Libéria, ne peut plus aujourd'hui se présenter en maître absolu du pays. Celui qui, il y a quelques mois encore, pouvait se vanter de contrôler tout le territoire libérien, à l'exception de Monrovia, doit déchanter. Mais les revers militaires subis par le NPFL ne sont pas pour autant un signe d'accalmie.

«Charles Taylor? C'est un chien!»

Les maquisards de l'ULIMO, très jeunes, encadrés par des militaires de l'ancien régime, ont conquis environ 10 % du pays. En l'espace de trois semaines, ils sont parvenus aux portes de la capitale et ont délogé d'une de leurs positions les hommes de Charles Taylor. Ces derniers n'ont pas résisté.

«Dès les premières rafales, c'était la débâcle, ils se sont enfuis comme des lapins!», affirme, goguenard, un officier de l'ECOMOG, qui a suivi la scène depuis son poste d'observation, situé à quelques centaines de mètres.

Ses nouveaux «voisins» sont, sur le plan vestimentaire, semblables aux précédents, faisant preuve du même goût prononcé pour le travestissement. Le capitaine Seo, coiffé d'une perruque dont les mèches recouvrent de toile de sautoir le bord de «Jupit» (amulettes censées protéger des balles), écoute son supérieur, le major T. Kalla, lunettes noires, jeans et baskets, déclarer sur un ton péremptoire : «Bomi-Hills et Grand-Cape-Mount sont sous le contrôle de nos gens, il n'y a plus d'embuscades».

Cette belle assurance est quelque peu tempérée par les rafales d'armes automatiques, qui retentissent ici et là, dans la proche forêt de la mangrove. Les hommes de Charles Taylor ont beau avoir subi quelques avances militaires, ils n'en

ont pas désarmé pour autant. Adossé à un véhicule tout terrain, équipé d'une mitrailleuse de 14,3 («une prise de guerre arrachée aux combattants du NPFL»), le major T. Kalla résume l'idée selon laquelle l'ULIMO serait majoritairement composé de Khrans - l'ethnie de l'ancien président Samuel Doe - prêts à prouder leur revanche sur les Gio et les Mano, qui fournissent les plus gros bataillons du NPFL. «Notre mouvement est plus ethnique, il y a toutes les tribus, nous voulons simplement libérer le Libéria», affirme-t-il obstinément.

L'objectif de ces hommes, équipés d'un matériel hétéroclite (kalachnikov, AK 47, fusils d'assaut américains M16), se résume en quelques mots, ceux de leurs chants de guerre : «Nous allons chasser Taylor du Libéria! Qui est Taylor? C'est un chien!» Basés en Sierra Leone - où ils bénéficient de la complaisante bienveillance du nouvel homme fort de Freetown, Valentine Strasser, farouche adversaire de Charles Taylor, l'ULIMO n'est pas aussi uni que son sigle l'indique.

Le plan de paix remis en cause

Le «problème de leadership», selon l'expression des diplomates africains, qui divise les rangs de l'ULIMO est un secret de Polichinelle. La rupture semble désormais consommée entre la branche civile, essentiellement composée d'hommes d'affaires libériens et dirigée par M. Raleigh Sekie, et la branche militaire, conduite par un ancien ministre de feu Samuel Doe, M. El Hadj Kromah, président du Mouvement de rédemption des musulmans du Libéria. Sur le terrain, les combattants se rallient à l'«étendard» de M. Kromah.

L'intrusion des rebelles de l'ULIMO dans le western libérien, déjà passablement confus, a remis en question le plan de paix, laborieusement élaboré à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ce plan prévoyait le déploiement de l'ECOMOG sur l'ensemble du territoire, le désarmement et le cantonnement de toutes les factions et l'organisation d'élections libres, supervisées par l'ancien président américain Jimmy Carter. Un plan que le dirigeant du NPFL s'est efforcé, dès le début, de saboter, vilipendant les «casques blancs» de l'ECOMOG, accusés même de soutenir les rebelles de l'ULIMO et de vouloir l'assassiner.

Cette hostilité manifeste avait dégénéré le 28 mai 1992, lorsque six soldats sénégalais furent abattus par les combattants de Taylor. «Je crois qu'il y a une méfiance du NPFL à l'égard de l'ECOMOG», résume péjorativement le chef de contingent sénégalais, le colonel Diallo. «Ils ne nous facilitent pas la tâche et nous considèrent presque comme des ennemis.» Le chef rebelle joue également des divergences au sein de la CEDEAO quant à l'attitude à adopter à son égard, divergences assez nettes entre francophones et anglophones.

Près de deux ans après le début de la crise libérienne, la situation, loin de s'éclaircir et de se calmer,

s'est transformée en un effrayant borborygme. S'achemine-t-on vers un nouvel embrasement ethnique, à l'image du conflit de 1990 - qui fit plus de quinze mille morts et sept cent mille réfugiés? «Ce n'est pas encore la guerre civile, mais c'est la situation la plus tendue que j'aie connue depuis deux ans», résume, avec une prudente inquiétude, le responsable d'une organisation internationale.

JEAN-KARIM FALL

Front contre front

■ Front national patriotique du Libéria (NPFL). - Créé en décembre 1989 par Charles Taylor. Ce mouvement rebelle a été le principal artisan de la chute de l'ancien régime - marqué par l'assassinat, le 9 septembre 1990, du président Samuel Doe. Recrutant surtout parmi les tribus Gio et Mano, dans la région de Nimba (proche de la Guinée), le NPFL rassemblait environ cinq mille hommes, selon les observateurs, plus de quinze mille selon son chef. Il dispose d'un armement sophistiqué : transports de troupes blindés, artillerie et armes légères en quantités considérables.

■ Front national patriotique indépendant (NPFL). - Créé en 1990 par un ancien compagnon de maquis de Charles Taylor, Prince Johnson. Celui qui l'on a surnommé le «rebelle des rebelles» a fait plusieurs séjours en Libye, en 1990. Sa faction de maquisards «désidentés» - recrutant, comme le NPFL, parmi les Gio et les Mano - est aujourd'hui en partie de vitesse. Ses hommes ont été désarmés et cantonnés par l'ECOMOG dans les casernes de Caldwell, dans le banlieue de Monrovia. Prince Johnson est à l'origine du meurtre du président Samuel Doe.

■ Mouvement uni de libération pour la démocratie (ULIMO). - Créé en 1991 par des membres de l'ancienne armée libérienne. Comme feu Samuel Doe, un bon nombre de maquisards de l'ULIMO sont issus de la tribu des Khrans (10 % de la population); ils sont assurés de la collaboration des Mandingos. Officiellement basés aux États-Unis, dans le Maryland, cette organisation a pignon sur rue à Freetown, la capitale de la Sierra Leone. Deux personnalités s'affrontent pour le contrôle de l'ULIMO : M. Raleigh Sekie et M. El Hadj Kromah.

■ Front révolutionnaire uni (RUF). - Créé au début de l'année 1991, en Sierra Leone. Dirigé par un certain «caporal» Foday Sankoh, cette faction bénéficie du soutien actif du NPFL, dont les troupes sont intervenues en Sierra Leone en mars 1991. A en croire Prince Johnson, le «caporal» Foday Sankoh aurait effectué un stage d'entraînement en Libye, en compagnie de Charles Taylor.



Jean-Louis Bianco
Oui à l'avenir
de la France

JEAN-LOUIS BIANCO

TRANS-EUROPE
EXPRESS

Oui à Maastricht

PLON

La longue patience des «casques blancs»

Assis sous une hutte, un officier nigérian a troqué le casque de plastique blanc, symbole de la Force uest-africaine d'interposition (ECOMOG) pour un casque lourd. «C'est comme en Yougoslavie : comme les casques bleus, nous sommes en danger», lâche-t-il. Ce lundi 31 août, un sergent du contingent nigérian a été abattu par les maquisards du NPFL qui tentaient de reprendre à leurs ennemis de l'ULIMO une position perdue, à vingt kilomètres de Monrovia. De la routine, ou presque...

Les sept mille hommes de l'ECOMOG, composée de Nigériens, de Ghanéens, de Sierra-Léonais, de Sénégalais, de Gambiens, de Guinéens et de Malien, pètent au Libéria depuis maintenant deux ans. C'est à l'initiative de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) que cette force de maintien de la paix - la première, jamais constituée en Afrique, depuis l'époque des indépendances - a été mise en route, fin août 1990, pour essayer de mettre un frein à la terrible guerre civile qui ensanguinait la capitale libérienne.

Pionniers de la paix

Immédiatement confrontés à l'hostilité des partisans de Charles Taylor, les «casques blancs» ouest-africains ont réussi, à l'issue de combats très violents, à repousser les troupes du NPFL hors de la ville. Ils font désormais partie du paysage de cette capitale dévastée, assurant sans faille la sécurité des habitants.

Impeccablement vêtus, faisant preuve d'une infaillible courtoisie, les «casques blancs» règnent sur ces checkpoints, ces barrières de contrôle, dressées sur les avenues. Dans son quartier général, situé dans la zone portuaire, le général nigérian Ishaya Bakur,

ancien membre de la FINUL au Liban et devenu chef d'état-major de l'ECOMOG, ne cache pas son inquiétude. L'hostilité croissante des maquisards du NPFL l'a conduit, début septembre, à sonner le retrait des zones rebelles. Les «casques blancs» y étaient bloqués, sans communication et régulièrement privés de nourriture, les fidèles de Charles Taylor se faisant un plaisir de détourner les convois.

«Les soldats de Taylor sont de petits robots programmés contre l'ECOMOG», soupire le général Bakur. «Comment faire la paix avec des gens qui vous maintiennent en état de siège? Taylor n'a jamais digéré qu'on le bloque à cent mètres de l'Exécutif Mansion, la présidence de la République, à Monrovia...», commente-t-il.

La propagande anti-ECOMOG est féroce : grâce aux médias qu'il contrôle, le chef du NPFL multiplie les invectives contre «l'intervention étrangère». La présence avait pourtant été réclamée par Charles Taylor lui-même, pour contrebalancer l'influence du Nigéria jugé trop importante au sein de l'ECOMOG - a payé très cher cette nouvelle montée d'adrénaline du chef rebelle.

La mission initiale de l'ECOMOG - désarmer les factions et assurer la direction du pays jusqu'à l'organisation d'élections - n'est pas abandonnée. Mais l'activité des «casques blancs» doit désormais se limiter à de modestes opérations de reconnaissance. Les soldats de l'ECOMOG ne cachent pas leur dépit. Mais, en bons militaires, ils attendent docilement les directives «des politiques». Pour ces pionniers de la paix, le chemin risque d'être long. «Il nous faut 30 % de professionnels et 70 % de patience!» avoue, avec un sourire philosophique, un officier sénégalais.

J.-K. F.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Seul indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

MERCREDI 16 SEPTEMBRE
S. 1 - Tab. bib., mob. - M^{re} BOISGRARD.
S. 2 - Tab. bib., mob. ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).

VENDREDI 18 SEPTEMBRE
S. 5 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN.
S. 6 - Meubles et objets d'art. - M^{re} LENORMAND, DAVEN.
S. 7 - Tapis. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 9 - Mobilier. - M^{re} ROGEON.
S. 13 - Bons meubles. - M^{re} LOUDMER.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
BOISGRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAVEN, 12, rue Hippolyte-Labon (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 45-78-89-89.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 45-78-81-06.

LETTIN D'ABONNEMENT

سك (من الإمل)

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Le président De Klerk souhaite rencontrer « de toute urgence » la direction de l'ANC

Le chef de l'Etat, M. Frederik De Klerk, a publiquement annoncé, mercredi 9 septembre, à Pretoria, qu'il souhaitait rencontrer « de toute urgence » le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, afin de discuter du « problème de la violence », des « violations de l'ANC de l'accord de paix » (signé il y a un an) et du « problème des actions de masse » lancées contre le gouvernement, depuis juin.

S'exprimant pour la première fois en public depuis la fusillade meurtrière survenue lundi dans le bantoustan du Ciskei, M. De Klerk a jugé « impossible de négocier sur des réformes constitutionnelles, tant que ne sera pas réglé de manière satisfaisante le problème de la violence ».

Evocant la tuerie de lundi, le président a mis en cause la « direction communiste de l'ANC » et accusé le secrétaire général du Parti communiste (SACP), M. Chris Hani, cadre influent de l'ANC, d'avoir décidé de « poursuivre une manifestation dont il savait qu'elle pouvait conduire à un bain de sang ». Concernant l'avenir des bantoustans, M. De Klerk a souligné que leurs dirigeants puissent être « remplacés par des gouvernements démocratiquement élus » et que ces territoires soient « réintégrés » dans l'Afrique du Sud, « mais sur la base d'une négociation constitutionnelle ordonnée ».

ALLEMAGNE

Nouvelles attaques contre des foyers pour étrangers

Au moins sept nouvelles attaques de foyers pour demandeurs d'asile ont été recensées en Allemagne, dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 septembre. Une cinquantaine d'extrémistes de droite s'en sont pris, pour la deuxième nuit consécutive, à un foyer de Quedlinburg, près de Magdebourg, dans l'ouest de l'ex-RDA. Onze personnes ont été interpellées au cours des incidents, qui se sont déroulés sous les yeux d'une cinquantaine de badauds.

Non loin de Quedlinburg, dans la ville de Bernburg, un autre foyer a été endommagé par une bombe incendiaire. A Porschendorf, près de Dresde, toujours dans l'ex-RDA, la voiture d'un réfugié vietnamien a été incendiée et à Wern, près de Neubrandenburg, six personnes ont lancé des pierres contre le foyer de demandeurs d'asile de la ville et pris la fuite. Ce foyer avait reçu la visite samedi du président de la République, M. Richard von Weizsäcker. Plusieurs incidents similaires avaient eu lieu dans la nuit de lundi à mardi. (AFP, AP, Reuters.)

COLOMBIE

M. Mitterrand s'entretient avec des représentants des communautés indiennes

L'épouse du président français, en visite privée en Colombie, s'est

entretenu mardi 8 septembre avec des représentants des communautés indiennes de ce pays. A un mois du 500^e anniversaire du voyage de Christophe Colomb, des représentants indiens, dont deux ex-constitués, le sénateur Florio Tunubala et le vice-président du conseil de Bogotá Francisco Rojas Bily, ont fait part à M. Mitterrand de leur volonté de développer leur culture et leur diversité et de promouvoir des liens directs entre leurs communautés et des gouvernements étrangers. M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de l'association humanitaire France-Liberté, doit se rendre dans un village indien d'Amazonie où elle remettra des dons en argent et en nature aux habitants. M. Mitterrand doit quitter la Colombie le 13 septembre. (AFP.)

CONGO

Paris souhaite des réformes économiques « courageuses »

La France est prête à « soutenir » le nouveau gouvernement, « à condition qu'il adopte des réformes courageuses et fondamentales de structures », a déclaré, mercredi 9 septembre à Brazzaville, un responsable du Trésor français, M. Michel Obin, qui a qualifié de « très grave » la situation de l'économie congolaise.

Le nouveau président, M. Pascal Lissouba, s'était engagé, lors de son investiture, le 31 août, à assurer le paiement régulier des fonctionnaires - quatre-vingt mille personnes - sans préciser quels

fonds seraient utilisés. Le traitement des fonctionnaires s'élève mensuellement à plus de 13 milliards de francs CFA (280 millions de francs), soit près du double des recettes officielles de l'Etat.

Evocant, à ce sujet, une éventuelle contribution de la France, M. Obin a estimé que cette question « fait partie d'un ensemble » et qu'il ne fallait pas s'attendre à ce qu'elle soit très rapidement réglée. Le ministre français de la coopération, M. Marcel Debarge, attendu à Brazzaville début octobre, devrait discuter des modalités de l'aide française au Congo. (AFP.)

CUBA

Près de 430 000 étudiants et professeurs mobilisés pour des travaux agricoles

Près de 430 000 étudiants et professeurs seront mobilisés pendant l'année scolaire, de septembre à juin prochain, pour participer à des travaux agricoles destinés à faire face à la pénurie alimentaire que connaît l'île, a annoncé mercredi 9 septembre Granma, l'organe officiel du parti communiste. Ces étudiants et professeurs effectueront des périodes de trente à quarante-cinq jours à la campagne où ils seront affectés à des travaux dans le cadre du programme alimentaire cubain visant à assurer l'autosuffisance du pays, après la disparition du camp communiste est-européen, principal partenaire commercial de l'île au cours des trente dernières années. Dans l'est du pays et dans les zones montagneuses, ils participeront notam-

ment à la récolte du café, alors que ceux du centre et de l'ouest de Cuba seront surtout affectés à la récolte des agrumes et du tabac, précises Granma. (AFP.)

PHILIPPINES

Les négociations avec les communistes ont commencé

Les pourparlers formels entre représentants de Manille et dirigeants de l'insurrection communiste, commencés le 3 septembre à Utrecht, aux Pays-Bas (où est réfugié le chef du mouvement armé marxiste, M. José Maria Sison), ont abouti à un modeste point d'accord : un cessez-le-feu ne devra pas être considéré comme un préalable aux négociations.

Dans un récent entretien télévisé, au cours duquel un important leader communiste, M. Satur Ocampo, était présent aux côtés du ministre de la justice, M. Franklin Drilon, un des chefs rebelles a expliqué : « Si nous devons obtenir des maintenant un accord sur un cessez-le-feu, nous risquons de nous engager et de négliger les enjeux de fond. »

L'insurrection communiste philippine a commencé en 1969. Le Parlement philippin a récemment répondu au vœu du nouveau président, M. Fidel Ramos, en légalisant le Parti communiste. Des négociations lancées en 1986 par le président Corazon Aquino avaient cependant échoué après moins d'un an. D'autre part, douze membres des forces de l'ordre ont été

tus, mercredi 9 septembre, dans une embuscade tendue par les rebelles à 500 kilomètres au sud de Manille. (AFP.)

VIETNAM

Décès de M. Trần Đình Lân

Ancien officier de l'armée française, personnalité bien connue dans l'Hexagone comme dans son pays d'origine, M. Trần Đình Lân est décédé le 5 septembre, à Paris, à l'âge de soixante-douze ans. Membre de la résistance française en Indochine, il avait été interné par les Japonais, puis par le Vietnam en 1945. Après son éviction, il avait été l'un des principaux cadres de l'armée de l'Etat du Vietnam.

Exilé en France en 1955, M. Trần Đình Lân avait réintégré l'armée française jusqu'à sa retraite anticipée en 1981. Rentré à Saigon en 1984, accusé de « neutralisme », il avait été interné neuf mois avant d'être expulsé vers Paris. Depuis 1975, il était coprésident de l'Union générale (pro-gouvernementale) des Vietnamiens en France. Il était tuteur de la croix de guerre 1939-1945. (Corresp.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

sans visa

1991
LA FIN DE L'URSS
Une coédition
Le Monde éd. Oactuel
EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-05-25-26
Télécopieur : (1) 40-05-25-99
Téléfax : 208.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94802 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-05-25-25
Télécopieur : (1) 40-05-30-10
Téléfax : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Dirigé de la société :
cont. aux à compter du
10 décembre 1994

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs de Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé
au « Monde »
12, rue de Valenciennes
75002 PARIS CEDEX 15
Composition par les journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Reproduction interdite sur les microfilms
et autres supports électroniques sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Michel Cusi, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue de Valenciennes
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-05-25-25
Télécopieur : (1) 40-05-30-10
Téléfax : 261.311F
de la SARL Le Monde et de l'Union Générale des Vietnamiens en France SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 30-15 - Types LEMONDE
ou 30-15 - Types LAM
Reproduction interdite de tout article
sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94802 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-05-25-25

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 006 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
201 MCM 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



UPS lance le premier réseau routier européen aussi sophistiqué qu'un service aérien.

Une facturation adaptée à vos conditions de vente, une maîtrise de la technologie dont UPS a toujours fait preuve dans le transport aérien. Vos envois sont pris en charge par nos experts et suivis électroniquement tout au long de leurs parcours (spécialement lors des passages en douane). De l'enlèvement à la livraison, nous en sommes entièrement responsables.

Par air, à travers le monde, ou par route, à travers l'Europe, le résultat est absolument sûr. Avoir la certitude que vos envois arriveront, parce que nous nous y sommes engagés. C'est cela, la fiabilité UPS.



United Parcel Service

Aussi sûr que si vous vous en chargez vous-même.

Pour tout renseignement, appelez le **Numéro Vert 05 02 01 018**

POLITIQUE

La campagne pour la ratification

« N'ABANDONNEZ pas la France », a lancé M. Charles Pasqua à ses compatriotes, mercredi 9 septembre, au terme de l'émission télévisée réservée au RPR dans le cadre de la campagne officielle. L'ancien ministre de l'Intérieur n'a pas craint de répéter le mot « France » avec insistance : « Il y a enfin, il y a surtout la France », « Conservez votre bien le plus précieux, la France », « Pour que vive la France ». Selon lui, parce qu'il obéit à une logique fédérale, le traité de Maastricht oblige malheureusement à choisir entre la France et l'Europe. De ces deux termes, M. Pasqua adopte, sans équivoque, le premier.

A mesure que la campagne se radicalise, la défense de la nation devient un argument majeur des partisans du « non ». Le discours de M. Pasqua n'est pas isolé. Son compère, M. Philippe Séguin, développe aussi la même thèse en expliquant dans Paris-Match que sa croisade contre le traité de Maastricht a pour principal moteur sa « passion pour la France », qu'il ne

veut pas voir devenir « le Dakota du Sud ». M. Michel Poniatowski, ancien ministre, sénateur, qui était présent à Nice aux côtés de M. Pasqua, a jugé le traité « dangereux pour la France ».

La France

M. Bruno Mégret, député général du Front national, a estimé, à Tours, qu'avec le traité de Maastricht « on franchit la ligne rouge de la souveraineté ».

A gauche, l'inspiration n'est pas la même, mais le ton, quelconque, n'est pas très différent. Ainsi M. Jean-Pierre Chevènement a-t-il souligné, mercredi soir à Paris, après avoir rappelé les grandes heures de l'histoire de France, de la Révolution à la Résistance, que « la France, chaque fois qu'elle invente, s'avance au premier rang ».

Les partisans du « oui » dénoncent à l'unisson cette dérive nationaliste.

M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du PS, s'élève, dans une tribune publiée par Libération du 9 septembre, « contre la démagogie national-populiste », qu'il estime dans la filiation du courant « bonapartiste et populiste avec Pasqua-Séguin, péjorant le traité-bougeois avec Mitterrand », mais dont l'émergence à gauche lui paraît la principale nouveauté de la campagne. « La gauche socialiste devra enfin relever, entre autres défis, celui posé par la question nationale, ce point aveugle de sa pensée », écrit M. Charzat.

Le courant qu'animent, au sein du PS, MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, paraphrase Jaurès en affirmant : « Le « non » porte le charisme comme la nuée porte l'orage. » M. Pierre Bérégovoy s'est également réitéré à l'encêtre du socialisme fran-

çais en déclarant, au cours d'une réunion publique à Nantes, qu'« un peu d'Europe nous éloignera de la France, tandis que beaucoup d'Europe nous rapprochera de la France ». Le premier ministre a mis en garde ses auditeurs contre la renaissance des « passions nationales » en cas d'échec du référendum. M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a exprimé la même inquiétude en déclarant, à Tours, qu'une victoire du « non » ferait prendre à la France « le risque d'écrire l'histoire à l'envers » dans une Europe qui a pour base « la réconciliation franco-allemande ».

POUR L'UDF, MM. François Bayrou et Gérard Longuet ont affirmé, au cours de l'émission télévisée de la campagne officielle, que le souveraineté et l'indépendance de la France n'étaient en aucune façon menacées par Maastricht, tandis que M. Barra, dans un entretien à Paris-Match, souligne qu'« aucun gouvernement signataire du traité n'envisage la dissolution de son pays dans l'Union euro-

péenne » et que, par conséquent, « la France ne disparaîtra pas ». « Nous ne serons pas réduits au statut du Texas et de la Californie », a-t-il déclaré, jeudi matin, sur RTL.

Entre ceux qui défendent la France et ceux qui ne la croient pas en danger, le score reste serré. Le sondage quotidien du CSA pour le Parisien, effectué par téléphone les 8 et 9 septembre auprès de huit cent sept personnes, indique 51 % d'intentions de vote en faveur du « oui » et 49 % en faveur du « non », avec 29 % d'indécis. De quoi inquiéter un ancien ministre socialiste grec, M. Théodoros Pangalos, qui ne fait pas dans la nuance. « Comme je connais très bien les Français, a-t-il dit au magazine ENA, je sais combien c'est un peuple xénophobe et raciste. » Voilà pourquoi, selon M. Pangalos, le « non » rencontre tant d'écho en France.

THOMAS FERENCZI

A l'occasion d'un débat organisé par la Revue d'économie financière

M. Strauss-Kahn : « Le « non » est un vote protectionniste »

« Le « non » est un vote protectionniste. Méline voterait « non » (1), a déclaré, mercredi 9 septembre, M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, à l'occasion d'un débat organisé, à Paris, pour le lancement d'un numéro spécial de la Revue d'économie financière consacré au traité de Maastricht (2). La victoire du « non » affaiblirait, selon le ministre, la France dans les négociations commerciales internationales.

Engagé au nom de la France dans de multiples négociations commerciales internationales, M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, a exprimé, mercredi 9 septembre, ses inquiétudes quant aux conséquences d'un éventuel « non » le 20 septembre. « Tant que l'Europe reste unie, nous pouvons résister aux prétentions exagérées de nos partenaires américains », a expliqué le ministre, évoquant les discussions sur l'agri-

culture dans le cadre de l'Uruguay Round, ajoutant : « Si l'Europe se divise, nous serons conduits à céder. » Pour M. Strauss-Kahn, le vote « non » est un vote protectionniste, le ministre estimant que « Méline voterait « non » ».

Les craintes des pays tiers

Abordant les autres conséquences d'un éventuel « non », M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), demande aux Français de regarder avec attention la situation danoise. Selon lui, le Danemark est plongé dans une crise profonde, avec « une augmentation des taux d'intérêt à long terme, un attentisme généralisé des chefs d'entreprise, des projets d'investissement japonais reportés, un marasme du secteur de l'assurance... » En cas de « non », la France serait à son tour menacée de « dégâts considérables », avec une hausse des taux d'intérêt et un ralentissement de la croissance.

Parmi les orateurs étrangers,

l'Américain Scott Paredes, président de Yamachi International de New York, a cherché à démontrer comment l'expérience américaine devait conduire les Européens à adopter une banque centrale indépendante. Il a rappelé comment « l'insuffisante coordination des politiques monétaires entre la Réserve fédérale et les banques centrales des différents Etats avait contribué à la crise des années 30 ». « Il est indéniable que l'existence d'un grand marché unique européen sera bénéfique pour les entreprises japonaises », a expliqué M. Kaoru Hagiwara, directeur général de la Bank of Tokyo à Paris.

« Dans les pays du Sud, a déclaré enfin M. Lakhdar Benouatf, président de la Banque algérienne du Commerce extérieur, les sentiments à l'égard de Maastricht sont mitigés. » Il y a la crainte « d'être rejeté aux frontières extérieures de la CEE », notamment en matière commerciale. « Notre plus grande préoccupation porte cependant sur la circulation des personnes », a expliqué M. Benouatf, ajoutant : « Nous craignons que la politique communautaire en ce domaine ne se fasse au plus petit commun dénominateur. » Il espère cependant que Maastricht « est une rénovation de la politique méditerranéenne de l'Europe et la sortie de la logique de relations bilatérales trop spécifiques ». Reconnaissant que Maastricht pourrait aider au succès des transitions engagées dans les pays d'Europe centrale et orientale, M. Zdenek Drabek, plénipotentiaire du ministre fédéral de l'économie de Tchécoslovaquie, a plaidé en faveur d'une adhésion entière à la Communauté de son pays, de la Pologne et de la Hongrie « avant la fin du siècle ».

ERIK IZRAELWICZ

(1) Jules Méline fut ministre de l'Agriculture, sous la III^e République (1893-1895 et 1913-1916), chef du gouvernement de 1896 à 1898. Il est particulièrement connu pour sa politique protectionniste.

(2) Revue d'économie financière, numéro spécial hors-série. « Le traité de Maastricht, quelles conséquences pour l'Europe financière ? », 373 p., 120 F., Le Monde Éditions.

L'Association des élus originaires du Maghreb : « Oui à l'avenir »

M. Georges Morin, président de l'Association nationale des élus originaires du Maghreb, nous a déclaré :

« Maires, maires adjoints et conseillers municipaux de France originaires du Maghreb, de souche européenne, juive et musulmane, d'origine immigrée ou rapatriée, nous regroupons très fort devant les réflexes de peur et de repli sur soi qui semblent submerger certains de nos compatriotes. Ils traduisent un doute sur les capacités de la France à tenir son rang en Europe. Ils conduisent tous droit à ces tragédies de l'Intolérance et de l'Affrontement qui ont contraint tant d'entre nous au déracinement et à l'exil. Chacun peut en voir le résultat dans l'Europe d'aujourd'hui... »

Nous ne voulons pas d'une France peureuse, repliée sur ses égoïsmes, grosse de toutes les tragédies. Nous

MM. Chevènement et Fiterman : « Le « non » de gauche »

« Il n'y a aucune confusion possible entre nous et les autres », a déclaré M. Max Gallo en conclusion, bien sûr, que cela va sans dire, mais, réaliste, il estime que cela va mieux en le disant. Ce n'est pas parce que MM. Philippe Séguin, Charles Pasqua, Philippe de Villiers apparaissent comme les principaux chantres du « non » au traité de Maastricht que ceux qui, à gauche, dépassent le même bulletin qu'eux dans les urnes le 20 septembre, s'enrôlent sous leur bannière. « Chacun sait que nous ne sommes pas des chauvins », insiste le député européen, avant d'affirmer : « Il y a un « non » de gauche, un « non » européen, un « non » démocratique. »

Les quelque mille six cents personnes réunies, mercredi 9 septembre, dans la salle de la Mutualité, à Paris, pour affirmer l'existence de ce « non » ont peut-être été rassurées par la conviction de M. Gallo. Dans le cas contraire, M. Alain Lipietz, l'un des principaux adversaires de Maastricht chez les Verts, leur a apporté des arguments « stratégiques » et « tactiques ». Certes, a-t-il expliqué, « certains alliés du « non » sont, actuellement, parmi les principaux promoteurs d'un succès du « oui », mais ceux qui refusent le traité, non parce qu'ils seraient « anti-européens, xénophobes, nationalistes », mais parce qu'ils veulent « une autre Europe », ne peuvent compter, néanmoins, que sur une victoire du « non » pour atteindre leur objectif. Il leur faut donc supporter avec stoïcisme le voisinage, compromettant pour eux, des « chauvins », des « nationalistes » et du Front national.

M. Charles Fiterman, chef de file des « refondateurs » au sein du Parti communiste, s'est employé à persuader l'assistance qu'elle peut émettre, le 20 septembre, « un « non » impérieux et créateur », de nature à favoriser une « nouvelle entente des forces de changement social dont notre pays a besoin » et à permettre une « renégociation » du traité. Autre ancien ministre communiste, M. Marcel Rigout, qui se situe parmi les « reconstruc-tionnistes » du PCF, a affirmé, lui aussi, n'être pas « de ceux qui prônent un repli nationaliste ». Il s'agit, à ses yeux, en votant contre Maastricht, de refuser « un texte de combat, par lequel le droit européen voudrait inscrire ses références dans les tables de la loi ».

« Nous vivons dans une France ambitieuse, ouverte aux autres et fraternelle. Français originaires du Maghreb, le 20 septembre, nous apportons avec détermination notre « oui » à l'avenir, notre « oui » à l'Europe. »

Un concert rap pour le « oui ». — A l'initiative du mouvement des Jeunes pour l'Europe, dont la campagne de signatures en faveur de la ratification du traité de Maastricht, lancée à la mi-août, a réuni plus de trois mille signatures, un concert rap pour le « oui à l'Europe » est organisé, jeudi 10 septembre, à l'Élysée-Monmartré, à Paris, avec notamment Afrika Bambataz, Daddy Yod, l'Algérien Idir et Tonton David. « L'Europe, c'est notre avenir », affirme M. Pierre Onatelli, porte-parole du mouvement. Il ne faut pas qu'elle se réforme sur les nationalismes. »

Contre le « nationalisme »

M. Jean-Pierre Chevènement, qui a conclu la série des interventions, s'est félicité d'un « puissant « non » de gauche » au traité de Maastricht. « Une victoire du « non » le 20 septembre ferait surgir en France des perspectives neuves », a-t-il affirmé, en ironisant sur le « bras-armé de combat » qui a répondu dans le camp du « oui ». L'ancien ministre de la Défense a comparé la participation de M. François Mitterrand à l'émission de TF1, le 3 septembre, à l'apparition du guerrier japonais Kagemusha, héros d'un film du cinéaste Kurosawa, « sur le champ de bataille antichristien ». « Heureusement », a-t-il dit, les Français ont l'esprit critique. Ils ne sont pas prêts à prendre des vessies pour des lanternes, c'est-à-dire Maastricht pour l'Europe. »

Pour le maire de Belfort, « Maastricht rime avec triche jusqu'au 20 septembre ». « Après, a-t-il continué, il faut revenir à la bonne prononciation : « Masse-trique » rime,

évidemment, avec triche. » « Attendez-vous donc la semaine prochaine à un émouvant appel des frères siamois, merveilleux couple dont il faut souhaiter qu'il reste uni jusqu'à la tombe, je veux parler de MM. Chirac et Giscard d'Estaing. On peut prévoir un meeting commun. Ces retrouvailles auront émouvantes, a-t-il déclaré. Elles précéderont, sans doute, la réapparition de M. Mitterrand sur le petit écran pour penser sur les indices. »

Les perspectives de l'après 20 septembre ont été évoquées, M. Lipietz, par exemple, émettant le souhait d'une « listes communes » aux élections européennes. M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF, s'est démarqué de M. Chevènement et a insisté sur la nécessité de réconcilier la gauche, qu'il juge « irréconciliable ou hostile à Maastricht » après le référendum. — (11 septembre 1992)

PATRICK JARREAU

A Nice

M. Pasqua dénonce « un pacte électoral à l'échelon européen »

NICE
de notre correspondant régional

M. Charles Pasqua durcit le ton. Mercredi 9 septembre, à Nice, le président du groupe RPR du Sénat a non seulement accusé ses adversaires de trahison, mais a aussi dénoncé les arrière-pensées « politiciennes » de MM. Helmut Kohl et John Major, mais il a répliqué avec vivacité à ceux qui, dans son propre camp, suspectent la pureté de ses intentions. Accompagné de M. Michel Poniatowski (UDF-RPR), sénateur du Val-d'Oise, qui a fait, à ses côtés, une entrée remarquée dans la campagne, l'ancien ministre de l'Intérieur était, il est vrai, dans l'attente de la décision la plus inconditionnelle. Le public était chaleureux et il ne manquait, sur la tribune, pas un seul parlementaire RPR du département.

M. Pasqua a réservé, tout au long de son intervention, ses flèches les plus acérées à M. François Mitterrand. « Allons-nous, encore une fois, c'est-à-dire notamment interrogé, faire confiance au marchand d'illusions ? Allons-nous, cette fois encore, nous laisser piéger par le numéro du vieux acteur qui sollicite un dernier rappel ? Pour le sénateur des Hautes-Alpes, en effet, M. Mitterrand « sent que le temps va lui manquer » et que « l'histoire ne retiendrait rien de son passage ». M. Pasqua, lui, ne se laisse pas tromper. « Je ne suis pas, a-t-il lancé, si le « non », le 20 septembre, sera plutôt un « non » à Maastricht ou plutôt un « non » à Mitterrand. Mais ce dont je suis sûr, c'est que le « oui » sera, dès le 21 septembre, comptabilisé comme un « oui » à Mitterrand » et que le président de la République « cherchera à transformer ce « oui » au référendum en majorité à l'Assemblée nationale ». Selon M. Pasqua, le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, et le premier ministre britannique, M. John Major, poursuivent les mêmes objectifs de politique intérieure. « Comme M. Mitterrand, a-t-il affirmé, M. Kohl veut se maintenir au pouvoir. Maastricht n'a rien à voir avec l'amitié franco-allemande. » Quant à M. Major, les Français n'ont rien à faire de ses

« injonctions hypocrites (...). Ainsi, « Maastricht, c'est un pacte électoral à l'échelon européen entre des gouvernements et des partis qui veulent conserver le pouvoir ». Les Français, du moins, ont compris que ce pacte était indigne. N'est-ce pas, que la recette du succès électoral, le nouveau plat unique de restaurants un peu démodés : « Chez François », « Chez Helmut », « Chez Valéry », spécialistes locaux et européens ? »

« Nous avons relevé le gant »

Irrité, semble-t-il, par des déclarations récentes de M. Jacques Toubon, M. Pasqua a, d'autre part, éprouvé une nouvelle fois le besoin de mettre les points sur les « i » au sujet de ses ambitions présumées au sein du RPR. « Nous européens, a-t-il précisé, être dirigés dans ce combat par nos leaders habituels (...). Mais puisqu'ils ne l'ont pas fait (...), nous avons relevé le gant (...). Je suis sûr d'avoir comme arrière-pensée de vouloir prendre la place de Jacques Chirac à la tête du RPR. Je veux simplement dire, avec gratitude, à ceux qui tiennent ce genre de propos, parfois dans nos propres rangs : est-il donc impossible pour eux de comprendre que des gens comme nous, qui nous sommes modestement, mais à notre place, engagés dans la guerre derrière le général de Gaulle, restons fidèles à l'enseignement que nous avons reçu et à l'intérêt national ! (...) Nous ne revendiquerons rien d'autre, le 21 septembre, si le « non » l'emporte, a-t-il conclu en enfilant la voix, que d'avoir été plus engagé que d'autres et d'avoir engagé notre peuple dans la voie du salut ! » M. Michel Poniatowski avait, auparavant, estimé que le traité de Maastricht était « ringard et utopique » et qu'il créait « un espace de libre circulation de l'immigration, de la drogue et de la criminalité ». « Voter « oui », avait-il averti, c'est choisir la reddition, c'est mettre le drapeau français dans sa poche. »

GUY PORTE

Divorce à la bordelaise...

BORDEAUX

de notre correspondante

Le traité de Maastricht oppose, à Bordeaux, le duc d'Aquitaine à son dauphin. M. Jacques Chaban-Delmas, qui s'est prononcé très tôt en faveur du « oui », n'avait jusqu'ici, pris part à aucun meeting. Il fera sa première apparition dans la campagne vendredi 11 septembre, en animant un dîner-débat aux côtés de M. Jacques Chirac. « C'est au sein du RPR que se trouve la difficulté, dit-il, c'est donc là qu'il faut aller. » Son premier adjoint, M. Jacques Valade, sénateur RPR, a milité tout l'été en faveur du « non ». Il était présent le 4 septembre à Bordeaux, à la tribune du meeting animé par MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin. Propulsé en politique par le maire de Bordeaux en 1973, intronisé comme successeur à la mairie dès 1977, l'ancien doyen de faculté est sorti de l'ombre en devenant ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur dans le gouvernement de M. Chirac en 1987-1988. Il est, depuis avril dernier, président du conseil régional, où sa majorité relative dépend des

« M. Bosson souhaite « au « oui » digne d'un grand pays ». — M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, a estimé, mercredi 9 septembre à Colmar (Haut-Rhin), qu'une victoire du « non » marquerait la victoire d'une Europe « purement économique ». « L'Europe survivrait à un « non », a-t-il expliqué, mais cassée, purement économique, comme une immense zone de libre-échange. Il serait assez insultant que nos États n'affichent à la face du monde que le matérialisme. Faire l'Union européenne sans la France, sans sa taille, son poids, son influence, est impossible. Je souhaite un « oui » au référendum qui ne soit pas un petit « oui », le « oui » d'un peuple qui ne sait pas où il va, mais un grand « oui », le seul digne d'un grand pays. »

chasseurs du mouvement CPNT (Chasse, pêche, nature, traditions), grand pourfendeur des directives bruxelloises.

Officiellement, la « différence de lecture du traité » entre le maire de Bordeaux et son premier adjoint n'affecte pas les relations entre les deux hommes. Elle n'est, disent-ils, que « le reflet de la liberté de choix laissée à ses adhérents par le RPR ». Elle est également conforme à la règle municipale maintes fois rappelée par M. Chaban-Delmas : « Pas d'état d'esprit partisan à l'extérieur de la municipalité, mais à l'intérieur, chacun est libre dans le respect mutuel. » Certes, reconnaît M. Valade, la situation est « nouvelle, pour ne pas dire inhabituelle ». M. Chaban-Delmas, lui, laisse percer un imperceptible agacement lorsqu'il avoue que « l'affaire est incommode ». Plus direct, son entourage persiste sur « les tentatives du dauphin pour se démarquer ».

A Bordeaux, où l'on ressasse à l'envi tous les scénarios de la succession de M. Chaban-Delmas, le moindre signe est décrypté par les oracles du cru. Ainsi fait-on remarquer, dans l'entourage du maire de Bordeaux, que « si le « oui » l'emporte, Jacques Valade sera discrédité ». Les proches de M. Valade affirment, de leur côté, qu'un sondage informel « donne 80 % du conseil municipal en faveur du « non ». Le comité pour le « non » compte en Gironde, outre M. Valade, le second sénateur RPR, M. Gérard César, vicaire de la chambre départementale d'agriculture, ainsi que l'un des trois autres députés RPR, M. Jean Vallet.

M. Hugues Martin, patron régional du RPR, suppléant de M. Chaban-Delmas à l'Assemblée nationale et président du comité local pour le « oui », jure néanmoins qu'après le 20 septembre « un peu de mercrochrome suffira à cicatriser toutes les blessures ».

GINETTE DE MATHA

POLITIQUE

La campagne pour la ratification

du traité de Maastricht Le référendum retrouvé

Suite de la première page

Avec, dans son camp, le Parti socialiste (dans la proportion d'environ 90 % pour tenir compte de la dissidence de Jean-Pierre Chevènement), Génération Écologie, la moitié des Verts, l'UDF (dans la proportion de 90 %) et les deux tiers du RPR. En face, la base du « non » est de l'ordre de 10 %, avec le Parti communiste, le Front national, les chassains, la moitié des Verts, le tiers du RPR et le dixième de l'UDF et du PS. Au surplus, des lors que Brice Lalonde et Antoine Waechter ont pris position pour le « oui », le clivage cesse d'opposer les partis institutionnels aux partis nouveaux et réduit le risque de rejet des « instables ».

En second lieu, face à l'Europe, l'opinion française n'est pas l'opinion danoise qui, en juin dernier, a rejeté d'extrême justesse la ratification du traité de Maastricht. Les enquêtes semestrielles « Eurobaromètre » réalisées dans les douze pays de la Communauté le démontrent surabondamment (tableau 1). Sur la plupart des questions relatives au processus d'union européenne, l'écart est de 20 points à 30 points entre les Danois, très réticents devant ce processus, et les Français qui figurent parmi les peuples les mieux disposés.

Le terrain français est beaucoup plus favorable à une consultation populaire sur l'Europe. Au demeurant, en 1972, Georges Pompidou avait obtenu une majorité de 67,7 % des suffrages exprimés pour ratifier l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark dans le Marché commun.

Or, à la fin du mois d'août, le « oui » et le « non » se retrouvent pratiquement à égalité dans les intentions de vote, et le doute commence à s'insinuer sur l'issue de la consultation. Il est bien sûr tentant de mettre en relation ces résultats avec l'impopularité dont souffre le pouvoir socialiste. Jean-Luc Parodi rappelle justement que François Mitterrand compte, en tout et pour tout, 26 % de satisfactions dans le sondage de Gaule, à la veille de ses deux derniers référendums, disposait d'un capital de 63 % d'adhésions en

octobre 1962 et de 53 % pour celui perdu en avril 1969. Le référendum deviendrait une arme redoutable susceptible de se retourner contre son concepteur. Mais comment expliquer alors que le « oui » soit si haut, ou même qu'il ait renforcé son avantage depuis dix jours, alors que s'apparente aucun signe d'une diminution du rejet qui frappe les socialistes et d'abord le premier d'entre eux ?

L'explication tient à une vérité trop souvent méconnue. A un référendum, l'électeur répond avant tout à la question qui lui est posée, sans plébiscite ou confusion des questions, comme ce fut le cas en 1969. Les intentions de vote des Français s'expliquent avant tout par leur sentiment sur les conséquences qu'aura le traité de Maastricht pour la France, comme permet de le montrer la série des enquêtes de la SOFRES réalisées pour le Figaro et TF1.

Trois groupes d'électeurs

Trois groupes d'électeurs peuvent être distingués (tableau 2). En premier lieu, ceux qui estiment que le traité aura des conséquences favorables pour notre pays. Ces électeurs votent pour le « oui » à 93 %. Parmi eux, les sympathisants de gauche représentent le traité à 97 %, les écologistes à 92 % et les sympathisants de droite à 87 %. L'impopularité du président de la République n'intervient pas dans le processus du choix électoral de ce groupe. Parmi ceux qui ne font « pas du tout confiance » à M. Mitterrand, le vote « oui » atteint tout de même 87 % des intentions de vote. De la même façon, les électeurs de ce groupe qui craignent pour l'identité de la France et ses valeurs votent quand même pour le « oui » à 70 %.

En sens inverse, le second groupe est composé des électeurs qui craignent les conséquences du traité de Maastricht pour notre pays. Ils se prononcent pour le « non » à 91 %. C'est le cas, bien sûr, des sympathisants de droite à 95 %. Mais aussi des écologistes et de la gauche à 89 %. Même parmi les électeurs de ce groupe qui maintiennent leur

confiance à M. Mitterrand, le « non » atteint 79 % des intentions de vote.

Le jugement porté sur le traité façonne le comportement électoral de ces deux groupes, qui représentent plus de 70 % des votants. Il est clair que, pour cette grande majorité du corps électoral, les facteurs de politique intérieure sont tout à fait secondaires. La chance finale du « oui » réside d'ailleurs dans la progression du sentiment que le traité aura des conséquences favorables : 30 % des Français le croient dans l'enquête du 21 et 24 août, 33 % entre le 28 et le 31 août, 38 % entre le 4 et le 7 septembre.

Reste cependant un troisième groupe, composé des électeurs qui n'attendent aucune conséquence du traité, ni favorable, ni défavorable. Il représente un peu plus de 20 % des votants, le reste s'exprimant par d'autres opinions. Dans ce groupe, le « oui » et le « non » sont équilibrés : 48 % contre 52 %. Ce sont en fait les clivages politiques qui structurent ici le comportement électoral : les électeurs de gauche votent « oui » à 65 %, les écologistes à 60 % mais les sympathisants de droite à 34 % seulement. L'opinion à l'égard de M. Mitterrand détermine les réponses, y compris parmi les sympathisants de gauche : ceux qui lui font confiance votent « oui » à 84 %, ceux qui ne lui font « plutôt pas confiance » à 45 % et ceux qui ne lui font « pas du tout confiance » à 29 %. Enfin, parmi les électeurs de ce groupe, sans distinction politique, qui s'inquiètent pour l'identité de la France, le « oui » tombe à 23 % alors qu'il atteint 68 % parmi ceux qui ne craignent pas le processus d'union européenne.

Il apparaît ainsi que le lien entre les craintes politiques et le jugement sur M. Mitterrand n'est pas absent de la consultation du 20 septembre, mais il est secondaire par rapport au jugement porté sur le traité lui-même. Il ne prend une place importante que parmi les électeurs incertains de ses conséquences pour l'avenir de notre pays.

Si cette analyse est vérifiée, la consultation du 20 septembre serait une étape décisive pour ancrer le référendum dans notre pratique démocratique. La question n'est plus de savoir si le « oui » ou le « non » est posé et non à celui qui lui pose. On pourrait présenter cette évolution lors des référendums de 1972 et 1988, mais la forte position du pouvoir exécutif dans l'opinion empêcherait alors de trancher ce point avec certitude.

Un changement capital

Il y aurait un changement capital par rapport aux référendums de la période gaullienne. Selon les enquêtes réalisées à l'époque par l'IFOP, en octobre 1962, 60 % des partisans du « oui » expliquaient leur vote par leur soutien au général de Gaulle, 19 % seulement par leur approbation de l'élection du président de la République au suffrage universel ; en avril 1969, 78 % des électeurs du « non » exprimaient leur mécontentement à l'égard du pouvoir en place, quand ils n'étaient que 17 % à évaluer leur opposition à la réforme du Sénat ou des régions.

En 1992, si le « oui » l'emporte, ce sera parce que les Français attendent des conséquences positives pour leur pays du traité de Maastricht et malgré l'impopularité du pouvoir socialiste. Si le « non » gagne, ce ne sera pas seulement – ni même principalement – par rejet des socialistes, mais en raison de l'inquiétude face au processus actuel d'union européenne. Ce changement d'état d'esprit explique sans doute le peu d'empressement des électeurs de voir le camp gagnant du 20 septembre exploiter ses succès. Ils ne souhaitent, à cette occasion, ni la démission du président de la République, ni la dissolution de l'Assemblée, ni, en sens inverse, la recomposition de la majorité. Le référendum peut enfin devenir un outil autonome dans notre arsenal institutionnel. Ce que la politique y perdra, la démocratie le gagnera.

JÉRÔME JAFFRÉ

La préparation des élections sénatoriales

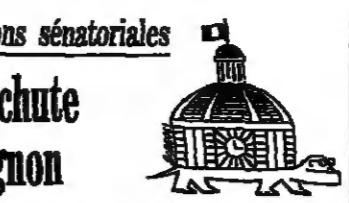
Isère : un parachute pour M. Carignon

GRENOBLE

Les quatre sénateurs sortants en Isère, MM. Jean Boyer (PR), Guy Cabanel (PR), Jean Faure (CDS) et Charles Descoms (RPR), qui, tous, se représentent, avaient été élus en 1983 à la suite de la reconquête par la droite, quelques mois plus tôt, de plusieurs grandes villes du département, dont Grenoble. Les élections locales suivantes n'ont pas permis à la gauche de retrouver les sièges perdus. Bien au contraire puisqu'en 1985 M. Louis Mermaz (PS) était contraint de céder la présidence du conseil général à M. Alain Carignon (RPR). Enfin, les élections municipales de 1989 ont confirmé le glissement à droite du corps électoral isérois.

« Nous allons vers une élection dans un futur des candidats de la droite », pronostique aujourd'hui M. Yves Pille, député PS.

Dès lors la seule véritable surprise de cette élection réside dans la brusque apparition, parmi les suppléants, de M. Alain Carignon. Quelles sont les intentions du député de Grenoble qui fait ainsi liste commune avec M. Jean Boyer (UDF), âgé de soixante-neuf ans ? Le principal souci de l'ancien ministre, qui a réintégré en juin dernier le RPR, est désormais de réparer les dégâts occasionnés, au sein de sa propre majorité départementale, par sa tentative avortée de conquête du conseil régional Rhône-Alpes. L'un des principaux opposants à son projet, qui avait



Le MRG propose le « mariage » à l'Association des démocrates

Il est difficile pour des Européens sans état d'âme de limiter leurs discussions aux seules vertus du traité de Maastricht. Du coup, la construction européenne se révèle être un bon prétexte pour évoquer l'après-référendum. Les dirigeants du Mouvement des radicaux de gauche (MRG) et de l'Association des démocrates (ADD), qui se rencontrent, mercredi 9 septembre, pour publier une résolution commune sur l'Europe, ne s'en sont pas tenus à l'objet primitif de leur réunion. Constatant que le centre gauche n'avait pas su profiter du boulevard de l'ouverture perdue en 1988, notamment « en raison de problèmes de personnes », M. Jacques Pelletier, président de l'ADD et médiateur de la République, a engagé un processus de fusion avec le mouvement France unie de M. Jean-Pierre Soisson – « ou ce qu'il en reste », a-t-il observé – et le club Performance et Partage de M. René Ricot. Cette fusion, dont le conseil politique de l'ADD est appelé à entériner le principe le samedi 12 septembre, devrait se concrétiser par une convention commune le 10 octobre.

Un moment déstabilisé par son échec, M. Carignon réorganise minutieusement le terrain sur lequel il évolue avec succès depuis 1983. Son retour récent au RPR et la reprise en main de son fief isérois lui permettent de préparer plus sereinement les futures échéances électorales. En se présentant comme suppléant d'un sénateur qui avait exprimé, il y a deux ans, son intention de ne pas se représenter, le ministre de Grenoble, qui, selon l'un de ses proches, « fait rien gratuitement », se dote ainsi d'un « parachute de secours qu'il pourra déployer à sa guise ».

CLAUDE FRANCHILLON

M. Malaud candidat à la présidence du CNL – Ancien ministre (1968-1974), ancien député et président du conseil général de Saône-et-Loire, ancien député européen (1984-1989), ancien maire de Dompiere-les-Ormes (1965-1983), M. Philippe Malaud est candidat à la présidence du CNL, poste qu'il a occupé entre 1980 et 1987. Deux autres candidats sont en lice : MM. Jean-Antoine Giansily et Bernard Barbier (le Monde du 10 septembre). Actuellement président d'honneur du CNL, M. Malaud est, comme M. Barbier mais contrairement à M. Giansily, opposé à la ratification du traité de Maastricht.

A. Ch.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 9 septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, un communiqué a été diffusé. En voici les principaux extraits :

Prévention de la corruption

Le ministre des postes et télécommunications a présenté un décret modifiant le décret du 10 janvier 1991 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels des exploitations publiques La Poste et France Télécom.

Le volet social de la réforme des postes et télécommunications, qui a fait l'objet d'un accord signé le 9 juillet 1990 entre l'État et les organisations syndicales, prévoit un reclassement indiciaire des différents corps de personnel des postes et des télécommunications.

Une première étape de ce reclassement a été franchie le 1^{er} janvier 1991, au moment de la mise en place des deux nouveaux exploitants publics.

Le décret en marque la seconde et dernière étape. Il fixe, pour chaque corps, le nouvel échelonnement indiciaire applicable à compter du 1^{er} juillet 1992.

Cinquantième des départs en retraite et de la libération

Le secrétaire d'État aux anciens combattants et victimes de guerre a présenté un décret portant création d'une mission du cinquantième des départs en retraite et de la libération.

Cette mission, placée auprès du premier ministre, aura pour rôle de susciter et de coordonner les initiatives nationales et internationales destinées à commémorer la libération de 1993 à 1995.

Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale et de la culture, M^{me} Penelope Deconne, nommée inspecteur général de l'administration des affaires culturelles.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Bernard Stirn, maître des requêtes, est nommé conseiller d'État.

Sur proposition du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, M. Gérard Vanderpoite est nommé inspecteur général des affaires sociales.

L'Europe et les consommateurs

Le secrétaire aux droits des femmes et à la consommation a présenté une communication sur l'Europe et les consommateurs.

I. – La protection des consommateurs est une préoccupation ancienne de la Communauté. Le premier programme de travail dans le domaine de la consommation remonte à 1975.

L'acte unique a permis de franchir une nouvelle étape. Il prévoit que les mesures destinées à réaliser le marché intérieur doivent prendre pour base « un niveau élevé de protection » des consommateurs.

La France a largement contribué à traduire cette préoccupation dans les faits. C'est sous la présidence française, au cours du second semestre de 1989, qu'a été relancée la politique communautaire en faveur des consommateurs.

II. – Depuis trois ans, la Communauté a adopté des textes importants pour améliorer la vie quotidienne des consommateurs.

Des directives ou des règlements ont traité de la sécurité des produits, de la qualité des produits du terroir, du crédit à la consommation, de l'étiquetage des produits, des voyages organisés et des produits fabriqués dans des conditions respectueuses de l'environnement.

III. – Le traité de Maastricht offre de nouvelles perspectives.

Avec la réalisation du marché intérieur, qui sera achevée au 1^{er} janvier 1993, les consommateurs peuvent accéder, avec toutes les garanties

nécessaires, à une grande diversité de produits et de services. Ils ont en outre bénéficié en France, depuis 1986, d'un allègement de la taxe sur la valeur ajoutée, liée à l'instauration du marché unique, égal à 50 milliards de francs.

Le traité de Maastricht fait de la politique de la consommation un objectif à part entière de l'Union européenne et précise que la Communauté contribue à la réalisation d'un niveau élevé de protection des consommateurs.

La création de l'Union économique et monétaire présente de nouveaux avantages. La stabilité des prix est l'un de ses premiers objectifs. La création d'une monnaie unique favorisera la comparaison des prix et conduira à la suppression des commissions de change.

La situation à Sarajevo

Le président de la République et le gouvernement ont appris avec une profonde émotion la mort de deux soldats français de la FORPRONU à Sarajevo, venant après plusieurs autres victimes à l'égard des forces des Nations unies.

Le président de la République, chef des armées, a rendu hommage au courage et au dévouement des soldats français, qui, à côté de leurs camarades de nombreux autres pays, sont engagés dans un combat difficile pour la paix.

Le gouvernement français demande aux autorités bosniennes de prendre leurs responsabilités pour assurer la sécurité des soldats venus en aide à leur pays et pour frapper les auteurs de ces assassinats.

PROJET

AUTOMNE 1992

MUSULMANS EN TERRE D'EUROPE

Que devient chez nous l'islam transplanté ?

Sur cette question brûlante, un numéro exceptionnel, avec notamment :

F. Dassetto, M. Diop, D. El Yazami, C. Ferjani, A. Gökalp, R. Leveau, J. L. Schlegel, C. de Wenden et quinze autres experts.

Ce numéro (168 p.) : 70 F

PROJET • 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - ☎ (1) 44 39 48 48

Minitel : 36 15 SJ/PROJET

ISTH

DRIT - SCIENCES ÉCO

Soulien méthodologique

Stages de pré-rentree septembre 92

Stages annuels octobre à mai

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Autep 42 24 10 72

Centre Italia 45 65 59 35

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

Les différences d'attitude à l'égard de l'Europe entre les Danois et les Français

	L'opinion des Danois	L'opinion des Français
Souhaitent avancer plus vite dans la construction de l'Europe.		
- Oui	35	62
- Non	4	31
- Sans opinion	61	7
	100 %	100 %
Sont favorables à un gouvernement européen.		
- Oui	25	56
- Non	64	20
- Sans opinion	11	24
	100 %	100 %
Souhaitent que le Parlement européen joue un rôle plus important.		
- Oui	32	63
- Non	53	21
- Sans opinion	15	16
	100 %	100 %
Souhaitent une politique de défense commune.		
- Oui	52	73
- Non	40	17
- Sans opinion	8	10
	100 %	100 %

Source : EUROBAROMÈTRE d'avril 1992. Enquêtes réalisées dans les douze pays de la Communauté européenne.

Le lien entre le jugement sur le traité de Maastricht et les attitudes politiques

(Intention de vote en suffrages exprimés)	Vote « Oui »	Vote « Non »
Pensent que le traité aura pour la France : des conséquences favorables		
- Sympathisants de gauche	93 %	7 %
- Sympathisants écologistes	97 %	3 %
- Sympathisants de droite	87 %	13 %
des conséquences défavorables		
- Sympathisants de gauche	11 %	89 %
- Sympathisants écologistes	11 %	89 %
- Sympathisants de droite	5 %	95 %
aucune conséquence		
- Sympathisants de gauche	48 %	52 %
- Sympathisants écologistes	65 %	35 %
- Sympathisants de droite	60 %	40 %
	34 %	66 %

Source : Analyse sociologique des sondages SOFRES-FIGARO-TF 1, 3.000 interviewés du 21 août au 7 septembre 1992.

M. Pasqua dénonce un pacte à l'échelon européen

M. Pasqua dénonce un pacte à l'échelon européen. Le ministre de l'Intérieur a déclaré que le traité de Maastricht était un « pacte de non-agression » qui ne prenait pas en compte les intérêts de la France.

M. Pasqua a déclaré que le traité de Maastricht était un « pacte de non-agression » qui ne prenait pas en compte les intérêts de la France. Il a souligné que le traité ne protégeait pas les frontières extérieures de l'Europe.

M. Pasqua a déclaré que le traité de Maastricht était un « pacte de non-agression » qui ne prenait pas en compte les intérêts de la France. Il a souligné que le traité ne protégeait pas les frontières extérieures de l'Europe.

M. Pasqua a déclaré que le traité de Maastricht était un « pacte de non-agression » qui ne prenait pas en compte les intérêts de la France. Il a souligné que le traité ne protégeait pas les frontières extérieures de l'Europe.

M. Pasqua a déclaré que le traité de Maastricht était un « pacte de non-agression » qui ne prenait pas en compte les intérêts de la France. Il a souligné que le traité ne protégeait pas les frontières extérieures de l'Europe.

M. Pasqua a déclaré que le traité de Maastricht était un « pacte de non-agression » qui ne prenait pas en compte les intérêts de la France. Il a souligné que le traité ne protégeait pas les frontières extérieures de l'Europe.

M. Pasqua a déclaré que le traité de Maastricht était un « pacte de non-agression » qui ne prenait pas en compte les intérêts de la France. Il a souligné que le traité ne protégeait pas les frontières extérieures de l'Europe.

M. Pasqua a déclaré que le traité de Maastricht était un « pacte de non-agression » qui ne prenait pas en compte les intérêts de la France. Il a souligné que le traité ne protégeait pas les frontières extérieures de l'Europe.

M. Pasqua a déclaré que le traité de Maastricht était un « pacte de non-agression » qui ne prenait pas en compte les intérêts de la France. Il a souligné que le traité ne protégeait pas les frontières extérieures de l'Europe.

M. Pasqua a déclaré que le traité de Maastricht était un « pacte de non-agression » qui ne prenait pas en compte les intérêts de la France. Il a souligné que le traité ne protégeait pas les frontières extérieures de l'Europe.

M. Pasqua a déclaré que le traité de Maastricht était un « pacte de non-agression » qui ne prenait pas en compte les intérêts de la France. Il a souligné que le traité ne protégeait pas les frontières extérieures de l'Europe.

POLITIQUE

Le projet de loi sur la « prévention de la corruption » et la « transparence de la vie économique »

M. Mitterrand impose la suppression des dons d'entreprises

Le projet de loi sur la lutte contre la corruption a été augmenté d'une disposition interdisant tout versement d'entreprises à des partis politiques ou à des candidats à des élections. Cette disposition, voulue par M. François Mitterrand à la fin de la semaine dernière, a donné lieu à de vifs débats, notamment entre le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, et M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS. Ce dernier avait obtenu, mardi 8 septembre, que ce

nouvellement du projet, rédigé pendant le week-end à la demande du président de la République, en soit disjoint. M. Mitterrand a exigé son rétablissement mercredi au conseil des ministres, au cours duquel il a expliqué que « l'argent n'a jamais été le fardeau des élections ». Pour le chef de l'Etat, la restauration de la confiance des citoyens en leurs représentants suppose une moralisation drastique des rapports entre

l'argent et la politique. Estimant qu'en définitive aucun don d'une entreprise à un parti ou à un candidat ne peut être sans contrepartie assurée ou, au moins, espérée, M. Mitterrand souhaite que cette source de confusion entre des intérêts privés et l'intérêt général soit tarie. Il estime que la charge des campagnes électorales devra reposer davantage, à l'avenir, sur l'engagement des militants, et moins sur de coûteux recours à la publicité. Cette posi-

tion suscite des réserves, notamment au Parti socialiste. Le bureau exécutif, réuni mercredi en début de soirée, a entendu, notamment, M. Jean-Claude Boulard, rocardien, s'inquiéter des risques de retour à des financements occultes, et M. Lionel Jospin s'étonner que les partis n'aient pas été consultés pour l'élaboration de ce projet de loi, comme ils l'avaient été pour les textes de 1988.

A l'image d'une République bananière, la France est-elle gagnée par la corruption? A considérer l'importance donnée par le chef du gouvernement et le président de la République au projet de loi adopté mercredi 9 septembre par le conseil des ministres sur la « transparence de la vie économique et des procédures publiques », on pourrait le croire. Rien ne permet pourtant de l'assurer avec certitude, tant ce type de délit est généralement synonyme de discrétion absolue. La mise à jour de récentes affaires ne peut malheureusement que faire naître le doute, et en la matière le doute est destructeur: un seul mauvais exemple peut suffire à faire taire un verrou moral.

La volonté - courageuse - de M. Pierre Bérégovoy de s'attaquer à ce fléau a donc paradoxalement un effet pervers: elle accroît l'idée que le mal est profond. La responsabilité du premier ministre est d'autant plus grande qu'il donne l'impression de n'avoir donné son coup de projecteur sur la corruption des milieux d'affaires - dont il a pu mesurer la réalité en tant que ministre des finances - que pour tenter de détourner l'attention de celle de la classe politique. Il est vrai que si des élus se « vendent », c'est parce qu'il y a des chefs d'entreprise pour les acheter. Mais en démocratie la faute des uns et celle des autres ne peuvent être mises sur le même pied. Les premiers usent pour leur seul bénéfice du mandat que leur ont confié les électeurs pour qu'ils gèrent la cité dans l'intérêt de tous. Les seconds défendent la bonne marche de leurs entreprises en usant de moyens certes illégaux, mais qui ne font que fausser les règles de la concurrence.

Colmater les brèches

La moralité, il est vrai, ne se divise pas. Le projet voulu par M. Bérégovoy, qui dès sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale a dit de la lutte contre la corruption un axe essentiel de son action, est donc d'une sévérité toute humaine. Il porte le fer dans des pratiques contestables, notamment, par la commission mise en place par le premier ministre (le Monde du 9 juillet).

Le raisonnement de l'hôtel Matignon est assez simple: on ne peut pas faire croire que des sociétés offrent de l'argent sans en attendre la moindre contrepartie; les chefs d'entreprise ne sont pas des philanthropes, quand ils font du mécénat artistique ou sportif, ils espèrent au moins une retombée publicitaire; s'ils participent au financement politique, il y a au moins soupçon de corruption.

Il reste qu'il s'agit là d'un retour en arrière. Jusqu'en 1988, toute participation des entreprises au financement politique était interdite, même si la loi ne le disait pas formellement. D'où, comme les partis ne parvenaient pas à vivre sans ces sommes, la mise en place de moyens occultes de récolter l'argent des sociétés privées. La première loi sur le financement de la vie politique, celle suggérée par M. François Mitterrand et que M. Jacques Chirac fit voter dans les dernières semaines de la cohabitation, autorisait les dons de personnes morales aux candidats aux élections présidentielles et législatives. Elle prévoyait même, en contrepartie, des déductions fiscales, ce qui avait provoqué la colère des socialistes, lesquels avaient dénoncé « la pompe à fric » ainsi mise en place.

Pourtant, lorsque en 1990, le gouvernement de M. Michel Rocard a fait adopter une législation plus sévère du financement politique, bien loin de revenir sur cette autorisation, cette possibilité avait été étendue aux dons aux partis.

Le principe de réalité avait alors commandé. Sans cet argent, les formations politiques ne pouvaient pas vivre. A l'UDF, on reconnaît aujourd'hui que les dons des entreprises ont représenté 30 % du financement des campagnes régionales et cantonales de mars 1992, et 3 millions de francs sur un total de 8 millions pour celle du référendum. Au RPR, on explique qu'ils ont rapporté 20 millions de francs sur un budget de fonctionnement annuel de 120 millions. Au PS même, qui a toujours affirmé que les sociétés privées étaient moins ouvertes à ses collecteurs de fonds qu'à ceux des partis de droite, on estime qu'en 1992 les personnes morales fourniraient entre 20 et

30 millions sur un budget global de 170 millions.

La perspective d'être privés de cette source ne peut donc que faire frémir les trésoriers des partis, qui s'inquiètent, d'ailleurs, plus des difficultés que vont rencontrer leurs candidats pour financer leurs campagnes que de leurs propres difficultés à faire face aux frais des états-majors nationaux.

Une décision difficile

La décision gouvernementale a donc été fort difficile à prendre. M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, se montrant fort hésitant devant le choix de M. Bérégovoy, l'ultime arbitrage a été rendu par M. Mitterrand lui-même mercredi matin.

Les arguments des adversaires de

Urbanisme et grandes surfaces La transparence d'abord

Comme attendu, le gouvernement décide, d'une part, de retoucher la loi Royer et, d'autre part, de renforcer les règles d'urbanisme considérées comme deux sources traditionnelles de corruption.

La loi Royer, limitant, depuis 1973, les ouvertures de grandes surfaces, est conservée. La grande distribution, qui réclame sa suppression, le déplore. Mais, pour suivre son action, entamée l'an passé, pour accroître la transparence de son fonctionnement, le gouvernement modifie la composition des commissions départementales d'urbanisme commercial (CDUC) - qui accordent 90 % des autorisations d'ouverture - et celle de la commission nationale d'urbanisme commerciale (CNUC), qui devient l'ultime recours pour contester leurs décisions puisque l'intervention du ministre du commerce est supprimée.

Symbole de cette volonté de changement, ces commissions changent de nom. Les CDUC, rebaptisées « commissions départementales d'équipement commercial », seront composées de sept membres au lieu de vingt. Surtout, leur composition variera en fonction du lieu d'implantation des projets puisqu'elles réuniront le maire de la commune d'implantation et ceux des deux communes les plus peuplées de la « zone de chalandise » de la grande surface, le conseiller général du canton d'implantation, les présidents de la chambre de commerce et d'industrie et de la chambre des métiers, un représentant des consommateurs et le préfet (qui ne prendra pas part au vote).

Discipliner les pratiques

La « commission nationale d'équipement commercial », ancienne CNUC, également composée de sept membres, comprendra des magistrats et des experts et sera présidée par un haut magistrat nommé par la Cour des comptes. Ce sera elle qui tranchera en dernier ressort.

Dans un autre domaine, l'urbanisme, le projet gouvernemental prend plusieurs mesures pour discipliner les pratiques: publicité des cessions par les collectivités locales de terrains constructibles ou de droits à construire et précisions sur les « participations » qu'elles demandent aux constructeurs. A noter enfin, une pierre dans le jardin des marchands de biens: toute cession à titre onéreux d'une promesse de vente d'un bien immobilier entre professionnels sera interdite. Cette pratique, largement répandue jusqu'à la flambée des prix des immeubles dans des villes comme Paris.

F. V.

cette interdiction ne manquent pas de réalistes. L'autorisation des dons des entreprises avait été accordée pour tenter de mettre fin à des manœuvres occultes ou illégales. La suppression, n'est-ce pas inciter à un retour à des procédés prohibés? La réponse de l'hôtel Matignon ne fait pas appel qu'à la morale. D'abord, on fait remarquer que l'autorisation de ces dons, avec un plafond, pour chaque société, établi à 10 % des dépenses d'un candidat et à 500 000 francs pour chaque parti, n'a pas mis fin à des aléas illégaux comme l'a constaté la commission d'enquête créée à l'Assemblée nationale sur le sujet (le Monde du 22 novembre 1991). Ensuite, on fait remarquer que ces dons pourraient être acceptables s'ils se faisaient au grand jour; et les lois de 1988 et de 1990 ont prévu une forme de publicité fort restreinte qui ne permet pas de

Publicité

« Au secours, la loi Sapin »...

La « loi Sapin » a agité tout l'est des milieux publicitaires. Il vise à réformer profondément les pratiques et les flux financiers de l'achat d'espaces publicitaires, pour les rendre plus transparents et éviter les positions dominantes en réglementant les structures de la profession.

Actuellement, un annonceur (une entreprise) confie à une agence de publicité ou à une centrale d'achat la soin d'acheter des pages de journaux ou des spots de radio et de télévision à des médias (supports). Ces médias reversent une commission (15 % en théorie) aux agences. Mais la pratique généralisée de rabais, de surcommissions liées à des critères complexes et occultes et empêchées par les intermédiaires ne permet pas la transparence du marché. Les centrales d'achat, dans ce système, se sont arrogé une position de quasi-monopole, qui leur permet de faire pression sur les supports pour en tirer des profits. Et tant le Conseil de la concurrence que la commission Bouchery estiment que ce flou permet des agissements réprouvés (le Monde du 18 juillet).

Après avoir un temps songé à séparer deux statuts d'acheteur d'espaces (grossistes et détaillants), le ministre des finances a préféré ne garder que ce dernier statut (le Monde du 3 septembre). Cela signifie que tout rabais obtenu par un intermédiaire doit être intégralement reversé au client final, l'annonceur, seul ce dernier rémunérant directement l'intermédiaire. Avec la publicité des barèmes de tarifs, la facturation détaillée de tous les rabais, la transmission obligatoire des

factures à l'annonceur, et un allègement des peines en cas d'infraction constatée, le projet de loi dit « Sapin » modifierait profondément les flux financiers du secteur. Il pourrait aussi porter un coup à la position dominante des centrales d'achat.

C'est pourquoi ce projet a été accueilli très froidement par celles-ci. Le patron de la plus grosse centrale d'achat d'espaces publicitaires, Carat, lui a même demandé de décaler le vote du projet de loi. M. Gilbert Gross dénonce les « graves lacunes » et le déséquilibre du projet, et annonce son intention d'utiliser « tous les moyens disponibles dans une démocratie pour défendre sa liberté de travailler », n'hésitant pas à appeler au secours le commissaire européen à la concurrence, M. Leon Brittan.

Les annonceurs et les médias semblent plus favorables à un projet qui, effectivement, redonnerait aux seconds le moyen de résister aux pressions à la baisse des tarifs, et aux premiers un meilleur contrôle de leurs dépenses. Les agences et notamment une partie des plus dynamiques d'entre elles, sont plus nuancées. Si elles s'affirment favorables au statut de mandataire et à la transparence, elles veulent conserver la rémunération en pourcentage d'achat d'espace (qui existe dans les autres pays européens) et le droit crucial pour la trésorerie d'entreprises ayant peu d'actifs et pas de fonds propres. Nul doute donc que le débat au Parlement n'entraîne de vives discussions et des amendements.

Le tribunal administratif de Lyon annule des subventions municipales aux partis

LYON

de notre bureau régional

Au moment où le gouvernement envisage de modifier le système de financement des partis politiques, une décision du tribunal administratif de Lyon met en lumière une carence du droit. Il vient en effet d'annuler une décision du conseil municipal de Lyon visant à subventionner les partis politiques qui y sont représentés - pour un montant global de 3,196 millions de francs pour l'année 1992.

Dans l'esprit des élus, ces subventions versées à des associations type loi 1901 émanant des groupes politiques composant l'assemblée locale devaient permettre aux partis d'assurer le fonctionnement de leurs secrariats et de leurs permanences. C'est un contribuable, M. Pierre Lavaurs - pas tout à fait

anonyme puisqu'il est trésorier des Verts locaux, - qui a contesté cette décision en arguant qu'il s'agissait en fait de subventions déguisées aux partis politiques et non aux élus. Le tribunal administratif l'a suivi, entraînant la colère de différents élus.

Le leader socialiste lyonnais, M. Gérard Collomb, a réagi en disant: « S'il n'y a plus de financement public et que le financement public n'est plus autorisé, comment allons nous exister? Réplique du chef de file des Verts, M. Etienne Tite: « Ces subventions étaient la porte ouverte à tous les abus. Nous demandons pour les collectivités locales une clarification s'inspirant du fonctionnement de l'Assemblée nationale ».

R. M.

Collectivités locales

Les pouvoirs de contrôle seront renforcés

Le projet de loi comporte plusieurs dispositions concernant les collectivités locales. Ces mesures « ne traduisent aucune suspicion contre la décentralisation », a précisé, mercredi 9 septembre, M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, en refusant « qu'on assimile décentralisation et corruption ». Le texte ne « porte pas un coup d'arrêt à la décentralisation », en effet, mais il comble certaines de ses lacunes. Il renforce le contrôle des assemblées délibérantes sur les exécutifs locaux, et impose de nécessaires contreparties à l'autonomie des élus.

Complétant la récente loi sur l'administration territoriale de la République, ce projet améliore la transparence des procédures de décision. Les assemblées délibérantes (conseils municipaux, généraux et régionaux) prendront obligatoirement connaissance des avis formulés par les chambres régionales des comptes sur la gestion des collectivités. Ces observations, dont la confidentialité avait été supprimée en 1990, devraient désormais faire l'objet d'une lecture publique. Il en ira de même pour les objec-

tions formulées par le préfet sur la légalité de certaines délibérations. Un bilan des sociétés d'économie mixte devra être fourni aux membres des assemblées délibérantes. Bien qu'il garantisse des fonds publics, ces organismes échappent en grande partie au contrôle des assemblées, ce qui n'est pas sans conséquences sur les finances locales, comme le montre chaque année le rapport de la Cour des comptes.

Principale innovation du texte: les élus locaux pourront être traduits devant la Cour de discipline budgétaire. Cette mesure envisagée par Gaston Defferre, mais enterrée avant qu'elle ne fasse l'objet d'un projet de loi, met fin à une étonnante impunité. Elle ne s'exerce toutefois que dans deux cas: la non-exécution de décisions de justice, et la réquisition illégale du comptable.

Dernière disposition: en matière d'urbanisme, de marchés et de délégations de services publics, les décisions déférées devant le tribunal administratif sont immédiatement suspendues si le préfet qui les juge illégales demande un sursis à exécution.

R. R.

Les premières réactions

M. Pierre Moscovici, trésorier national du Parti socialiste, a déclaré, jeudi 10 septembre, que le bureau exécutif du PS avait discuté, mercredi, des dispositions du projet de loi. « Le bureau exécutif a souligné qu'encaisser le financement des activités politiques par des personnes morales peut aller dans le bon sens, a indiqué le trésorier, mais que cela pose des problèmes par rapport à la loi de janvier 1990, qui a été appliquée avec rigueur. La suppression des dons d'entreprises suppose que soit assuré un financement public à la hauteur des besoins. La démocratie a un prix ».

M. Jacques Boyon, trésorier du RPR, nous a déclaré, mercredi: « C'est une fausse bonne mesure. Elle paraît bonne mais en réalité elle est mauvaise. On était arrivé à une bonne transparence et aujourd'hui on interdit sans laisser aucune ouverture. C'est une prime au retour des pratiques occultes. Les Français comprennent mal que l'impôt finance la totalité de l'activité des partis ».

M. Georges de la Haye, trésorier de l'UDF, nous a indiqué: « Le gouvernement avait fait voter en 1990 un texte qui clarifiait les choses. Deux ans après, il revient en arrière. Cela n'a aucun sens. Les partis politiques vont se retrouver totalement dépendants du gouvernement. On peut de lors s'interroger sur les critères d'attribution de l'argent ».

M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, a réagi, mercredi, en disant: « C'est la sclérose assurée de la vie politique française, une manœuvre qui consiste à organiser l'accaparement de l'argent public par les partis qui ont naguère détourné sans vergogne l'argent

public ou privé. Si les entreprises ne peuvent plus contribuer publiquement à la démocratie, laissons alors à chaque contribuable le droit de le faire en déduction de son impôt ».

M. Dominique Chaboche, vice-président du Front national, estime, au contraire, que le projet gouvernemental « va dans le bon sens. Si un président ou un PDG d'entreprise décide de donner à un parti, nous n'en sommes pas surpris, cela peut être assimilé à un détournement d'actif ».

M. Henri Nallet et les « faux derches »

« Depuis hier, je m'amuse beaucoup à voir le site des faux derches, hommes politiques, chefs d'entreprise ou publicitaires, qui étaient tout heureux de voir les socialistes en prendre plein les dents », nous a déclaré, jeudi 10 septembre, M. Henri Nallet, ancien trésorier de la campagne du candidat François Mitterrand en 1988. Selon l'ancien garde des sceaux, le projet de loi présenté au conseil des ministres marque « un réel progrès de l'état de droit ». « Le projet peut parfaitement fonctionner », affirme M. Nallet, si la condition de baser très sérieusement le plafond des dépenses. « Justine qui ont cinquante mille francs suffisent amplement pour mener une campagne dans une circonscription législative ».

La centrale de M...



سكزا من لامل

SOCIÉTÉ

Au lendemain de la mutinerie

La centrale de Moulins-Yzeure a été totalement évacuée

Le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, s'est rendu, mercredi 9 septembre, à la maison centrale de Moulins-Yzeure (Allier), dévastée la veille par une mutinerie (le Monde du 10 septembre). En raison de l'importance des déprédations, l'établissement a dû être totalement évacué. Une partie de la détention sera rouverte dans trois jours, lorsque les réparations les plus urgentes auront été faites. Dans le

« Nos célébrités vont nous quitter »

MOULINS

Il se débute près du téléphone, un grand papier blanc à la main. « Je n'ai jamais fait de transfert pareil ! Quatre prisonniers en une nuit : Saint-Quentin, Varces, Bonnevilliers, Alton ». Il lève les yeux, sourit à un surveillant qui se prépare lui aussi à s'occuper d'un transfert sur le bureau en souriant. « Ça ne doit pas être tendre. Pour moi, c'est la dernière nuit de la vie ».

La direction de l'établissement vient de transférer les premiers détenus dans les locaux qui ont été évacués la nuit vers de nouvelles prisons. Les chiffres circulent, les feuilles sont en main : l'administration pénitentiaire doit organiser dans la nuit sept transferts de détenus vers des locaux dévastés. « Les murs sont noirs de fumée, il n'y a plus d'électricité, les postes de sécurité ont été détruits avec les barres de musculation du terrain de sport, et il y a de l'eau partout, lance l'un d'eux à sa femme. Tu fais comme d'habitude : tu prépares la valise, tu mets les vêtements, la femme d'Henri : il a un transfert vers Lyon, il ne faut pas qu'elle s'inquiète ».

Des locaux très endommagés

Il jette un coup d'œil entre les murs de la fenêtre. A vingt mètres du standard, les détenus sont regroupés sur le terrain de football grillagé de la prison. Allongés sur l'herbe, appuyés aux poteaux des buts, ils bavouent par groupes de trois ou quatre au pied des bâtiments de l'administration. Il y a Georges Ibrahim Abdallah, le chef des Fraternités armées révolutionnaires libanaises; Lionel Cardon, le meurtrier des époux Anna et d'un brigadier; Michel Vanjour, qui s'était évadé de la Santé par hélicoptère; et Lionel Delaunay, le responsable de la mutinerie d'Aurillac. « Toutes nos célébrités vont nous quitter, sourit un surveillant. De toutes façons, ce ne sera pas tellement un problème ».

Après une nuit de la centrale, le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, a décidé d'évacuer l'ensemble des détenus vers d'autres établissements. Les locaux sont très endommagés et la sécurité ne peut pas être assurée dans l'immédiat; malgré les fouilles effectuées dans la matinée

par les surveillants, de nombreux équipements de sécurité ont été détruits. Il faut donc réparer les téléphones qui ont été abîmés, d'entamer, dans les jours, la réouverture progressive de la détention. La centrale devrait d'abord accueillir une quarantaine de détenus - « les moins dangereux » - avant d'entamer le montage en prison dont l'ampleur dépendra de l'issue des négociations.

« Certains n'ont rien à perdre »

Les surveillants de Moulins-Yzeure se sont tous soulagés : depuis le début de la matinée, ils refusent obstinément de transférer dans des locaux dévastés. « Les murs sont noirs de fumée, il n'y a plus d'électricité, les postes de sécurité ont été détruits avec les barres de musculation du terrain de sport, et il y a de l'eau partout, lance l'un d'eux. Quand je suis passé, dans l'après-midi, les murs étaient encore chauds à cause des incendies ». Les équipements de sécurité ont été détruits, le quartier disciplinaire a été totalement ravagé, mais les cellules et la salle de repos des détenus sont intactes. Les 2 000 mètres carrés d'atelier ont été saisis, mais la partie qui accueillait les travaux les plus mal payés a été plus durement attaquée. Seules quatre cellules ont été incendiées; certaines des mutins ont profité de la confusion pour effectuer des règlements de comptes.

An pied de l'escalier qui mène à l'administration, un surveillant à la paupérisée bleutée rampe les papiers de sécurité sociale en rassurant tous ceux qui l'entourent sur son état de santé. C'est à lui que les deux détenus qui ont entamé la mutinerie ont pris le premier troussou de clés. Jérémy a tiré à l'arme d'une section sur le terrain de sport, il a fait partie des vingt-quatre otages qui ont passé la nuit en détention. « Ils nous ont rassemblés dans une pièce, puis séparés à nouveau avant de nous enfermer dans les douches, raconte-t-il. J'ai été libéré plus tôt que les autres à cause de ma blessure. Il n'y a pas eu de brutalité, mais on avait très peur : on sentait l'odeur de l'incendie et on entendait le bruit de la casse et du moteur des hélicoptères ».

Il se souvient, puis soupire. « Les détenus, ce ne sont jamais

ceux qui prennent. En fait, ce sont ceux qui ont le plus peur, qui bougent le plus. Il y a eu un libérable en 2048 ! Ils n'ont rien à perdre, il y a une chance pour eux de se faire pardonner. Il évoque alors l'histoire d'un détenu qui avait été libéré et qui était revenu dans la prison. Les surveillants ont été très surpris. Le soir-même, ils étaient en quartier disciplinaire. « Il y avait un peu de tension, admet le surveillant. D'ailleurs, quand le détenu a eu lieu, il est venu me chercher pour libérer les détenus qui étaient en quartier disciplinaire ».

Pendant cette nuit de dévastation, les mutins n'ont pas répondu aux appels à la révolte. Ils ont été très disciplinés, une remise dans la nuit aux autorités, ils se plaignent de la sévérité des condamnations et de la rigueur des libérations conditionnelles et des permissions de sortir. L'absence de leurs dotations concernant cependant les surveillants : condamnés à un

son de leur non-respect de la loi, les mutins ont été mal d'être pris en otages par des surveillants qui ont freiné la loi sans encourir de sanctions.

La veille du drame, un détenu avait été envoyé au directeur de l'établissement, au procureur de la République à l'inspection des services pénitentiaires et à un avocat parisien une lettre dactylographiée dans laquelle il se plaignait du comportement d'une dizaine de surveillants d'extrême droite et revendiquait l'insistance sur les « risques de dérapage à la centrale de Moulins-Yzeure ». Il dénonçait l'abandon de la responsabilité des surveillants du 11 au 21 août 1992. « C'est vrai, dit-il, mal digéré le mouvement, admet un surveillant. La prison est aux mains des forces de l'ordre, du coup, les détenus sont en cellule quasiment tous bouger. Les CRS les surveillent sur le terrain de sport mais c'est tout, il n'y avait ni patrouille, ni activité, ni travail, et ça était forcé-ment le cas ».

ANNE CHEMIN

Les failles du système de sécurité

La maison centrale de Moulins-Yzeure, un établissement récent : construit alors que M. Alain Peyrefitte était garde des sceaux, à la fin des années 70, elle a été mise en service en 1984. Elle a accueilli les prisonniers condamnés à de longues peines et les détenus les plus difficiles, cet établissement dispose d'équipements de sécurité « lourds » et d'une renfort de 120 surveillants pour 172 détenus, soit 70 surveillants pour 100 détenus, soit le double de la moyenne nationale de 36.

La mutinerie a cependant fait apparaître une faille du système de sécurité : le manque de sectorisation. Dans les prisons les plus récentes, les bâtiments et les cellules sont divisés en unités de sécurité afin d'éviter que les détenus ne puissent intervenir sur l'ensemble du système de l'établissement. A Moulins-Yzeure, l'absence de cette organisation a permis aux détenus de se regrouper et d'attaquer les surveillants, les détenus se sont rendus maîtres de la quasi-totalité de la prison. Les unités de sécurité collective, les unités de sécurité particulière, le rond-point, les ateliers ont été occupés. L'infirmerie, les cuisines, et les magasins ont

cependant été épargnés grâce à un dispositif de sécurité qui autorise l'ouverture d'un seul accès, celui de l'infirmerie.

Le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, s'est rendu jeudi 10 septembre à la maison centrale de Moulins-Yzeure en compagnie d'un ingénieur de l'administration pénitentiaire chargé de faire une première évaluation des dégâts. Les plus précises devraient suivre afin de déterminer avec précision les conséquences de la mutinerie et les possibilités de réfection. L'administration pénitentiaire pourrait alors profiter de cette occasion pour corriger les failles du système de sécurité de Moulins-Yzeure. Les systèmes de sécurité des principales maisons centrales ont été conçus ces dernières années : l'équipement de la prison de Saint-Maur (Indre) a été remis à la grave mutinerie de 1987, qui avait coûté 70 millions de francs de dégâts à celui d'Ensisheim a été revu après la révolte de 1988. Les travaux engagés à la maison centrale de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) ont été achevés pour leur part en 1991.

A. C.

Deux arrêts de la cour d'appel de Toulouse

La genèse difficile d'une jurisprudence dans les affaires de sang contaminé

La première chambre civile de la cour d'appel de Toulouse a rendu, mardi 8 septembre, deux arrêts différents sur des affaires de contamination par le virus du sida à l'occasion de transfusions sanguines. Ils illustrent les difficultés rencontrées actuellement par les juges pour établir une jurisprudence en matière d'indemnisation du risque thérapeutique. A l'obligation de moyens imposée aux médecins, faut-il ajouter l'obligation de résultats ?

TOULOUSE

Le correspondant

Première affaire : chez une femme transfusée à trois reprises, en décembre 1982, février 1983 et mars 1984, les médecins diagnostiquent un sida en 1985. Un an plus tard, elle meurt de sa maladie.

Le 20 février 1992, le tribunal de grande instance de Toulouse a condamné la famille de cette patiente à 1 million

de francs en réparation du préjudice personnel subi par la victime, les diverses sommes à ses enfants et affilés. Devant la cour d'appel, le CRTS (Centre régional de transfusion sanguine) a plaidé qu'il ne pouvait être tenu à une obligation de résultat, mais qu'il participait d'une obligation médicale, il était tenu à une obligation de moyens, ce qui inclut une obligation de sécurité. En d'autres termes, le CRTS devait veiller, à l'aide des techniques les plus récentes et les plus éprouvées, à fournir un produit de qualité propre à assurer l'intégrité de la personne physique du malade.

Les parents de la victime ont, de leur côté, soutenu que les germes infectieux étaient connus depuis 1981 et que, dès 1982, les milieux médicaux connaissaient les risques de transmission du sida par le sang.

Cette thèse n'a pas été retenue par la cour d'appel, qui estime que sans autre qu'aucune preuve n'atteste qu'en 1982 le CRTS avait une connaissance précise et certaine du risque de transmission. Elle constate également

qu'il n'est pas établi qu'à l'époque il existait des moyens fiables pour déterminer la présence du virus dans le sang collecté. Le Centre de transfusion sanguine n'a donc pas, selon la cour d'appel, « manqué à son obligation spécifique de sécurité ». Un complément d'expertise a cependant été ordonné afin de savoir si l'apparition du sida aurait pu être évitée en prévenant, dès 1985, les transfusions de sang contaminé qu'un des médecins avait séropositif.

La deuxième affaire concerne un arrêt du 17 mai. Une femme reçoit des transfusions de globules rouges. En mai 1987, elle découvre qu'elle est séropositive. Le 20 février 1992, le tribunal de grande instance de Toulouse a condamné le CRTS à lui verser 1 920 000 F en réparation du préjudice.

Par la suite, le CRTS fait appel, au motif principal qu'il s'estime mandataire de l'Etat en matière de politique transfusionnelle et que « la faute du mandataire est la responsabilité du man-

dant ». En conséquence, il préconise le renvoi de l'affaire devant un tribunal administratif. L'argument est rejeté par la cour d'appel, qui a estimé que l'Etat n'avait pas manqué à son obligation administrative aux centres de transfusion. Sur le fond, le CRTS de Toulouse a tenu à démontrer qu'il n'était pas en mesure, en mai 1984, de détecter la présence du virus dans le sang d'un donneur et qu'il n'existait alors aucun produit de substitution. La cour d'appel ne lui pas donné raison. Elle estime en effet que le CRTS de Toulouse était, à l'époque, « parfaitement informé » des risques du sida, d'autant qu'il avait participé aux recherches en cours. Autant dire que le centre s'est rendu coupable d'un « manque de l'obligation de sécurité ». La cour d'appel a donc condamné le CRTS à verser 1 million de francs à la malade contaminée par le virus du sida et 900 000 F à son mari.

GÉRARD VALLÉS



Éléantes, pratiques, toujours impeccablement propres, les nouvelles lignes de métro de Marseille, Baile et la Timone desservent deux hôpitaux, la faculté de médecine, une gare d'autobus pour desservir toute la ville de Marseille.

En avant Marseille !

Aujourd'hui Marseille prolonge son métro de Castellane à la Timone.

metropusville.com

Pour que ça roule, priorité transports en commun.

La transparence de la vie économique

On des dons d'entreprise

Un don d'entreprise est un acte de bienfaisance par lequel une entreprise fait un don à une association ou à une collectivité. Ce don peut être en nature (matériel, immobilier) ou en argent. Les dons d'entreprise sont encouragés par l'Etat et peuvent bénéficier d'avantages fiscaux.

Les dons d'entreprise sont encouragés par l'Etat et peuvent bénéficier d'avantages fiscaux. Ils sont soumis à certaines conditions, notamment en matière de destination et de gestion. Les entreprises doivent déclarer leurs dons à l'administration fiscale et à l'association bénéficiaire.

Les dons d'entreprise sont encouragés par l'Etat et peuvent bénéficier d'avantages fiscaux. Ils sont soumis à certaines conditions, notamment en matière de destination et de gestion.

Les pouvoirs de contrôle social

Le pouvoir de contrôle social est le pouvoir exercé par les citoyens ou les associations pour surveiller et contrôler les actions des entreprises et des administrations. Ce pouvoir est essentiel pour assurer la transparence et la responsabilité des acteurs économiques et politiques.

Le pouvoir de contrôle social est le pouvoir exercé par les citoyens ou les associations pour surveiller et contrôler les actions des entreprises et des administrations.

Les premières

Les premières élections municipales ont eu lieu le dimanche 15 mars. Elles ont permis de renouveler les conseils municipaux dans de nombreuses communes. Les résultats ont été très variés, reflétant la diversité des opinions politiques.

Le 1er mars

Le 1er mars a été marqué par de nombreuses manifestations et événements. Les citoyens ont exprimé leur mécontentement face à certaines politiques gouvernementales. Les associations ont organisé des rassemblements pour défendre leurs causes.

ÉCONOMIE

Regroupement dans le transport aérien nord-américain

Union dans le ciel

Le mariage fructueux des compagnies aériennes risquant de s'arrêter faute de combattants, l'heure est venue de la ratification. Après le mariage remarqué de British Airways et de Air Canada, c'est maintenant l'heure de la survie. Mutuellement, les deux compagnies ont des prix pendant plus d'un an, les deux principales compagnies canadiennes vont fusionner pour former un transporteur capable de figurer dans les douze premiers mondiaux. Cette fusion est la dernière étape d'un processus de rationalisation, même si, à l'occurrence, les deux compagnies canadiennes, lourdement déficitaires, marient leurs fortunes.

Le gouvernement canadien, qui a longtemps opposé à la fusion afin de préserver une compagnie canado-canadienne, se prononcera prochainement. Les compagnies, quant à elles, se sont rangées à la raison. Canadian Airlines, la filiale de la PWA, a finalement accepté l'offre de la rival plus puissante. Des pourparlers ont été engagés depuis plusieurs mois avec les deux compagnies sans qu'elles arrivent à se mettre d'accord. On craignait que la nouvelle entité ne soit une fusion de fait, sans la ratification officielle de Canadian Airlines.

Dans le même temps, Air Canada et Canadian Airlines ont lancé dans une recherche d'alliances avec les compagnies américaines. La seconde compagnie avait flirté avec le géant américain American Airlines. Ce dernier envisageait d'apporter 250 millions de dollars en échange de 10 % des actions, mais son offre était soumise à des conditions auxquelles Air Canada ne pouvait souscrire. Un accord n'a donc pas été conclu.

Aujourd'hui, les deux transporteurs canadiens ont décidé de la hache la guerre. Ils ont prévu que la capacité de leur flotte sera ajustée à ce que sur les destinations européennes (notamment européennes), les opérations qui font double emploi seront éliminées. Les deux compagnies s'imposent, pour l'heure, le gouvernement n'apporte rien dans le mariage.

MARTINE LARONCHE

Canadian Airlines accepte de s'unir avec Air Canada

MONTREAL. Le conseil d'administration de PWA, maison mère de Canadian Airlines International, qui exploite la compagnie Canadian Airlines, a accepté mercredi 9 septembre l'offre de mariage faite par son rival, Air Canada. Les deux entreprises, qui demeurent distinctes, les opérations courantes seraient gérées séparément depuis leurs sièges sociaux respectifs (Montréal et Calgary), mais elles seraient chapeautées par un holding auquel reviendraient les fonctions de planification stratégique, marketing, vente, comptabilité et réservations.

Les deux compagnies seraient représentées également au conseil d'administration mais, compte tenu du poids d'échange, ce conseil serait dominé par Canadian Airlines. L'offre de mariage, qui a été acceptée par le conseil d'administration de Canadian Airlines, a été présentée à la dernière séance du conseil, le 8 septembre.

Le PDG d'Air Canada, M. Paul Harris, a estimé à 6 000 les suppressions d'emplois découlant de ce rapprochement, mais les analystes les chiffrent à 10 000. A moyen terme, ils doutent que les deux compagnies puissent longtemps coexister séparées. Air Canada (20 000 salariés et 102 appareils) a perdu 218 millions de dollars canadiens (861 millions de francs) l'an dernier sur un chiffre d'affaires de 3,6 milliards (14,2 milliards de francs) et ses pertes atteignent 111 millions (1,15 milliard de francs) au premier semestre 1992. Canadian Airlines International (15 500 employés et 81 appareils) a perdu 162 millions de dollars canadiens (639 millions de francs) en 1991 sur un chiffre d'affaires de 2,9 milliards (11,4 milliards de francs) et ses pertes du premier semestre 1992 totalisent 108 millions (426 millions de francs).

Mariés, soutient M. Harris, le poids de leur dette (environ 2,7 milliards de dollars, soit

10,6 milliards de francs, pour Air Canada et 1,2 milliard de dollars, soit 4,75 milliards de francs, pour Canadian Airlines) sera plus supportable une fois séparées. La recherche de nouveaux capitaux privés est devenue une nécessité, d'autant qu'il n'y a pas de nouvelle entité prête à racheter les deux compagnies. Il y a quelques jours, les employés de Canadian Airlines avaient accepté une baisse de leur salaire pour faciliter le rachat par American Airlines. Air Canada avait également poursuivi une stratégie d'alliances avec des américains : un accord commercial a été conclu avec United Airlines. Fin août, Air Canada a allié à un accord envisageant de prendre le contrôle de Continental Airlines, le dépôt de bilan. Les dirigeants d'Air Canada affirment que la fusion avec Canadian ne modifiera rien à leur projet à long terme, ni leur volonté de négocier une alliance avec un grand transporteur européen, probablement Air France ou Lufthansa.

CATHERINE LECONTE

Conséquences des turbulences scandinaves

Nouveaux malaises sur les marchés financiers

La chute du mark finlandais en début de semaine a entraîné une réaction en chaîne des monnaies les plus faibles du système monétaire européen. Le livre sterling et la lire italienne sont tombées près de leur cours plancher, dans un contexte d'incertitude sur l'issue du référendum français sur le traité de Maastricht.

A peine le système monétaire européen, encore très ébranlé la semaine dernière, avait-il commencé à se consolider, qu'un nouvel emprunt britannique pour réduire la livre sterling, ensuite par le même engagement de réduire la livre sterling, a fait perdre aux parités pris par les ministres des Finances des Douze, mardi dernier à Bath en Grande-Bretagne (le 8 septembre), qu'une nouvelle secousse vient de frapper le système. Les marchés financiers ont réagi en conséquence.

Mardi 8 septembre, la chute du

A Londres, les milieux financiers redoutent toujours une remontée des taux d'intérêt, également jugée suicidaire, au cas où une nouvelle hausse des taux d'intérêt, par exemple, le taux de l'emprunt au Maastricht.

Des opérateurs très nerveux

Tout est redevenu très nerveux sur les marchés financiers, notamment celui de Paris, où les investisseurs ont été très sensibles aux opérations de la Banque d'Allemagne. Ainsi, sur le MATIF, le cours de l'échéance septembre, qui avait bondi de deux points à la fin de la semaine dernière, à 106,50, a pu glisser à 107 et se stabiliser à son niveau de la veille du week-end. Il faut dire que les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt en France restent toujours très incertains. Une telle baisse permettrait de réduire l'écart du foyer de l'Europe. Il faut dire que les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt en France restent toujours très incertains. Une telle baisse permettrait de réduire l'écart du foyer de l'Europe. Il faut dire que les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt en France restent toujours très incertains. Une telle baisse permettrait de réduire l'écart du foyer de l'Europe.

FRANÇOIS RENARD

Selon une étude de l'INSEE

Evolution discordante de l'emploi et du chômage selon les régions entre 1982 et 1990

Toutes les régions ne connaissent pas une évolution identique en matière de chômage et d'emploi. Dans une même région, on peut assister à des mouvements paradoxaux, en apparence : le chômage peut augmenter, ainsi que l'emploi ; l'augmentation du chômage peut ralentir et, pourtant, l'emploi continuer à croître.

Une étude, publiée par l'INSEE dans la dernière livraison de sa revue *Economie et statistique*, n° 253, sur l'évolution des marchés régionaux du travail entre 1982 et 1990 permet d'expliquer comment fonctionnent des mécanismes aux conséquences opposées. Derrière les différences observées dans la variation de la population active (voir tableau), il faut compter avec l'influence de plusieurs facteurs. Les taux d'activité ne pas les mêmes tendances selon que les femmes ont rattrapé leur retard dans le Sud (Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur), mais qu'elles ne parviennent pas à travailler davantage en région parisienne, selon que les mutations industrielles accélèrent le retrait prématuré des salariés dans le Nord. L'effet des générations contraires dans les régions peuplées de jeunes (le Nord-Pas-de-Calais) ou dans celles où la population



Source : INSEE

EN BREF

M. Georges Yver, nommé directeur général de France 2, a été nommé directeur de France 2. M. Georges Yver, nommé directeur général de France 2, a été nommé directeur de France 2.

M. Eric Guilly, la présidence de France Télévision a annoncé trois autres nominations dans les postes-clés de la chaîne publique. M. Alain Le Diberder, directeur central de la recherche et des études de France Télévision, a été nommé directeur des études dans chacune des chaînes. M. Bernard Montaner, conseiller dans les affaires extérieures auprès du PDG commun, M. Hervé Bourges, sera parallèlement la fonction de directeur de la chaîne France 2.

Le BTP : dix-huit jours de chantier, avait déclaré M. Bourges à propos des chantiers de la campagne électorale en vue du référendum sur Maastricht. Le CSA, qui est chargé de la surveillance des chaînes, a tenu à s'« étonner » de ces propos en relation à la « délinquance ».

Rectifié : M. José Auzan, directeur des Editions du Regard, nous demandait d'indiquer que l'indication de ce qui avait été indiqué dans le numéro du 5 septembre, le journal le *Quotidien du référendum* n'est pas en vente par abonnement d'édition, laquelle est spécialisée dans les livres d'art. Ce quotidien est une initiative du Groupe regard, édité par OGBB, dirigée par M. Jean-Claude Lill. Il devait paraître de mardi 8 au lundi 21 septembre, mais, devant les faibles résultats de diffusion obtenus, la société éditrice s'interrogeait jeudi 10 sur l'arrêt de sa publication.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

AU CHIEN QUI FUME 42-36-07-42 (s.a.s.) Tradition, qualité maison. Spéc. Poissons, coquillages (service 22, Pont-Neuf, Ouv. tout l'été pour groupes, réceptions, banquets, séminaires. PMR F.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité/prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

Jacques Darcanges

Contre le chômage :

l'écologie au pouvoir

L'alternative : Redéploiement mondial d'industries nouvelles et d'Agricultures propres

Les Editions de l'Orme

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

TS CROISÉS

Les Editions de l'Orme

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Recentrant ses activités

Le groupe Pelège vend ses hôtels à Holiday Inn

Numéro 1 français de l'hôtellerie, le groupe immobilier Pelège a décidé de vendre ses deux chaînes, Alliance et Finotel, au britannique Holiday Inn, donnant ainsi une nouvelle illustration de sa politique de recentrage sur son métier de base, la promotion. Le montant de la transaction n'est pas révélé. Le pôle hôtelier du groupe est constitué depuis 1988 : Alliance (trois et quatre étoiles en centre-ville) compte aujourd'hui 11 hôtels, soit 948 chambres, Finotel dénombrant 69 établissements (deux et trois étoiles) répartis en France et Benelux (3 749).

annoncé mercredi 9 septembre avec l'HI Development PLC (connu sous l'enseigne Holiday Inn).

Des pertes estimées à 500 millions de francs

Cerus affecté par les difficultés de Duménil

Cerus n'en finit pas de perdre du terrain en Bourse et était victime, mercredi 9 septembre, de rumeurs insistantes sur de lourdes pertes de sa filiale bancaire L'Union. En raison de nouvelles provisions sur l'immobilier, certains avançaient un chiffre de 500 millions de francs de pertes sur les six premiers mois de l'année pour Duménil.

Sans avancer aucun chiffre, Cerus confirmait mercredi que sa filiale

prévoit la création d'une société holding, qui garde le nom d'Alliance, détenue majoritairement (54 %) par l'HI Development PLC. Cette holding posséderait elle-même la quasi-totalité de Pelège hôtellerie, une société d'exploitation qui gère les chaînes Alliance et Finotel. Le groupe Pelège, qui a affiché pour 1991 une perte consolidée de 204 millions de francs (part du groupe) pour un volume d'affaires de 3,1 milliards, a déjà cédé à Euris ses SCPI (Rocher Gémec), met la dernière main à une RES (reprise d'une entreprise par ses salariés) pour Brice Robert (conseil en immobilier d'entreprise) et s'est désengagé il y a tout juste un an du BTP (SAE et Nord-France).

F. V.

INDUSTRIES

Après neuf mois de tâtonnements

Le gouvernement marie les composants de Thomson avec le CEA et France Télécom

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Lorient, a annoncé jeudi 10 septembre la réorganisation de l'industrie française des composants. CEA-1, la filiale industrielle du CEA, et France Télécom en assurent la direction, déchargeant d'autant le groupe Thomson. Ce dernier, en revanche, conserve son électronique grand public, dont les difficultés sont loin d'être réglées. Privilegeant une solution partielle, le gouvernement renonce donc à créer le « Thomson CEA Industrie » dont avait rêvé M. Edith Cresson.

Les « paces » plutôt que les téléviseurs. Faute de pouvoir tout faire, le gouvernement a décidé de régler, sans plus attendre, le dossier SGS-Thomson. Et de renvoyer à plus tard un éventuel soutien à Thomson Consumer Electronics (TCE). Les deux filiales en difficulté du groupe dirigé par M. Alain Gomez connaîtront donc des sorts

différents. Il est vrai que leur intégration au sein d'un Toshiba ou d'un Siemens « à la française » voulue par l'ancien premier ministre, M. Edith Cresson, et son conseiller spécial, M. Abel Farnoux, n'était plus à l'ordre du jour depuis longtemps.

Un mois à peine après avoir annoncé la création de Thomson CEA Industrie, M. Cresson recroqueville déjà son discours sur les composants, véritable « sang de l'électronique » (le Monde du 22 janvier). Une préoccupation que le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur partageait depuis longtemps, qui plaçait, dès sa nomination, pour la création d'une agence électronique européenne.

M. Jean-Claude Hirié, président de CEA-1

La réticence des principaux acteurs de la filière nucléaire à participer au renforcement de l'industrie du téléviseur a fait le reste. Le patron de la Cogema, M. Jean Syrota, s'est heurté pendant six mois à celui du groupe Thomson, M. Alain Gomez, sur la simple appréciation de la valeur de TCE.

L'écart entre les deux estimations n'était rien moins que 10 milliards de francs ! Dans ces conditions, la solution de repli était par le directeur du Trésor, M. Jean-Claude Trichet, devenant impraticable. L'entrée de CEA-1 dans le capital de TCE de 100 % n'a pas pu se faire.

A quelques jours d'une consultation électorale majeure à l'issue incertaine, le gouvernement a donc décidé de revenir aux idées simples et de laisser à la disposition du ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Jean-Claude Hirié, les pouvoirs publics reprennent ainsi, dans les grandes lignes, les propositions formulées par M. Jean-Claude Hirié, président de CEA-1, et M. Edith Cresson, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, chargés par M. Lorient d'une mission de concertation sur le financement de l'industrie électronique au cours de l'été 1991. Selon le communiqué que s'approprie le ministre de l'Industrie jeudi matin, M. Hirié se verrait confier, dans les jours prochains, la présidence de CEA-Industrie, promoteur nouveau chef de file de la filière électronique française, « en association » - précise le texte des pouvoirs publics - avec France Télécom. La filiale industrielle du CEA et l'opérateur de télécommunications se substituent ainsi au groupe Thomson qui, faute de moyens et de volonté, avait de facto décliné ce rôle.

Ce transfert de responsabilité doit s'effectuer selon des modalités financières complexes dont le détail précis n'est pas encore connu. Actionnaire principal de SGS-Thomson aux côtés de l'IRI, holding industrielle de l'Etat italien, le groupe dirigé par M. Alain Gomez a cédé l'essentiel de sa participation à une nouvelle entité constituée par CEA-Industrie et France Télécom. La filiale du Commissariat à l'énergie atomique aura le contrôle majoritaire du nouveau holding, ce qui la désigne comme principal opérateur industriel.

La mission assignée à CEA-Industrie et à France Télécom est claire. Avant toutes choses, assurer à un SGS-Thomson lourdement endetté (ses engagements sont estimés à 5 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 8 milliards) les moyens nécessaires à son développement. Le fabricant de semi-conducteurs a besoin d'argent frais (2,5 milliards de francs, estime-t-on, en 1992 et 1993) pour réduire ses frais financiers et participer à la course technologique. Une recapitalisation s'avère indispensable pour permettre au numéro deux européen du secteur de prolonger son effort. C'est l'objectif de ce plan de redressement, qui doit être mis en œuvre dans les prochains mois de négociations avec les actionnaires italiens, qui ont aujourd'hui sur le point d'aboutir, le ministère de l'Industrie.

Le plan de redressement de TCE

Activités de pointe, le nucléaire et les télécommunications doivent apporter, plus concrètement, le « socle à l'effort de recherche ». Cette restructuration, indique en effet le communiqué, va « renforcer les coopérations technologiques entre SGS-Thomson d'une part, le LETI et le CNET, d'autre part, laboratoires appartenant respectivement au CEA et à France Télécom ». SGS-Thomson et France Télécom collaborent déjà sur une technologie de gravure ultra-fine des plaques de silicium dans le cadre du projet Grenoble 1992.

SGS-Thomson n'a pas encore taillé son marché pour s'affirmer aux grands mondiaux de l'électronique. La firme dirigée par M. Pasquale Pistorio a dégagé un bénéfice d'exploitation au deuxième trimestre de cette année, rompant avec une longue série de pertes. Elle compte à récolter les dividendes d'une stratégie de « niches », en remportant des succès commerciaux dans les circuits micro-programmables (les CMOS), les micro-contrôleurs et les circuits dédiés (les ASICs). A défaut d'être assuré, l'avenir de SGS-Thomson semble se légender.

Difficile, en revanche, de se faire plus sylvain que le texte du communiqué gouvernemental sur l'avenir de TCE. La situation de ce dernier, précise laconiquement le texte, « sera réexaminée au vu d'un premier bilan du plan de redressement engagé par son nouveau président, M. Alain Prestat, et la

lumière de l'évolution des marchés de l'électronique grand public et des perspectives stratégiques qui en découlent ». Le redressement ? Après quatre mois d'audit, M. Prestat se donnait un printemps pour le conduire à son terme (le Monde du 9 mai). Deux ans pour stopper le déclin du chiffre d'affaires (-14 % de 1989 à 1991), quatre pour que l'entreprise redevienne profitable (5,2 milliards de francs de pertes en 1991), deux ans, huit ans en tout pour que l'entreprise puisse s'imposer avec de nouveaux produits. Un véritable travail d'Hercule.

Quant au marché, il est tout simplement exécrable. Et devrait le rester. Avec respectivement 18 % et 14 % des marchés américain et européen du téléviseur, TCE y subit au plein fouet la stagnation de la consommation. Selon l'European Electronics Manufacturers Association, les ventes en Europe n'ont-elles pas diminué l'an dernier de 2 % pour les téléviseurs et de 5 % pour les télécaméscopes ? Et les premières semaines de l'année 1992 ont été encore plus difficiles, aggravées encore par une chute annuelle des prix d'environ 10 %.

Si renouer avec une simple croissance du chiffre d'affaires prouvent donc d'être une gageure, l'équilibre financier dans un tel contexte est à l'heure actuelle totalement hors de portée. Avec un endettement dépassant les 12 milliards de francs - certains parlent même de 15 milliards - TCE doit assumer de 1,2 à 1,5 milliard de francs par an de frais financiers. Un montant qui avec un chiffre d'affaires de 31,1 milliards de francs en 1991 TCE n'a aucune chance de dégager. Sans augmentation de capital ou « effacement » d'une partie de ses dettes, impossible donc pour le groupe d'électronique de sortir du trou.

SECAM contre D2 Mac

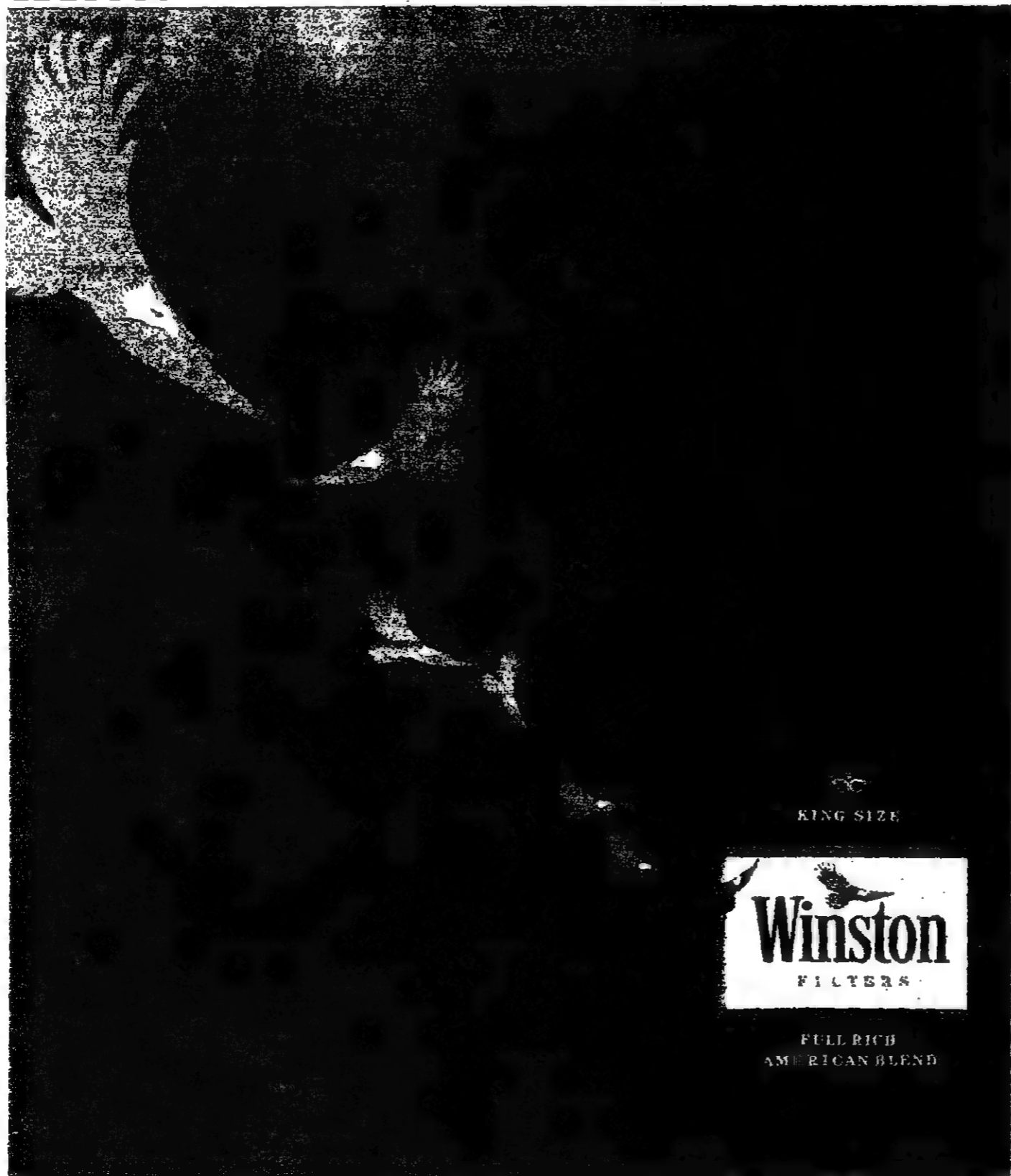
Adossé à Thomson SA, TCE n'a pas de problème de bilan, mais il a un problème de trésorerie. En apparence, en tout cas, puisque, malgré des besoins financiers de sa branche composants, le groupe Thomson devrait éprouver plus facilement les pertes de sa filiale. Dans un premier temps, en tout cas, « De la politique cosmétique », répondait en déno un responsable en rappelant que, peu avant son départ, l'ancien PDG de TCE, M. Bernard Lantier, avait présenté lors d'un conseil d'administration de Thomson SA les perspectives de sa filiale selon l'apport d'argent frais dont elle pourrait disposer.

De francs, TCE avait des difficultés de demeurer parmi les grands de l'électronique grand public (TCE figure au quatrième rang mondial après les japonais Sony et Matsushita, et le suisse Philips-Grundig). Le groupe pouvait investir dans la télévision haute définition (THVD), la vidéo et les produits « multimédias ». Avec seulement 6 milliards d'argent frais, le groupe n'avait beaucoup plus l'air d'être une conjoncture favorable. Avec 3 milliards seulement, TCE se voyait obligatoirement contraint de renoncer à certains de ses investissements.

Avec rien... Le gouvernement se défend, bien sûr, d'abandonner la société. Mais, si elle ne va pas mieux, l'avenir de TCE sera à l'heure de l'entretien de l'industrie électronique, le 11 septembre, le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Jean-Claude Hirié, annonçait le recours privilégié à la norme SECAM sur le satellite Télécom 2A, « sacrificiel ».

Depuis des mois, il est vrai, l'entourage du gouvernement d'interrogeait sur les « missions » de l'Etat. Devait-il vraiment « fabriquer des téléviseurs en Amérique et dans le Sud-Est asiatique » ? Près de 60 % des 1 000 salariés de TCE se trouvent en Malaisie, aux Etats-Unis et au Mexique. Seuls 4 500 d'entre eux sont employés en France. Sans risque social, il était difficile pour TCE de peser sur le choix gouvernemental.

PIERRE-ANGEL GAY
et CAROLINE MONNOT



Selon LA LOI N° 91-32

FUMER PROVOQUE DES MALADIES GRAVES

de gestion de portefeuilles (AFSPG), syndicat professionnel regroupant les sociétés de gestion sur les 160 existantes, vient d'élaborer un code déontologique pour ses membres.

Parant du principe que « tout acte de gestion doit être motivé », l'AFSPG, qui préside M. Constantin Trankidis, fait au travers de ce code diverses recommandations. Celles-ci concernent aussi bien le service aux

clients, la transparence des opérations, la sécurité et la transparence des marchés avant puis un terme à l'activité des remisières gérants et enfin, déclaré que la gestion de portefeuille serait désormais réservée aux sociétés anonymes ayant obtenu un agrément de la Commission des opérations de Bourse (COB).

BOURSE DU 10 SEPTEMBRE

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (collection)

9/9

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Cote des Changes

Marché libre de l'or

[illegible]

p : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demande - e : prix précédent - m : marché continu

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris ■■■ région parisienne à partir ■■■ mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

2.

✓

DES LIVRES

MONTAIGNE

LE QUATRE CENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU PHILOSOPHE



Les Essais:
l'exemplaire
de Bordeaux

que les discours abstraits des philosophes « certitudiniers ».

La Rome pontificale comme préservatrice du doute et de la relativité ? Voilà un paradoxe que notre histoire récente, peut-être, permet de mieux comprendre. En réalité, Montaigne est d'abord pratique. Il y a lieu de rendre hommage, dans la Rome de toujours, à un pape dont les dépenses sont justifiées « en ports, en hôtes, fortifications et murs, en bâtiments somptueux, en églises, hôpitaux, collèges, réformations de rues et chemins ».

N'oublions pas que La Boétie, dont l'ombre plane sur toute l'aventure, aurait préféré naître à Venise que dans le Périgord (et cela pour des raisons très précisément politiques). Montaigne, à son retour d'Italie, rajoutera, dans les Essais, que son ami « avait raison » sur ce sujet. Alors ? Cette grande affaire du siècle et des siècles ? Protestantisme ? Catholicisme ? J'ai lu récemment qu'un spécialiste du Montaigne reconnaissait, comme à regret : « Il s'est dit catholique, pourquoi ne pas le croire ? » En oui, pourquoi pas ?

Respiration rythmique

Contrairement aux idéologies pressées, de toutes tendances et de tous partis, Montaigne ne se déplace et ne parle jamais sans rappeler son corps. Cette respiration rythmique donne à ses notes — ou à celles de son secrétaire, qui écrit sous sa dictée, — une fluidité sans hiérarchie qui est sa trouvaille, sa puissance romanesque de style. Tout est également important, ce qui peut vouloir dire aussi que tout est également dérisoire. Le voyage au sens de Montaigne (voyage au bout de la conscience de soi), ne « trace aucune ligne certaine, ni droite, ni courbe ».

La désinvolture qui anime le voyageur accable d'ailleurs ses accompagnateurs à qui « il répondait qu'il n'allait qu'à lui en nul lieu que lui où il se trouvait ». On retrouve ici la fameuse proposition du Livre III des Essais (et l'on est prêt de se souvenir de la signification ancienne du verbe « brailer » qui signifie « mouvoir ») : « J'entreprends seulement de me brailer quand le branle me plaît. Et me promène pour me promener. » On enregistre : « Mon dessein est divisible partout. Il n'est pas fondé en grandes espérances ; chaque journée en fait le bout. Et le voyage de ma vie se conduit de même. »

Lire la suite page 29

(1) *Journal de Voyage de Michel de Montaigne*. Édition présentée, établie et annotée par François Rigot, professeur à l'université de Princeton, PUF, 374 p., 195 F.

Un voyageur secret

par Philippe Sollers

Le 22 juin 1580, à quarante-sept ans, un bizarre voyageur, entouré d'une douzaine de compagnons, quitte la région de Bordeaux, en emportant dans ses bagages deux exemplaires d'un livre auquel il tient beaucoup et dont il est l'auteur. On s'étonne qu'un film n'ait pas encore été réalisé à partir de cette idée-force : un écrivain décide d'aller vérifier la réalité universelle de ce qu'il a écrit et de faire reconnaître son originalité par les plus hautes autorités de son temps.

Un des exemplaires est destiné au roi Henri III, l'autre au pape Grégoire XIII. Parallèlement, le voyageur compte soigner son corps qui lui donne bien des soucis. Sur sa route, il cherchera des sources, des bains, de l'eau salubre contre la gravelle, colique douloureuse et pierreuse qui n'en finit pas de voler sa vision.

Reviendra-t-il guéri ? Peut-être. Kéroun ? On peut l'espérer. Le roi, ce n'est pas trop difficile. Mais le pape ? Est-ce bien celui qui vient d'approuver l'horrible massacre de la Saint-Barthélemy contre les protestants ? Le pape de la Contre-Réforme active ? Celui, enfin, du calendrier grégorien abolit, plus tard, pendant la Terreur française, avant d'être rétabli autoritairement par Napoléon ? Montaigne va s'agenouiller, son livre à la main, devant Grégoire XIII, en cette fin de siècle chaotique, ruinée par le fanatisme, le doute, les guerres de religion ? Mais

oui, *Le Journal de voyage* est le supplément secret des Essais (1). Depuis sa découverte, en 1770, il dérange un peu tout le monde.

Les philosophes du dix-huitième siècle, immédiatement intéressés, auraient préféré qu'on en publie seulement des extraits. C'est que le *desir de Rome* de Montaigne a de quoi gêner la pensée de l'époque, comme, sans doute, de toute époque : « J'ai eu connaissance des affaires de longtemps avant que je l'ai eue de

celles de ma maison... J'ai vu le Capitole avant le Louvre et le Tibre avant la Seine ».

La Rome de l'Antiquité, passe, et l'on peut s'amuser au passage de l'antiquité à l'antiquité d'exhiber, avec une vanité qu'il reconnaît lui-même, son diplôme (à grand peine) de citoyen romain. Mais la Rome catholique ? Qu'est-ce que cela veut dire pour un sceptique (paraît-il) comme lui ? A-t-il été investi par le roi de France d'une mission diplomatique cachée ? On peut toujours l'imaginer, mais rien ne le prouve. Quoi qu'il en soit, voici le moment culminant du film. Nous sommes à Lorette. Là se trouve, nous dit-on, la maison de la Vierge qui, selon la légende, aurait été directement transportée par des anges, via la Dalmatie et au-dessus de l'Adriatique, jusqu'à ce lieu de pèlerinage.

Montaigne, raisonnable et calme Montaigne (ici, franchement de source d'Alambert, lecteur du manuscrit), sort de ses bagages un tableau qu'il est venu accrocher en cet endroit de crédulité populaire. « Un tableau dans lequel il y a quatre figures d'argent attachées : celle de Notre-Dame, la mienne, celle de ma femme, celle de ma fille (...). Nous fîmes dans cette chapelle nos prières, ce qui ne se permet pas à tous. Un jésuite allemand m'y dit la messe et

donna à communier. » Voici donc une scène incroyable : Montaigne, discrètement mais ouvertement, est en train de voter pour la Contre-Réforme.

Si je ne puis m'insister cette séquence, c'est que je n'en ai jamais entendu parler, en écoutant, jour après jour, mes professeurs de Bordeaux, aux lycées Montesquieu et

Montaigne. Par la suite, pas davantage. Il y a, dans ce Montaigne communiant près de son tableau, quelque chose de choquant et de désolant, comme si nous le découvriions, abdi quant toute dignité, à Lourdes (mais Lourdes, c'est trois siècles plus tard). Et pourtant, oui, c'est bien lui. Un exemplaire des Essais pour le pape à la Saint-Barthélemy, un exemplaire familial pour la Vierge. Il faut croire que les « innovations calvinistes » avaient fini par le fatiguer, de même

Lire aussi

dans ce numéro

- Montaigne, le gai tragique, par Pierre Lepape
- « A pièces décousues », par Roger Chartier
- Le faux reclus, par Georges Balandier
- L'invention de l'intimité, par Hector Bianciotti
- Course d'essai, par François Bott
- Le courage d'ignorer, par Roger-Pol Droit
- Une bibliographie.

Pages 29, 30, 31 et 32

CHRISTIANE BAROCHE

Les Ports du silence

roman



Grasset

UN CIRQUE PASSE

de Patrick Modiano.
Gallimard, 153 p., 38 F.

L'HYPNOTISME A LA PORTÉE DE TOUS

de Marie Nimier.
Gallimard, 274 p., 95 F.

QU'EST-CE qui pousse tous à écrire ainsi des... tous les deux ou trois... parfois même tous les ans, comme... avions tant de choses urgentes à dire, tant de belles histoires? Est-ce le mélodieux appel du chèque? La peur de se voir oublier? La trop pleine d'une imagination... arrêt... et qu'il faut bien soulager d'une main secourable... C'est là, cela... doute, dans des proportions diverses et changeantes pour chacun de nous. Il arrive aussi que cela vienne tout seul et qu'on ne se pose pas la question, après tout c'est déjà... beau d'avoir un livre en tête et un éditeur en amitié. L'écrivain ne doit pas se tracasser outre mesure... ces scrupules...

C'est la critique, en revanche, qui s'interroge inmanquablement en septembre, lorsqu'il revient de vacances... bagages surnuméraires... charpie, ses souvenirs exotiques plein la tête, cucaracha, sombreros... mantilles, il découvre... sa porte deux pleins... de supermarché dégoûtants... respectueusement dédiés. Comment? Ce cher Glendu... pondus? Je croyais qu'il avait déjà tout dit l'an passé. Et Dugenux a fait un tome de plus de son inextinguible biographie de son vieux Z... Pourquoi tous ces gens n'ont-ils pas le bon... élémentaire... rester couchés, à plusieurs si possible, et d'aller se promener un peu? Et bien sûr nous sommes, nous serons encore, l'un d'entre eux, ni meilleur ni plus sage. Qu'importe, ce petit paragraphe est juste pour dire qu'on... parfois, après un séjour hors du bocal littéraire, ce qui, aux yeux des uns ou des autres, n'a pu paraître... deux Caddies surmenés.

PRENONS au hasard deux ouvrages sur le dessus du panier, publiés chez un... éditeur, par deux excellents auteurs qui ne manquent pas de... amis. Il faut... parler aussi des gens qu'on aime, après tout. On ne peut pas être tout le temps fâché contre le genre humain à plume. Notre grand timide national et merveilleux prestidigitateur, Patrick Modiano, a repris... de Barbérie, chaque année, pour... les mystères du vieux Paris. Un cirque passe... dès la première ligne, du pur Modiano, comme on l'aime, avec ses... incertains, ses appartements provisoires, ses coups de mélancolie qui touchent au cœur si bien, si juste. Le narrateur est un jeune homme... dix-huit ans que l'on interroge, quelque temps après la guerre, à la préfecture de police... qu'on a retrouvé son nom dans le calepin de quelqu'un. Après l'interrogatoire, il voit qu'une jeune fille lui succède auprès des policiers... il attend au café d'à côté, pour savoir si on lui a posé les mêmes questions, si elle est prise dans la même enquête que lui, dont on ne sait, nous lecteurs, strictement rien, ni le dossier ni le fauteur, toujours rien pour s'asseoir.

Lui, ses parents sont partis, son père... un homme d'affaires troubles. Il lui a laissé un appartement vide sur le quel

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Marie Nimier : intrépide.

Avantage Nimier

Conté, dans le petit creux de l'Académie, avec un de ses vieux compères en prime, un certain Grabley qui trafique des choses incompréhensibles. Elle s'appelle Gisèle, peut-être, et connaît de drôles de garçons dans le seizième, un certain Jacques de Bavière et un Anserat à qui elle présente le narrateur comme son frère. Anserat les charge d'un message énigmatique, dans un café, auprès d'un inconnu qui va disparaître... qu'on en sache plus. Les deux jeunes amants rêvent de partir pour l'Italie, mais la police tarabuste le narrateur et Gisèle, qui s'appelle sans doute Suzanne, a des problèmes avec une dame de la rue Desaix chez qui il n'est pas impossible qu'elle se prostitue.

Les cafés portent le nom de la rue où ils se trouvent. Les façades d'hôtels sont éclairées par des enseignes lumineuses dans une auréole d'inquiétante banalité à la Magritte. Les per-

sonnages ont l'impression de rêver sans arrêt et la crainte de se réveiller dans un dortoir. Dix ans plus tard, le narrateur apprend un petit bout de vérité sur Gisèle qui était mariée à un homme de cirque, au Cirque d'Hiver. Le cirque est passé, on a la sensation vague que le funambule Modiano s'est endormi un moment sur son fil et qu'il va falloir le réveiller, tout de même, lui dire qu'il ne peut pas toujours travailler au-dessus du même fil de songes évasifs, que la vie d'écrivain c'est aussi de risquer sa vie dans les livres, de se mettre en jeu, en danger, un jour ou l'autre. Même son chien Douglas sait ça. Surtout si le numéro est impeccable comme ici, mais rodé, rodé jusqu'à la corde.

MARIE NIMIER est une romancière intrépide et pleine d'imagination, on le sait depuis *Sirène* et surtout depuis *La Girafe*, confession des amours plus qu'étranges d'un jeune garçon avec une girafe du Jardin des Plantes. Sa grande qualité est de se renouveler de livre en livre, d'aborder des sujets toujours différents, de savoir se déplacer avec une totale aisance dans un univers parfaitement... inquisiteur, saturé d'une perversité enfantine, cruelle, protestant à peine de son innocence, un monde qui semble être la double folie du nôtre, l'apparemment raisonnable.

Ainsi la petite Cora, qui, par moments, semble aussi gentiment équilibrée que l'héroïne de *L'Exorciste*, découvre un jour un livre qui porte le... (ce qui n'est... sans conséquences) que celui que Marie Nimier nous propose, *L'Hypnotisme à la portée de tous*, un manuel signé M. A. Pearl. Fascinée, Cora lit les premières lignes... la première leçon d'hypnotisme et se sent aspirée vers une connaissance qu'elle a toujours désirée. Elle commence par hypnotiser un canari. Puis une petite fille, Sandrine, qu'elle ne sait pas réveiller parce qu'elle n'est qu'au tout début de sa lecture à petites doses du dangereux manuel. Le pouvoir... et lui fait peur. Elle invente auprès de ses parents une amie américaine, Perle, une amie assassinée, qui lui permet d'expliquer ses brefs moments d'hallucination.

Puis... s'occupe de son oncle Paul, frappé, à la suite d'une hémorragie cérébrale, d'une maladie singulière, l'hémipégigence, qui l'empêche de voir, concevoir, tout ce qui se trouve dans la partie gauche de son champ visuel. Cet oncle rejoint après d'une nièce telle que Cora, il retrouve l'appétit, le désir, un peu trop même. Mais ce n'est... que le début des... de Cora : un jour, un cirque passe (tiens, c'est le deuxième dans la page, comment... fait-ce?), annonçant comme attraction le grand Katz, roi de l'hypnose... Cora n'aura de cesse de se mesurer à lui.

Ce que Marie Nimier distille de manière élégante et inépuisable à travers cette fable drôle et dérangeante, c'est aussi le pouvoir qu'exerce le livre sur l'auteur au moment où il l'écrit : « J'avais décidé de commencer mon récit à la découverte du traité d'hypnose. Je retrouvais des sensations anciennes, cette impression d'être lus par les mots, ligne après ligne, guidée par le blanc des marges. Le livre m'observait. » Ce même pouvoir qui, plus tard, maintenant, s'exerce sur le lecteur, pour son fameux plaisir impuni, solitaire et partagé.

■ Signalez la sortie en poche (Pocket-Gallimard, n° 8546) de *Œuvres de raïm*, de Patrick Modiano.

BALZAC SANS MASQUE

de Pierre Sipriot.
Robert Laffont, 200 p., 150 F.

BALZAC nous a laissé mille choses. Il a offert, en particulier, un adjectif à la France, derrière lequel on a mis depuis des générations, comme derrière le drapeau, une équipe de football favorite. Avec le cousin Pons, les jeunes gens des lycées d'Aurillac ou de Châteauroux se découvraient une famille qu'ils ne savaient pas ignorer jusqu'alors. Mais c'était... un avantage qu'une famille. C'était la... balzacienne.

Beaucoup de jeunes gens voulaient se faire « naturaliser », en... console le romancier... la peine qu'il s'était donnée. Il avait souhaité, selon Roger Nimier, que des personnes qui viendraient brouter les pages de Balzac qu'il écrivait, la nuit surtout, un répétant que la chance d'un génie.

Cependant, l'adjectif... ne pas exister. Il avait... que Bernard-François, le père d'Honoré, se montrât moins ambitieux lorsqu'il fit ses débuts. Mais, heureusement, ce personnage nourrissait des espérances. D'ailleurs en... biographies de Balzac, Pierre Sipriot retrace la carrière de Bernard-François. Fils de laboureur, né en 1748, dans le Tarn, celui-ci quitta son jeune village et rechercha les occasions de « parvenir ». Devenu « fonctionnaire royal », il changea de nom pour... changement de condition. Il décida de ne plus s'appeler Bernard, mais Balzac, se découvrant l'héritier d'une... gauloise ». Et, comme il s'occupait des « vivres » ou des « subsistances », Bernard-François poursuivait... dans la France révolutionnaire. A quel... la fortune... adjectifs? A... rêves de jeunesse qui s'accomplissent... « D'emblée, comme le dit Pierre Sipriot, le monde de Balzac, c'est le monde des carrières et des réussites. Aussi, quand il préférait le lys dans la vallée, Honoré... savoir qu'il s'était

lancé dans la littérature pour relever l'éclat de son patronyme... Cela permettrait plus... lycéens d'Aurillac ou de Châteauroux d'applaudir ses performances de l'ambition sociale.

HONORÉ naquit le 20 mai 1799, rue de l'Armée-d'Italie, à Tours. C'était... doute le nom de rue qu'il faisait. Et ce n'était... une de ses années ordinaires qui décourageait ensuite les souvenirs. Bonaparte, qui rentrait à peine d'Egypte, s'empara du pouvoir en novembre. Et l'Histoire de France eut les... d'une... Elle accepta ce qu'il apportait : le lyrisme, le despotisme, la gloire et le chagrin. Balzac avait... le jour d'Austerlitz. Il en... le jour de Waterloo. Ce n'était pas une maigre pâture pour les chimères d'une... d'une adolescence... qui se passaient dans... pensionnats. Pierre Sipriot rend bien le grincement de son apprentissage : les... de l'éducation bourgeoise, la... de la vie de province et la « froideur » de la mère, Anne-Charlotte-Laure. A part les rêves, la... charme... existence, c'était... la petite... qui s'appelaient également Laure, mais qui... dans les familles de Touraine, car elle le portait d'une... manière.

Honoré... l'occasion d'apercevoir l'empereur à Paris, au début de l'année 1814. D'après... Zweig, il se promit alors de « conquérir l'univers » lui aussi. Les « projets » de l'enfance naissent toujours... cela. Il suffit qu'une image occupe la mémoire... Balzac

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

La valse des Laure



Balzac vu par David d'Angers.

vraiment connaissance avec la capitale en 1815, lorsque ses... quitta la province et se lança dans la vie de Paris. Je me demande... le fantôme du... du... gné, laquelle avait... le quartier. Elle s'y promenait... être... Allez savoir! Honoré éprouva... vite de l'effroi pour... ville. C'était surtout le Paris nocturne qui l'effrayait. Mais il observait la « physiologie » de chaque... et la... de chaque... il dévisageait la capitale avec une... enthousiasme... ravissements... fiancé. « Errer dans Paris! Adorable existence », disait-il.

Hélas! Il commença par... d'avoir... de... Cela ne... guère à ce qu'il... Mais, après tout, il... tant que les « conquérants »... les... journées. Balzac sortit de sa... poussière pour s'enfermer dans un... sardes, rue de Lessignères. Il venait d'avoir vingt ans. Il avait... qu'il serait écrivain, car c'était... la plus... solution de la vie humaine. Et ce genre d'existence réclamait, d'après lui, la... la réduction. Il fit une tragédie, *Crémieu*, et l'entreprit... romans « populaires » qu'il publierait sous des pseudonymes. Ce

n'était encore qu'un « entraînement ». Se mettant de préparer les grandes compétitions... Mais il en « perdit la boire et la manger », comme rappelle Pierre Sipriot. Des cette époque, il devint le champion de « l'insomnie »... de... nage ». Il avait envie de « posséder » avec des mots les choses, les gens, le monde. Et sa littérature le dévorait... En outre, il faisait « faire de l'argent ». Honoré n'a cessé d'avoir le souci, l'obsession de cela, car il a été... le plus dépensier. Il... aussitôt ce qu'il... gagné. « Je me... la dépense », écrivait-il à M. Hanska... Sans doute... le traquent-ils encore dans les galeries, comme ils le firent en 1828, lorsque l'imprimerie qu'il avait créée fut mise en faillite.

APRÈS cette déroute, il fut... Cooper afin d'oublier ses... Trouvant que les Mohicans et les Chouans se ressemblaient, il se rendit à Fourgères, pour mener une enquête sur les Peaux-Rouges de Bretagne. C'est... qu'il écrivit son premier vrai roman « historique », *Le Dernier Chouan*, qui allait paraître en 1829. Honoré publierait ensuite une *Physiologie du mariage*. C'était la chose la plus naturelle pour un célibataire... Et les femmes dans cette existence? La vie de Balzac, ce n'est pas le tango des Juliette et le menuet des Julie, mais la valse des Laure. Il y eut Laure, la mère, Laure, la... puis Laure, la comtesse, et Laure, la duchesse. Pierre Sipriot réussit de jolis portraits de ces dames. Née en 1777, la comtesse de Berry... vingt-deux ans... plus qu'Honoré. Elle lui donna les premières leçons

d'amour. Veuve de Junot, la duchesse d'Abrantes avait... l'intime des Bonapartes et la maîtresse de Metemich. Elle donna à Balzac des leçons de politique. Elle lui enseigna l'art... l'intrigue et la psychologie des hommes d'Etat...

Que faisiez-vous les 27, 28 et 29 juillet 1830? Honoré se promenait en Touraine, avec M. de Berny. Rendez-vous manqué avec l'Histoire, mais il repouvait le désordre des révolutions. « La vertu, le bonheur, la vie, c'est 800 F de rente au bord de la Loire », disait-il. Encore et toujours l'argent... Dans son existence, il y eut aussi M. de Castries, le duc d'Angoulême-Vendôme et surtout M. Hanska. Tant pis ou tant mieux, il ne s'appelaient pas Laure. Elles se prénommaient Henriette, Sarah, Eveline ou Eve. M. Hanska signa « l'étrangère » la première lettre qu'elle écrivait à Balzac, en 1832. Elle jugeait le dix-neuvième siècle « stupide ». Seul Honoré échappait à ce... général. « Vous êtes à cheval », lui écrivait le... d'Ukraine. Il la rencontra d'après et tomba très amoureux d'elle, car elle portait une robe violette. Ils ne vécurent pas souvent ensemble, à cause de l'éloignement géographique. Et lorsque Balzac épousa M. Hanska, en mars 1850, il se trouvait à quelques... de se mort.

PIERRE SIPRIOT se tire, avec les honneurs, de la tâche redoutable qu'il a entreprise : reconstituer l'existence de ce « canibal » qui fit de l'exotisme une manière d'être. Bien qu'il ait aspiré quelquefois à la tranquillité, Honoré défiait l'idée de vivre à demi, « comme un rentier qui promène son chien sur le boulevard », dit la Constitutionnel et revient dîner chez lui, avant d'aller faire sa partie de billard. L'auteur de la *Peau de chagrin* ne comptait ni l'argent, ni les nuits blanches, ni les coups de foudre. C'est le meilleur athlète (et le moins économe) de notre littérature. Eternellement couvert de dettes, il continue de les rembourser avec la Comédie humaine.

LE MONDE DES LIVRES
ACTUALITÉS

Passage en revues

Idees, histoire, sociétés

EN POCHÉ Après complainte

Carême, de Marie-Claire Dewarant - premier livre d'une série à Lausanne en 1991 qui fut, dans un monde où l'on se plaint de la crise, un livre à la fois critique, mais aussi d'un père, veuf, hanté par la mort d'un jeune homme, d'un cheval, - ce livre est une longue plainte, alguë mais pudique, étouffée. Plein du dégoût de la vie, l'homme endeuillé comprend qu'il ne pourra accepter la poursuite de son existence que pour y épuiser, dans un abandon total à son chagrin bientôt transformé en exaltation, toutes ses forces et toutes ses énergies.

Le livre est écrit à l'instar de la complainte, de la douleur, de la diminution, il tente de se figer dans la souffrance pour s'y déchaîner l'âme, se s'entourer comme d'un abîme, celle-ci s'écroule alors, par son intensité, presque voluptueuse. Écrit par une écriture puissante, à la fois fluide et acérée, sombre et lumineuse, qui donne à chaque mot sa place et sa densité, cette douleur oppressante d'orgueil, de regrets, de mépris et de désespoir prend, dans les pages de l'Après complainte de Marie-Claire Dewarant, une ampleur, une intensité, une particularité.

Stéphane Blanc

► Carême, de Marie-Claire Dewarant, « Babel » n° 47, 39 F.

« Je rentre à l'instant d'une nuit dont j'étais l'âme ; les mots d'esprit jaillissent de ma plume, tout le monde rit, m'admire - mais je pars, et le tiré doit être aussi long que les rayons de la trajectoire terrestre... Je me retire et je vais me tuer d'une balle.

« Mort en enfer, je peux faire ce que je veux, mais moi-même, je ne puis même pas oublier moi-même quand je dors. » Kierkegaard, qui dans son Journal en 1838, connaissait, pour n'avoir connu de vivre avec lui, la mélancolie. Elle n'était pas chez lui une vague langueur, mais un poison qui, cependant, n'altère pas sa puissance de vie. Romano Guardini, dans un bel essai traduit en France en 1983, analysait la place de l'humour noir dans la pensée religieuse du philosophe allemand (Pion-Soeur, n° 49).

En « Points Histoire », une étude qui d'abord paru aux Payot-Bas, la Guerre Cent Ans vue par ceux qui l'ont vécu, de Michel Molit du (n° 184), où le spécialiste d'histoire médiévale de Paris-IV propose une vision vivante, sociale autant que factuelle, des « interminables conflits franco-anglais du Moyen Âge ».

Toujours en « Points », au moment où l'actualité européenne donne les esprits, on trouve l'ouvrage de Tzvetan Todorov, dans les autres (Points Essais, n° 260), où l'auteur analyse « la réflexion française sur la diversité humaine », de Montaigne à Lévi-Strauss.

Dans Esthétique Poétique (coll. « Points Essais », n° 249), Gérard Genette, qui donne la parole à des praticiens de l'art, s'interroge sur le regard porté sur la philosophie sur l'esthétique.

Rassemblement humour procédés et atmosphères classiques du roman policier anglais, P. D. James.

La raison d'être d'une revue de parler à son époque, en la reliant à ce qui l'a précédée. Elle dit un moment de la pensée, de la recherche, de la création. Elle est au service de la culture, de la recherche, de la création. Elle est au service de la culture, de la recherche, de la création. Elle est au service de la culture, de la recherche, de la création.

Les Temps modernes, eux, existent depuis quarante-huit ans. Ils ont été fondés par Jean-Paul Sartre et ce dirige désormais Claude Lanzmann a trouvé, dans la confrontation du présent à l'histoire et de la création littéraire à la société, l'énergie d'une nouvelle jeunesse. En témoignent, dans le numéro de juin, deux beaux textes : un recueil de témoignages. Dans « Histoire ancienne », Jacques Lederer fait jouer deux récits - l'un se situe en 1942 à Paris, l'autre en 1943 à Londres - dans un sanatorium pour étudiants - qui mettent l'un et l'autre en face de deux garçons juifs, Sigand et Sipi, qui échappent à l'Holocauste. Un texte magnifique et inspiré, de Salluste, nous raconte, d'un voyage qu'elle vient de faire en Allemagne pour s'interroger sur la mémoire et sur l'oubli, sur le pardon et l'indifférence. Comment peut-on aimer l'Allemagne si on vit avec elle et souffrir de construire un avenir commun lorsque l'on sait ? En miroir, présentée par Lilly Marcou, des extraits du Livre noir de l'extermination des juifs en Pologne sous l'occupation nazie, ensemble de témoignages recueillis depuis 1943, mais dont la censure

stalinienne, puis brejnévienne, avait interdit la publication. (N° 551, juin 1992, 190 p., 54 F.)

Histoire au présent, en collaboration avec les éditions de la Pléiade, ce livre est une anthologie de hautes études en sciences sociales, publiées dans le titre « Périodes », les titres de son cinquième colloque, « La construction du temps historique ». La périodisation du savoir historique selon les fameuses « quatre vieilles » - histoire ancienne, médiévale, moderne et contemporaine - n'engendre pas seulement l'organisation sociale et scientifique du métier d'historien, elle reflète aussi des présupposés philosophiques et culturels, une idéologie de l'histoire et une mythification du temps que soulignent, chacun dans son domaine, les intervenants. Lorsque François Hartog périodise la Révolution française entre 1770 et 1880, il interprète, par le découpage, la révolution. « Périodes » interroge donc ces « périodes », « âge », « siècle », « génération », pour montrer que classer, c'est toujours pour analyser, de ces marges, de ces transitions entre les périodes qui sont souvent, dans leur ambiguïté topologique, les objets historiques les plus riches. Mais une fois que l'on a montré le caractère facile des périodisations classiques, il reste à proposer la construction d'ensembles plus efficaces et plus intelligibles. La tâche n'est pas mince. Mais on lira avec intérêt l'article d'un géographe audacieux, Christian Grataloup, qui propose à la réflexion des découpages du temps la méthode employée par Roger Brunet pour découper l'espace en régions. (24, rue des Ecoles, 75005 Paris, 208 p., 180 F.)

Nous ne quittons pas la table et l'analyse conceptuelle avec le livre de Droits consacré à l'Etat. Olivier Beaud, dans l'article introductif, fait justement remarquer que l'Etat, bien qu'inventé par les juristes à partir de la révolution juridique des XII-

XIII^e siècles, a surtout été étudié aujourd'hui par les philosophes et les sociologues. Ce numéro est une invitation aux juristes à se remettre au travail, à se remettre à l'étude, à se remettre à la réflexion, à se remettre à la construction du temps historique. Les ambiguïtés et les confusions, les indigènes ne sont pas soumis à la volonté des gouvernants, mais seulement aux lois, à ses lois ne sont pas agnoscibles, si elles peuvent être

transformées par les gouvernants, mais restera-t-il la garantie de la loi ? L'Etat a droit à un pléonisme, une forme vide, puisque l'Etat, agissant selon la loi qu'il édicte, est un Etat de droit.

Plus généralement, les contributions de ce numéro font pénétrer le lecteur non juriste dans un monde à la fois excitant et effrayant, celui de l'exercice du droit comme manipulation de pures fictions qui sont à la fois des faits et des effets des pratiques sociales. L'Etat, évidemment, n'existe pas ; mais c'est la cause de son inexistence, et son caractère d'être fictif qu'il peut transcender les groupes humains réels, les accidents de l'histoire et joindre des dons d'ubiquité et d'intemporalité. (PUF, 192 p., 150 F.)

Signalons aussi le premier numéro de Banquet, publié par le Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP), que préside Nicolas Tenzer. Objectif : réinventer une politique qui soit « ni idéologique ni gestionnaire » que le CERAP baptise « politique des objectifs ». (Calmann-Lévy, éd., Plume, 250 p., 95 F.)

P.L.

Un colloque Robbe-Grillet

L'auteur des Gammes et de l'Année dernière à Marienbad vient d'avoir soixante-dix ans, le 11 août. Plus reconnues à l'étranger qu'en France, l'œuvre romanesque et l'œuvre cinématographique d'Alain Robbe-Grillet sont l'objet d'une intense activité critique. A l'occasion de cet anniversaire, le Centre de la Nouvelle Roman a été nommé docteur honoris causa de l'université de Würzburg, au même temps que paraissait un volume collectif, intitulé Autobiographie avant-garde (Göteborg, Verlag, Tübingen), qui comporte une centaine de pages sur son œuvre ainsi que le livre de l'ouvrage qu'il écrit actuellement, Les Derniers Jours de Corinthe, troisième volume de la Romanesque, son autobiographie. Aux Etats-Unis, vient de paraître le livre d'Elizabeth Emmerth, Postmodernism and the Crisis of Representation (Princeton University Press), qui prend la Jalouse comme modèle du postmoderne et compare Robbe-Grillet à Nabokov et Cortázar. Un volume d'entretiens sur le cinéma, deux ouvrages critiques à son œuvre collective de Robbe-Grillet et le fantastique sont annoncés.

Un colloque qui comptera quarante communications et la participation de l'auteur, sera organisé du 11 au 13 octobre, au Ryabka à Washington University, Saint-Louis, où Robbe-Grillet professe régulièrement (adresse : colloque : Department of Romance Languages and Literatures, Washington U, Box 10077, Saint-Louis, MO 63130).

Les manuscrits des principales œuvres de Robbe-Grillet (romans et films) viennent d'être mis en dépôt à la Bibliothèque nationale, où ils seront d'ici peu consultables en microfilm, grâce à la diligence du conservateur, M. Maurice Benoit.

Alain Robbe-Grillet, qui présidera fin septembre le colloque sur Michelangelo Antonioni au Musée de Louvre, a écrit une préface pour le livre de textes du cinéaste qui paraîtra prochainement. Lui-même travaille actuellement à deux projets de films, Le Forteresse, qui aura Michelangelo Antonioni pour acteur dans le rôle principal, et Un homme qui rend fou, qui devrait être tourné au Cambodge en 1993.

P.L.

DERNIÈRES LIVRAISONS

QUENTIN BELL : *Mode et société. Essai sur le vêtement*. - Traduction de l'anglais, par Isabelle Bour, d'un ouvrage dont la première édition date de 1947 et la seconde - remaniée - de 1976. L'auteur développe surtout son sujet, assuré que l'évolution du mode dépend de la structure des classes (PUF, coll. « Sociologies », 282 p., 182 F.)

ADAM FERGUSON : *Essai sur l'histoire de la société civile*. - Edmond, sous l'œil critique de Claude Guilleux, l'œuvre d'Adam Ferguson (1723-1816) dans la tradition française de la pensée sociale, due à M. Max Weber, est ici traduite en français, où trouver les réponses, les limites au développement des sciences et des arts lorsque la société n'est plus dirigée par un principe transcendant ? (PUF, coll. « L'Évolution », 380 p., 278 F.)

MARTINE HOVANESSIAN : *Le Lien communautaire. Trois générations d'Arméniens*. - A partir d'une enquête ethnographique auprès des Arméniens d'Issy-les-Moulineaux, Martine Hovanessian retrace - des chemins de l'exil, dans les années 20, après le génocide, les conséquences du récent exode de 1988 au Liban, la soviétique, - l'évolution de l'Arménie arménienne sur trois générations et le rapport entre lien social et inscription territoriale. (Armand Colin, 224 p., 100 F.)

GENEVIEVE PAICHELER : *L'invention de la psychologie moderne*. - La psychologie a pris un rapide et remarquable essor, en tant que discipline professionnelle, aux Etats-Unis, à la fin du siècle dernier. Dans cet ouvrage solidement documenté, Geneviève Paicheler analyse les conceptions théoriques, les étapes institutionnelles et les applications (sous forme de contrôle, de sélection, d'exclusion), qui ont jalonné cette insaisissable ascension. (L'Harmattan, 191 p., 170 F.)

CLAUDE F. POLLAK : *La Vocation d'autodidacte*. - La réussite des autodidactes est généralement imputée à leur « génie » individuel. Etudiant une population qui a accédé à l'enseignement supérieur après une interruption du cursus scolaire, Claude F. Pollak met en évidence la genèse sociale de ces parcours atypiques et héritages familiaux et expériences syndicales ou politiques jouant un rôle déterminant. L'analyse de ces parcours est complétée par cette démonstration rigoureuse. (L'Harmattan, 294 p., 130 F.)

OUVRAGE COLLECTIF : *Le Livre nouveau des saint-simoniens*. - Sous la direction de Philippe Régnier et après l'exposition de l'Institut du monde arabe à Paris, un nouvel apport de taille pour une histoire du saint-simonisme, mouvement du début du dix-neuvième siècle, précurseur du tiers-mondisme. Avec les fondateurs de Prosper Enfantin, Charles Lanbert, Etienne Leclercq, etc. (Ed. du Lézard, 16140 Tauxon, coll. « Transferts », 340 p., 220 F.)

Le désir d'Europe

Le Carrefour des Européennes européennes Strasbourg s'est tenu, l'an dernier, du 8 au 11 novembre, au moment où éclatait, au centre de notre continent, un genre de nationalisme qui mettait en crise la conscience universaliste de l'Europe. Le Carrefour de Strasbourg, signé par des participants au Carrefour de Bourdieu à Saramago, de Juan Goytisolo à Pierre Merle, mais aussi de Stano Cerovic à Miroslav Karaulac, qui, au sein de la culture et de la création, met en garde contre « les extrémismes de l'identité » et « la conscience universaliste de l'Europe », figure donc à juste titre en tête de la revue publiée par le Carrefour 1991 sous le titre *Le Désir d'Europe* (1). Des textes signés de Claudio Magris ou de Joseph Brodsky, d'Abdelwahab Meddad, d'Antonio Lobo Antunes, de Michel Cressida ou de Jean-Luc Nancy, qui interrogent l'identité culturelle européenne, nous offrent un état des lieux et définissent ce qui, selon Goytisolo, est sa vocation : s'ouvrir à d'autres espaces et à une place aux concepts de différence, d'anomalie, de mélange et de décalage.

P.L.

La mort de Jane Fillion

Le nom de Jane Fillion, qui est morte à Paris le 4 septembre, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, est attaché à celui d'Albert Cohen. Dans un livre de Michel Saint-Phalle, *Jane Fillion ou la Belle d'un Seigneur* (1), elle révélait la liaison qu'elle avait entretenue, entre 1927 et 1929, avec l'auteur de *Le Prince de la mer*, alors que celui-ci était au travail international du travail à Genève. Selon ces révélations, Jane Fillion aurait été la maîtresse de l'Arcane du monde.

La publication de ce livre a suscité une polémique avec Albert Cohen (2), dernière épouse de veuve de l'écrivain. Celle-ci avait gagné le procès qu'elle avait intenté au nom de la fille unique d'Albert Cohen, Myriam Champigny, en 1989, contre l'auteur et l'éditeur du livre, sans toutefois obtenir sa mise au changement de son titre. S'estimant incompréhensible sur le fond, le tribunal avait jugé fautive la divulgation du contenu de la correspondance échangée par Albert Cohen et Jane Fillion.

(1) Ed. Robert Laffont, 1983 (voir « Le Monde des livres » du 4 novembre 1988).

(2) Voir son article, « Les prédateurs », paru dans « Le Monde » du 23 septembre 1988.

Du 17 au 20 septembre 1992
NANCY
LE LIVRE
ÉPIQUE
VILLIERS
ATTENTION !

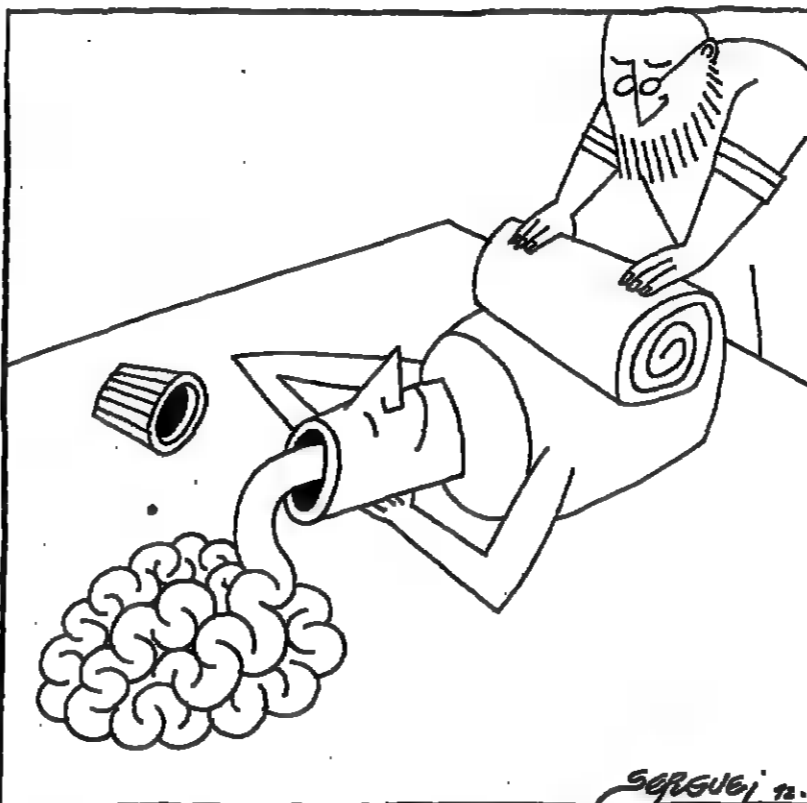
OÙ TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?
Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL



PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

En vos nerfs et conscience



L'INCONSCIENT CÉRÉBRAL

de Marcel Gauchet.
Le Seuil.
coll. « Librairie du XX^e siècle »,
222 p., 89 F.

L'ÉPUISÉ

de Gilles Deleuze.
à la suite de Quod et autres pièces
pour la télévision,
de Marcel Beckett.
Ed. Minuit, 111 p., 59 F.

L'HISTOIRE des idées générales déçoit. Elle s'attache à des énigmes microscopiques, sans déboucher sur d'autres perspectives. Elle se précipite majoritairement d'établir les sources de tel penseur ou telle question (Qui a-t-il lu? Comment les a-t-il repris?) ou la diffusion de telle œuvre dans tel milieu (Qui l'a lue? Comment l'ont-ils comprise?). Ces interrogations ne sont ni plus ni moins légitimes que d'autres. Il y a longtemps que l'historien érudit le plus à justifier son travail par la portée de ses recherches, cela n'interdit pas au lecteur philosophe de penser que nombre de lourds travaux consacrés aux « influences » et aux « réceptions » n'ont fréquemment qu'un poids infime.

Heureusement, il y a des brillantes exceptions. Certaines d'être contentes d'être effectivement au premier plan de nos évidences de l'heure. La présence d'un mot, la mention explicite d'un problème les intéressent moins que la répartition du pensable et de l'impensable, leur redistribution sous le choc des découvertes majeures, les lignes de force souterraines reliant des œuvres apparemment dissimulées. Le travail de Marcel Gauchet s'inscrit dans cette lignée.

COMMENT on sommes-nous arrivés à tenir pour évident que nous disposons pas de nous-mêmes, nous nous agissant des forces inconscientes? Il fut un temps où tout était clair. Le partage était net entre l'insensé, avec lequel toute communication était jugée impossible, et l'être raisonnable, transparent à soi et maître de sa volonté. Comment sommes-nous parvenus à considérer que « je » est un autre, que le sujet est divisé

et non unitaire? Freud, dira-t-on, a opéré la mutation. On ne conçoit plus le sujet, après la psychanalyse, qu'en tant qu'il se divise. Mais c'est oublier que la théorie freudienne ne tombe pas du ciel. Sa naissance s'inscrit dans un ensemble de questions suscitées notamment par la théorie de l'énergie par la neurophysiologie. C'est sur ce dernier point que porte l'enquête de Marcel Gauchet.

Dans la décennie 1830, la découverte de l'activité réflexe de la motilité épidermique conduit à envisager l'extension du modèle à l'ensemble du système. C'est donc à partir des études sur le système nerveux que l'on se trouve la suprématie de la conscience ou le moi central du moi. Dès lors en effet, l'on admet l'existence de conduites à la fois réflexes et conscientes, la conscience peut être considérée comme une qualité seconde, éventuellement accessoire, de mécanismes qui ne dépendent pas d'elle, ni se poursuivent indépendamment de sa présence ou de son absence.

A partir de 1870, ce changement est acquis. Entendons bien : il ne s'agit pas d'une réponse éblouissante, mais d'une série de nouvelles questions. Quel est l'inconscient cérébral? Comment s'agit-il de lui les opérations de l'esprit? Les trois dernières questions sont marquées par la domination d'une psychologie tirée des travaux des neurologues. Marcel Gauchet souligne l'importance

d'auteurs aujourd'hui oubliés, comme Théodore Morel. Ses livres furent aussi lus qu'ils nous paraissent illisibles.

Toutefois, ce qu'ils disent de la conscience comme « satellite de l'esprit », d'une multitude de consciences « ébauchées » dans notre corps, ou du caractère intentionnel de la conscience ne sera pas perdu pour tout le monde. Ces thèmes, en effet, survivent et se diffusent par l'intermédiaire de Nietzsche, bien après que ces psychologues ont disparu, à bien sûr Freud. On les trouve également élaborés par Valéry avec une acuité inégalée. C'est une

forme si peinte différente, ces questions reprises aujourd'hui à partir des sciences cognitives, notamment par des penseurs comme Fodor ou Minsky (1).

Marcel Gauchet ne méconnaît évidemment pas la singularité de la démarche freudienne ni la spécificité de sa conception de l'inconscient. Son enquête entend seulement rappeler que la psychanalyse répond aussi, à sa façon, à un éternel questionnement provoqué par la neurophysiologie. Ce choc traverse tout le siècle dernier, et n'a pas fini de produire des effets. Suscitant des élaborations multiples et antagonistes,

rendant nécessaires des réponses nouvelles, l'application du modèle du réflexe à l'activité cérébrale a rendu caduque, sur le terrain scientifique, l'image de la subjectivité libre et maîtresse d'elle-même. Ce petit livre a la mérite de le montrer avec une précision inégalée.

QUEL rapport à l'Épuisé, court Gilles Deleuze sur Beckett? Serait-ce que les personnages impersonnels des pièces télévisées de Beckett ont une « identité pure », une « identité pure », un « Zéro » qui s'obtient par l'épuisement? Serait-ce que Deleuze, dans le sillage de Nietzsche, a illustré avec l'Anti-Œdipe que Marcel Gauchet pourra voir une persistance de l'inconscient cérébral par la psychanalyse? Serait-ce en fait que l'on va jusqu'au bout, conjuguant l'épuisement logique des possibles (une combinatoire exhaustive) et l'épuisement physiologique (« Le moi se décompose ») et laissant émerger une analyse de « l'image », ultime capitation-dissipation d'énergie?

Peut-être ne faut-il pas chercher à tout prix des justifications, si elles-mêmes ces pages où la volonté n'est plus progressive. Elles nous montrent comment progressivement chez Beckett s'épuise le possible, par la répétition de séries exhaustives, par le tarissement des voix, par l'effacement de l'espace. Dans ce monde, « on s'active, mais à rien », sans besoin, préférence ni but. Mais ce n'est encore l'ultime épuisement du possible.

SON signe, c'est l'avènement fugitif de l'image, dernière dissipation éphémère. « Il est très difficile de faire une image pure, non entachée, rien qu'une image en atteignant au point où elle surgit dans une singularité, sans rien garder de personnel, plus que de rationnel, et en accordant à l'indéfini l'état céleste (...). Faire une image, au temps en temps (c'est fait, j'ai fait l'image) ». Part de la peinture, la musique, peuvent-ils avoir un autre but. « Si le contenu de l'image est bien, pauvre, bien médiocre? » Cette image n'est pas une représentation d'objet, mais un mouvement du monde de l'esprit — soufflé, haïné, pure intensité. Un passage au céleste, et puis rien.

On peut lire ce livre à multiples points de vue. S'interroger sur son rapport à Beckett, à Deleuze, à la philosophie, à l'art, à l'état céleste (...). Faire une image, au temps en temps (c'est fait, j'ai fait l'image) ». Part de la peinture, la musique, peuvent-ils avoir un autre but. « Si le contenu de l'image est bien, pauvre, bien médiocre? » Cette image n'est pas une représentation d'objet, mais un mouvement du monde de l'esprit — soufflé, haïné, pure intensité. Un passage au céleste, et puis rien.

(1) Jerry A. Fodor : *La psychologie des langages* (Minuit, 1986). Marvin Minsky : *La Société de l'esprit* (Inter-éditions, 1986).

Odile Bernard-Désor

du point de capiton

Création d'une institution pour autistes en cure psychanalytique

Distribution DISTIQUE 208 pages - 1 vol. - 89 F.

Dans le cabinet du docteur Carson

Médecin d'hôpital, il a vu défilé l'humanité souffrante. Et recueilli des histoires d'amour contrarié de quelques personnages avec leur corps

LES VILLES DOULEURS
de Raoul Carson.
Ed. Albin, 211 p., 135 F.

Ce livre met face à face deux personnages : le médecin et son patient. Le malade se présente, le médecin se défend d'être un voyeur. C'est un livre involontaire : l'auteur n'a pas d'intention littéraire, les personnages sont des corps qui se glissent entre les pages malgré eux, en dépit d'un plus bouleversant que les romans de roman. Les Villes Douleurs sont des histoires d'amour, histoires d'amour mais pas de quelques personnages avec leur corps.

Raoul Carson, mort en 1971, était médecin à l'hôpital Saint-Antoine en 1940. Jour après jour, il a vu défilé devant lui l'humanité souffrante — il est parfois difficile de distinguer les vieilles douleurs rhumatismales du sentiment d'accablement qu'entraîne l'échec d'une vie. Cette humanité se présente dans son cabinet comme dans un confessionnal, attendant en premier lieu de recevoir l'absolution : elle a l'impression d'avoir été par excès de modestie ou de tant malade. A l'hôpital Saint-Antoine, au cabinet du docteur Carson, ne se rendent que des gens qui, d'habitude, ne prennent pas la parole, persuadés qu'ils n'ont rien à dire d'eux-mêmes et même moins de leur corps. Ils viennent demander au médecin de les dispenser de leur corps, ce qu'il leur est impossible de dire à quelqu'un, ce n'est pas se plaindre.

Raoul Carson se fait le scribe de ces êtres sortis un instant du néant de leur vie pour dire leurs maux avec embarras : « Ils passent sans cesse du mal de leur corps au malheur de leur vie », comme si les vieilles douleurs les obligent à faire retour sur eux-mêmes et à revisiter leur passé.

Le livre est fait de séquences

brèves qui tiennent à la fois du rapport de police, du cinéma-vérité, de la photo de Doisneau et du huis clos théâtral. Chaque séquence est composée d'une présentation — une photo d'identité — du malade, suivie du dialogue entre ce dernier et son médecin. Le dialogue se

déroule comme dans un film où l'on ne verrait que les visages des patients, la présence du médecin n'étant révélée que par sa voix. La conversation s'engage. En quelques mots, le patient raconte son histoire et ce qu'il croit être l'origine de sa maladie. Une femme avoue qu'elle

Le désir du sens

UNE GRAVE DISTRACTION
de Betty Rojman.
Julliard, 234 p., 139 F.

« Très étrange — et c'est ainsi le Talmud — se trouve par hasard : la scorpion, le trouille et de Maimonide à dire, on somme, que l'histoire est plus importante que son objet réel, qu'elle n'a guère de chances d'être comblée par celui qui attend à l'arrivée à tout espoir. Peut-on, à partir de cette petite phrase, construire une théorie de la signification? C'est ce que Betty Rojman, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, grande spécialiste de la rabbinique mais aussi de Ricoeur, Levinas, Derrida et Blanchot. A la recherche de ces deux traditions culturelles, une grave distraction se présente à la fois comme un essai de théorie littéraire et comme une réflexion sur la culture du sens.

Trois textes servent à Betty Rojman de pierre de touche. Maimonide à Venise, de Thomas Mann, l'amène à méditer sur cet état du temps que constitue, dans la semaine juive, le septième jour, l'espace du sabbat. Un texte de Le Clézio, le Chercheur d'or, lui permet d'évoquer la quête initiatrice du peuple hébreu pendant

longue traversée du désert. L'histoire de Lot V. Spill, écrite par Marguerite Duras, lui rappelle, enfin, l'épisode des filles de Lot dans le Talmud. Chacune de ces lectures talmudiques du récit biblique est le prétexte à une réflexion littéraire qui apparaît comme un mouvement parallèle, des analogies, des échos. Étranges jeux de miroir, dans lesquels l'écriture, une fois de plus, se révèle labyrinthique. Chacune des séquences du vertige?

Mais Betty Rojman ne se contente pas d'ouvrir quelques pistes dans l'épaisseur de nos traditions écrites. Elle suggère à son tour un itinéraire pour retrouver le sens d'écriture à la fois des significations, au tout au moins, pour refuser l'insignifiance du temps qui passe, des lieux qui ne succèdent en vain. Pour elle, écrire pour l'autre qui préfère son langage, le récit d'écriture du sens, que celui-ci soit poétique ou religieux, n'est que le savoir et le temps et le lieu ont un jour un terme et si le futur alors s'ouvre à nous. Ceux qui ont écrit un Maimonide en persan convaincus. Mais, à en croire le Talmud, on ne peut-être rien, car ceux qui n'espèrent rien, qui ne croient en rien, ne peuvent rien.

Ch. D.

LE LIVRE QU'IL FAUT AVOIR LU AVANT D'ALLER VOTER

FRANÇOIS SIÉGLÉ

L'EUROPE DE MAASTRICHT

d'un entretien avec François Mitterrand du Traité

POUR CEUX QUI N'Y COMPRENNENT RIEN

228 p. 85 F

J. Clartès

Montaigne, le gai tragique

Pour des générations d'écoliers, il fut, avant tout, « l'ami Montaigne », un aimable compagnon de route. Mais c'est singulièrement réduire la pensée d'un homme dont Nietzsche saluait la lucidité

par Pierre Lepape

Le premier Livre des *Essais*, comme l'a mis en lumière Michel Butor dans son *Essai sur les Essais*, est conçu comme un monument manuscrit à la gloire de La Boétie. Des ornements, des écritures marginales, des « grotesques » qui sont peints, encadrer le texte du *Discours sur la servitude volontaire*, puis, quand ce texte fut publié ailleurs, vingt-neuf sonnets de La Boétie qui, étant à leur tour publiés, disparurent à partir de l'édition posthume de 1593. De la même manière, le Livre II, avec l'apologie de Raymond Sebond et l'essai *De la ressemblance des enfants aux pères*, peut être lu comme un hommage à la mémoire de Pierre Eyquem, seconde grande figure dominante des *Essais*.

Mais le travail de l'écriture bouleverse tous les plans, s'ils existent. C'est que l'objectif n'est pas de construire un livre, comme on bâtit patiemment un édifice, mais de répondre à un vide : « *Mes travaux dépourvus et vides de toute autre matière, je me suis présenté moi-même à moi, pour argument et pour sujet* ». La saisie de soi-même résonne l'ordre, le discours continu, la sérénité logique. Il ne s'agit pas de raconter sa vie, de se confesser, de répandre ses pensées sur les hommes et sur le monde, mais, pour la première fois dans l'histoire de la littérature, de l'esprit, de décrire ce qui se déroule dans cet entrelacs de pensées et de passions,

de sentiments et de mémoire qu'est le for intérieur. Montaigne s'essaye, s'expérimente à travers l'écriture. C'est aussi le sens du titre de son œuvre qu'il ne trouvera qu'en 1578.

« *La fricassée* », « *le barbouillage* », « *le fagotage* », ce sont les *Essais*, selon Montaigne, ces marquettes inégales de citations, d'anecdotes, de réflexions personnelles, de commentaires, de mélanges du présent et du passé, du local et de l'exotique, de l'intime et de l'universel, de l'emprunt et de l'original — et, le plus souvent, de l'emprunt réinterprété et originalisé, — bref le merveilleux « désordre » charnel et sensuel du texte, sont la seule réponse littéraire possible au projet qu'a Montaigne de se peindre en toute vérité. Mais la conclusion de ce véritable déstructur, fragmentaire, joueur, aléatoire, sans couture apparente répond aussi à une esthétique et à une philosophie.

De la même façon que Montaigne se sent homme de son époque et en même temps détaché d'elle, solitaire et solitaire, son esthétique emprunte au maniérisme ambiant, mais pour mieux le subvertir et montrer ce qu'il est : une mode, un instant de l'esprit, une forme qui aurait pu ne pas être, mais qui est. Il insiste donc sur la « manière », la forme qui lui paraît aussi importante pour composer l'homme que la matière, le fond ; mais il ne cesse en même temps de combattre tout ce qui dégrade la manière en masque : « *On ne fait pas son art, quand on le quitte pour voir du moyen de le traiter. Je ne dis pas moyen scolastique et artiste, je dis moyen naturel, d'un sain entendement* ». Mais qu'est-ce donc qu'un style « naturel » ? C'est celui qui parvient à s'affranchir des règles des écoles et des systèmes pour rendre compte, au plus près, de l'infini mouvement, du disparate absolu qui commandent les êtres et les hommes : « *Je ne peux pas l'être, je peins le passage* ».

Pour dire le grand branle du monde, l'écriture de Montaigne danse, comme plus tard celle de Diderot ou de Nietzsche. Il peut être, à l'intérieur d'un même paragraphe, ironique et sérieux, nonchalant et rigide, noble et trivial, savant et populaire. Il emploie, sous l'apparence de la négligence et de l'écriture au fil de la plume, des stratégies complexes et retorses, des ruses et des feintes dignes de Machiavel,

non pour convaincre, comme le font les rhétoriciens, non pour l'emporter sur l'opinion des autres, mais pour piéger cette vérité dans les mailles de ses *Essais*.

Le jeu ne s'arrête pas là. Montaigne se découvre en écrivant mais aussi en se lisant. Les *Essais* est un livre infini que tous les lecteurs à venir sont chargés d'enrichir — « *Et combien y ai-je répandu d'histoires qui ne disent mot, lesquelles, qui voudra bien épucher un peu ingénieusement, en produira infinies* ». A commencer par Montaigne lui-même, qui sait qu'il poursuivra son œuvre tant qu'il vivra et « *tant qu'il y aura d'encre et de papier au monde* ». Aux deux Livres publiés en 1580 à Bordeaux et réédités deux ans plus tard dans cette même ville vont donc succéder, en 1588, un troisième Livre et de considérables additions aux deux premiers — Montaigne ne rature pas, il ne détruit pas, il ajoute — et, en 1593, par les soins de sa « *filie d'alliance* », Marguerite de Gournay, une édition des trois Livres avec les adjonctions que Montaigne n'a cessé, jusqu'à sa mort, de rédiger dans les marges de son texte, ses « *dernières accolades avec le monde* ».

Rhapsodie endiablée

La forme d'un tel livre, polyphonique, bourgeonnant, fait de couches et de strates intriquées et décochées, de ruptures, d'assonances et de virgules, cadre bien mal avec l'auteur de raison et d'aimable conduite, avec le pondéré conservateur qu'on voudrait nous faire avaler aujourd'hui comme une savoureuse et grasse soupe périgourdine. Montaigne n'est pas raisonnable, pas plus qu'il n'est raisonnable, parce que la raison lui paraît, tout compte fait, beaucoup trop fragile, beaucoup trop mal répartie, beaucoup trop réductrice pour rendre compte de l'infinie diversité et désharmonie des êtres. Par ce même sentiment, il ne croit guère à la science.

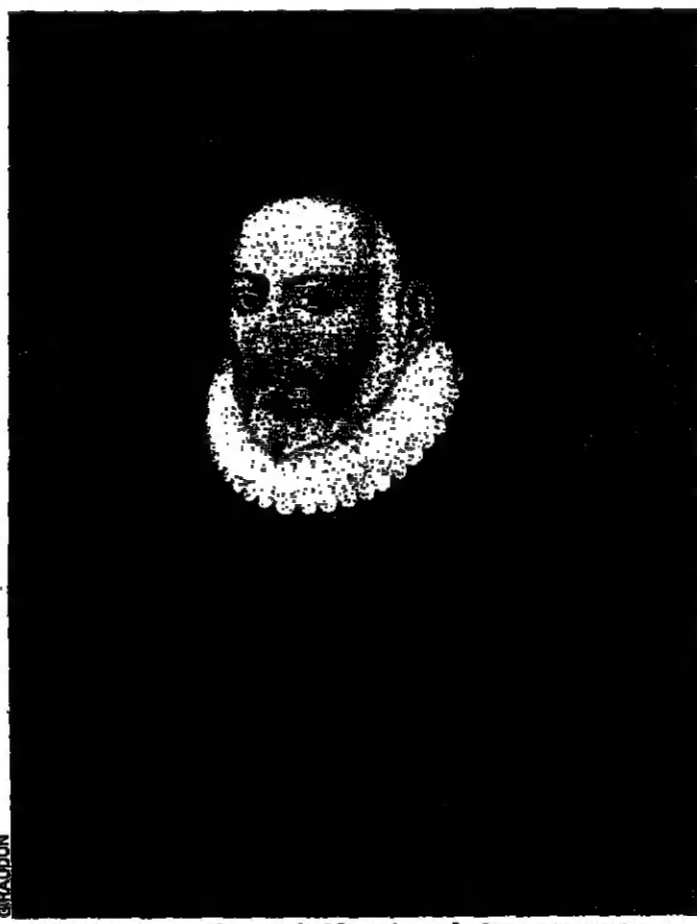
Et s'il s'affirme chrétien, c'est parce qu'il n'est dans un pays qui l'est et qu'il vaut mieux, dans ce domaine comme dans les autres, suivre la coutume plutôt que de perdre son énergie et son repos à défendre des points de vue qui, pour être différents, n'en sont pas moins instables, relatifs et généraux de violence et de malheur. « *L'affirmation et l'opinion sont signes d'effort de bête* ». Ce qu'on nomme la tolérance de Montaigne est d'abord un refus de l'arrogance de la certitude : « *La parole est moitié à celui qui la parle, moitié à celui qui l'écoute* ».

Tout nous échappe, rien ne nous appartient, même nos mots. Et la seule certitude qui subsiste dans la rhapsodie endiablée des *Essais* est celle de la mort et des mille et une vaines ruses que nous employons, toutes philosophies confondues, pour l'apprivoiser. Plus encore que sceptique, dans le sens le plus radical, la pensée de Montaigne est tragique. C'est celle qui décrit un homme désuni, incertain, déchiré, sans boussole, dans un monde lui-même infiniment divers et qui, avec ces pauvres instruments mal réglés que sont son corps et son esprit, sa mémoire et son imagination, essaie de « *joindre loyalement son être* », dans la lucidité et dans la gaieté.

Tragique et gai, voilà Montaigne que Nietzsche ne pouvait qu'aimer : « *Qu'en tel homme ait écrit, vraiment la joie de vivre sur terre en a été augmentée* ».

Ouvrages utilisés

Montaigne : *Essais*, éd. P. Villey, revue par V.-L. Saulnier, PUF, réédition « Quadrige », 1978, trois volumes.
La Boétie : *Œuvres complètes*, introduction, bibliographie et notes par Louis Desgraves, éd. William Blake and Co, Bordeaux, 230 et 260 p., 300 F les deux volumes.
Michel Butor : *Essai sur les Essais*, Gallimard, 1968, nouvelle édition en « NRF-Essais » en 1988.
Jean Starobinski : *Montaigne en mouvement*, Gallimard, 1982.
Madeleine Lazard : *Michel de Montaigne*, Fayard, 1992, 430 p., 150 F.
Marie-Luce Demonet : *Michel de Montaigne, les Essais*, PUF, 1985.
Antoine Compagnon : *La Seconde Main ou le travail de la citation*, Seuil, 1979.



Michel Eyquem, seigneur de Montaigne, à cinquante-quatre ans.

Un voyageur secret

gile et Plutarque, mais aussi « un livre de Chine, le caractère sauvage, les feuilles de certaine matière beaucoup plus tendre et pellicule que notre papier ».

Il regarde l'écriture de saint Thomas d'Aquin, laquelle lui inspire un commentaire pas précisément modeste : « *Il écrivait mal, une petite lettre pire que la nôtre* ». Bref, les *Essais* seront peut-être là, un jour, en sécurité (ailleurs, rien n'est sûr). Bien qu'on lui fasse gentiment remarquer que certains mots ou certaines propositions de son livre pourraient être corrigés, rien de grave : des objections pour la forme, c'est la règle du jeu, aucune condamnation, et même des encouragements à continuer.

Faire le sage

La superstition ? Certes, elle pulule (voile de Véronique ; fer de lance de la crucifixion conservé dans une boule de cristal ; foudres énormes, la nuit, avec des flambeaux ; bagelats plus ou moins payés pour s'échapper dans l'allégresse), mais, comme c'est étrange, Montaigne, oui, Montaigne, n'a pas l'air autrement troublé. On est loin de la crise nerveuse de Luther, et, d'ailleurs, le sac de Rome, en 1527, avec irruption de soudards luthériens allant écorcher, avec la pointe de leurs épées, le nom de Luther sur les statues de Raphaël, doit être encore dans toutes les mémoires (2).

Voyez, en revanche, cette notation de *Le dimanche des Rameaux*, je trouvais

DEPUIS sa mort physique, en son château du Bordelais, le 13 septembre 1592, Michel de Montaigne n'a pas cessé de survivre aux tentatives de meurtre dont il était l'objet. On a commencé par le piller, dès la fin du seizième siècle, en dépeçant ses *Essais* pour en tirer ici des histoires, là des leçons, des maximes et des sentences. Puis, le livre étant ainsi démembré, la savante marquerie du texte détruite, il a été facile de faire servir Montaigne aux arguments idéologiques de tel ou tel camp.

Montaigne, selon les époques et leurs querelles, a ainsi été utilisé, qu'il comparaisse comme témoin à charge ou à décharge, par les catholiques et par les protestants, par les jansénistes — Pascal en tête, qui l'admirement compris et injustement traité — et par les jésuites, par les libertins et par les mystiques, par les classiques et par les modernes, par les croyants et par les athées, chacun tirant, à coups de citations et de réécritures, la couverture de son côté.

Puis, à partir de la fin du dix-neuvième siècle, avec la République laïque et universitaire, Montaigne, stérilisé en « classique national », a connu, à travers les programmes et les manuels scolaires, sa défiguration la plus affligeante, celle qui risque encore de dominer les célébrations du quatrième centenaire de sa mort, celle de « l'ami Montaigne » : le bon et aimable compagnon de route, le benoît professeur de morale, le guide bienveillant dans lequel on puise pour atténuer les fautes et les passions de la jeunesse, adoucir les brutalités de l'âge mûr et préparer sa vieillesse à la mort.

Les *Essais* doivent figurer dans toute bonne bibliothèque familiale, coïncidant quelque part entre le Larousse médical, l'Encyclopédie universalis et le guide Villemot du jardinage. Montaigne soigne les bobos de l'âme et apprend « l'humble héroïsme du quotidien ».

Un immense chagrin amoureux

On comprend que les jeunes lecteurs à qui l'on propose cette image « épopée » se détournent de Montaigne et de son livre de sagesse. C'est pourtant d'un coup de foudre et d'un immense chagrin amoureux que sont nés les *Essais*. En 1558, Michel Eyquem, fils de Pierre Eyquem, seigneur de Montaigne, entre au parlement de Bordeaux. Il a vingt-quatre ans, il a fait de solides études au collège de Guyenne, à la faculté des arts de Bordeaux et, sans doute, à la faculté de droit de Toulouse avant d'entrer dans la magistrature et d'être conseiller à la cour des aides de Périgueux. Il étouffe surtout par son exceptionnelle connaissance du latin que son père lui a fait apprendre, avant même le français, en obligeant sa maison à ne parler devant lui que cette langue.

Au parlement de Bordeaux, Montaigne fait la connaissance d'un autre jeune conseiller, de trois ans son aîné, Etienne de La Boétie. Il le connaît déjà de réputation et il a lu l'essai, géral, que La Boétie, à moins de vingt ans, a écrit sous le titre de *Discours sur la servitude volontaire*. Une réflexion dont la vigueur et la modernité nous étonnent encore et qui met en évidence le paradoxe inouï du politique, le scandale social par excellence : comment les hommes abandonnent-ils volontairement, librement, leur liberté au profit d'un pouvoir qui, quelle que soit sa nature, devient leur maître ? Pourquoi choisissons-nous d'être esclaves alors qu'il suffirait aux peuples de dire « non » ? Au reste, La Boétie, dont Montaigne dira qu'il était l'homme le plus extraordinaire de son temps, étouffe par l'ampleur, la diversité et la précocité de ses dons : juriste, politique, négociateur, poète, traducteur du latin, humaniste érudit, helléniste, philologue, administrateur, il est aussi chargé par Michel de L'Hôpital de trouver un terrain d'entente entre catholiques et protestants dans la guerre civile qui déchire la France.

Entre Montaigne et lui, c'est une amitié que les *Essais* rendront légendaire, mais dont aucune explication n'épuise la puissance et la passion : « *Force que c'était lui, parce que c'était moi* », dit Montaigne. C'est tout, en effet. Un don de l'un à l'autre, une « confusion de

volontés » et sans doute aussi, comme le montre Jean Starobinski dans son *Montaigne en mouvement*, un échange des images entre les deux jeunes gens, chacun servant à l'autre de miroir dans lequel il peut contempler son vrai visage.

En 1563, le miroir se brise. La Boétie meurt, à trente-trois ans, après une brève maladie. Dans une lettre à son père, qu'il publiera beaucoup plus tard, Montaigne raconte l'agonie de son ami. Dans ce récit, un passage étrange, des mots prononcés dans une semi-conscience mais qui vont orienter la vie de Montaigne : « *Lors entre autres choses, il se prit à me prier et reprier avec une extrême affection de lui donner une place : de sorte que j'eus peur que son jugement fut ébranlé. Même que lui ayant bien doucement remontré qu'il se laissait emporter au mal, et que ces mots n'étaient pas d'un homme bien raisonnable, il ne se rendit point au premier coup et redoubla encore plus fort : « Mon frère, mon frère, me refusez-vous donc une place ? » Jusqu'à ce qu'il me contraignit de le convaincre par raison, et de lui dire que puisqu'il respirait et parlait, et qu'il avait un corps, il avait par conséquent son lieu. « Votre, votre, me répondit-il, j'en ai, mais ce n'est pas celui qu'il me faut : et puis quand tout est dit, je n'ai plus d'être ».*

Montaigne va entreprendre de donner sa place à son ami mort, de lui rendre son être, de remplir le vide creusé par sa disparition. Il s'agit moins d'un geste de pitié sociale que du besoin vital de se retrouver un sens, de récupérer une image vraie de lui-même. Les *Essais* vont occuper la place vide, le livre remplacera l'ami disparu, le miroir brisé. Les *Essais* vont tenter d'éloigner le deuil en l'écrivant : « *Si je compare tout le reste de ma vie, quelque avec la grâce de Dieu je l'ai passée douce, aisée et, sauf la perte d'un tel ami, exempte d'affliction pesante (...), si je la compare, dis-je, toute aux quatre années qu'il m'a été dénué de la jouissance de la douce compagnie et société de ce personnage, ce n'est qu'une nuit obscure et ennuyeuse* ».

Montaigne écrit cela plus de dix ans après la mort de La Boétie. Le travail du deuil est lent, jamais achevé. Mais Montaigne, après son mariage, après la mort de son père et une traduction française du théologien catalan Raymond Sebond, réigne son office au parlement de Bordeaux et, le jour de ses trente-

Suite de la page 23

Montaigne, tout « colérique » qu'il soit, nous dit qu'il peut rester à cheval jusqu'à huit ou dix heures. « *La vie est un mouvement matériel et corporel, action imparfaite de sa propre essence, et déréglée ; je m'emploie à la servir selon elle* ». Soit. Mais si, finalement, l'Italie, y compris le pape, est préférable à tout, c'est qu'on peut s'y arrêter n'importe où au milieu de jardins, de fontaines, de jets d'eau, de grottes fleuries, et que Rome, « *ville réplète* », fait que chaque étranger se sent chez soi.

Contrairement à l'idée reçue, Rome est un lieu d'ouverture, et les jésuites sont « *une pépinière de grands hommes de toutes sortes de grandeur* ». C'est le mélange qui compte : les prostituées abondent en même temps que les processions, les bénédictions, les excommunications. On peut tout voir à Rome. Le 28 janvier 1581, le secrétaire de Montaigne note : « *Il est la collige, ce qui ne l'empêche de ses actions ordinaires, et fit une pierre assez grosse, et d'autres molindres* ». Et le 30 : « *Il fut voir la plus ancienne cérémonie de religion qui soit parmi les hommes, et la considère fort attentivement et avec une grande commodité : c'est la circoncision des Juifs* » (suit une description dont la minutie et la neutralité ont de quoi étonner, aujourd'hui encore).

Là-dessus, Montaigne croise Ivan IV (le Terrible) qui se trouve à en ambassade (ici, dans le film, on peut faire intervenir Eisenstein). Après quoi, il va visiter la bibliothèque du Vatican et vérifier qu'on y trouve bien Sénèque, Vir-

Temps de crise

Le monde des livres

Les doubles

Le monde des livres

هكذا من لامل



« A pièces décousues »

par Roger Chartier

DE trois commerces : l'amitié des hommes, l'amour des femmes, la fréquentation des livres. C'est sur ce qui oppose ces trois commerces qu'est bâti le troisième chapitre du Livre III des *Essais*, rédigé sans doute en 1586 et publié en 1588 dans l'édition parisiennaise d'Abel L'Angelier, annoncée, à la page de titre, comme une cinquième édition, augmentée d'un troisième livre et de six cents additions aux deux premiers. Les deux premiers commerces « sont fortuits et dépendants d'autrui. L'un est ennuyeux par sa rareté ; l'autre se flétrit avec l'âge ; ainsi ils n'ont pas assez prouvé au besoin de ma vie ». Le troisième, lui, « est bien plus sûr et plus à nous. Il cède aux premiers les autres avantages, mais il a pour sa part la constance et la facilité de son service. Celui-ci côtoie tout mon cours et m'assiste partout. Il me console en la vieillesse et en la solitude (1) ».

Lorsqu'il écrit ces lignes, Montaigne s'est retiré depuis quinze années en son château, après avoir vendu, en juillet 1570, sa charge de conseiller au parlement de Bordeaux. Il a fait peindre sur les murs de sa « librairie » une inscription latine qui se lit ainsi : « L'en du Christ 1571, à trente-huit ans, la veille des calendes de mars, anniversaire de sa naissance, Michel de Montaigne, dégoûté depuis longtemps déjà de l'esclavage du parlement et des charges publiques, s'est retiré, encore en possession de ses forces, dans le sein des doctes vierges où, dans le calme et la sécurité, il passera le peu de temps qui lui reste d'une vie déjà en grande partie révolue. Espérant que le destin lui accordera de parfaire cette habitation, douce retraite ancestrale, il l'a consacrée à sa liberté (libertas), à sa tranquillité (tranquillitas) et à ses loisirs (otium) (2) ».

Dans une longue addition manuscrite portée sur un exemplaire de l'édition de 1688 (dit « exemplaire de Bordeaux »), Montaigne décrit sa bibliothèque, cette retraite dans la retraite où, dit-il, « je passe la plupart des heures du jour ». Séparée du corps de logis principal par la cour qu'il faut traverser, installée au troisième étage de la tour d'angle du château, au-dessus de la chapelle et d'une chambre, « où je me couche souvent, pour être seul », la librairie est le lieu du refuge : « Ma maison est juchée sur un tertre, comme dit son nom, et n'a point de pièce plus éminente que celle-ci ; qui me plaît d'être un peu pénible et à l'écart, tant pour le fruit de l'exercice que pour reculer de moi la presse ».

Le monde qui l'entoure

Mais retraite ne signifie pas réclusion. Dans sa bibliothèque, Montaigne peut voir sans être vu et maîtriser par le regard le monde qui l'entoure. Maîtrise de la maison et de ses gens : « Chez moi, je me détourne un peu plus souvent à ma librairie, d'où tout d'une main je commande à mon ménage. Je suis sur l'entrée et vois sous moi mon jardin, ma basse-cour, ma cour, et dans la plupart des membres de ma maison. » Maîtrise de la nature proche puisque la librairie « a trois vues de riche et libre prospect ». Maîtrise des sagesse renfermées dans le millier de livres qu'il possède, saisis d'un seul coup d'œil : « La figure en est ronde et n'a de plat que ce qu'il faut à ma table et à mon siège, et vient m'offrir en sa courbure, d'une vue, tous mes livres, rangés à cinq degrés tout à l'environ. » D'une vue, également, Montaigne peut parcourir les sentences grecques et latines (extraites, en leur majorité, de la Bible, de Sextus Empiricus et de Stobée) qu'il a fait peindre, vraisemblablement en 1575 ou 1576 pour leur dernier état, sur les poutres et les solives du plafond de sa librairie.

« C'est là mon siège. J'essaie à m'en rendre la domination pure, et à soustraire ce seul coin à la communauté et conjugale, et

filiale, et civile. » Les heures passées dans la compagnie des livres assurent un double écart : par rapport aux obligations civiles, aux contraintes publiques, aux affaires de la cité ; par rapport aux devoirs familiaux et aux sociabilités domestiques. Elles permettent ainsi le seul commerce qui vaut vraiment, celui que l'on entretient avec soi-même. Le monde, présent à portée de regard ou de lecture, n'en est pas oublié pour autant. Tout au contraire, même, puisque plus haut, dans son texte, Montaigne déclare : « La solitude locale, à dire vérité, m'étend plutôt et m'élargit au dehors ; je me jette aux affaires d'Etat et à l'univers plus volontiers quand je suis seul ».

En plusieurs moments des *Essais*, Montaigne se donne à voir comme lecteur. Dans le chapitre « De trois commerces », il insiste sur la liberté de sa pratique : « Je feuillette à cette heure un livre, à cette heure un autre, sans ordre et sans dessein, à pièces décousues ; tantôt je rêve, tantôt j'engage et dicte, en me promenant, mes songes que voici. » (« Et dicte » : on notera que la présence d'un secrétaire, écrivant sous la dictée, ne détruit pas la solitude de la retraite.) Dans le chapitre « Des livres » (chap. 10 du livre II, rédigé entre 1578 et 1580), il avoue ne guère chercher à résoudre les difficultés de compréhension : « Les difficultés, si j'en rencontre en lisant, je n'en range pas mes angles ; je les laisse là, après leur avoir fait une charge ou deux. » Sa lecture se laisse rapidement et ne s'embarrasse pas des peines de l'étude : « Ils ont tous deux [Plutarque et Sénèque] cette notable commodité pour mon humeur que la science que j'y cherche y est traitée à pièces décousues, qui ne demandent pas l'obligation d'un long travail, de quoi je suis incapable. »

La connaissance du moi

Une telle manière de lire s'oppose, comme terme à terme, à celle des humanistes érudits. Elle rompt avec le modèle de l'école, qui impose glosses érudites et digressions encyclopédiques, et répugne à la longue et difficile ascèse intellectuelle qu'exigent le commentaire et la comparaison des textes. « Jouet et passe-temps », elle ne connaît ni les règles strictes ni les méthodes codifiées de la lecture savante, bien symbolisées par deux objets du temps : la robe à livres, qui permet de tenir ouverts plusieurs livres à la fois et, ainsi, de confronter et extraire les passages tenus pour essentiels ; le cahier de lieux communs qui rassemble, sous diverses rubriques, citations, exemples et faits.

Même si les premiers *Essais* ont une structure qui les rapproche des compilations directement issues des cahiers de lieux communs (ou des recueils imprimés qui réunissent commodément sentences et apophtegmes), la manière de lire de leur auteur s'écarte grandement des habitudes lettrées de son temps : telles que, par exemple, les recommandations et pratiques Jean Bodin. Dans « Des livres », Montaigne indique sa façon de garder mémoire des lectures faites : « J'ai pris en coutume, depuis quelque temps, d'ajouter au bout de chaque livre (je ne dis de ceux desquels je ne me veux servir qu'une fois) le temps auquel j'ai achevé de le lire et le jugement que j'en ai retiré en gros, afin que cela me représente au moins l'air et l'idée générale que j'aurais conçue de l'auteur en le lisant. » De fait, de telles « annotations » se rencontrent assez souvent sur les livres ayant appartenu à Montaigne, et il recopie trois d'entre elles (concernant Guichardin, Commynes et du Bellay) dans ce chapitre des *Essais*.

Se démarque est donc très différente de celle qui fait dépendre la composition d'une œuvre de la constitution préalable d'un répertoire de lieux communs, organisé par sujets, dans lequel on peut puiser avec ordre et dessein. Montaigne, qui dit ne pas avoir de « garde-robes » pour les sentences

qu'il relève dans les livres qu'il a lus (Liv. I, chap. 25), ne compile que parce qu'il a entamé la composition (et la publication) de son ouvrage : « Je n'ai aucunement étudié pour faire un livre ; mais j'ai aucunement étudié pour ce que je l'aurais fait, si c'est aucunement étudié qu'effleurer et pincer par la tête ou par les pieds tantôt un auteur, tantôt un autre ; nullement pour former mes opinions ; qui (mais certes) pour les assister pleins (depuis longtemps) formés, seconder et servir » (Liv. XI, chap. 18). Ce sont les marges des exemplaires imprimés des *Essais*, et non pas des cahiers de lieux communs, qui

tionnelle pour l'époque, la fréquentation des livres est liée non pas aux exigences de la connaissance érudite ou du service de l'Etat, mais aux valeurs et aux gestes de l'intimité : libertas, tranquillitas, otium.

Les premiers lecteurs des *Essais* ont été déconcertés par une manière de composer, donc de lire, étrangère aux habitudes lettrées (4). Étienne Pasquier, par exemple, demande pour le livre un index per locos communes. Montaigne avait perçu le risque que faisait courir à son livre, « le seul livre au monde de son espèce, d'un dessin farouche et extravagant » (Liv. XI, chap. 8), les vieilles habitudes d'une lecture tout occupée à nourrir les nomen-

par Georges Balandier

MONTAIGNE, tout occupé qu'il soit de chercher en lui « la forme entière de l'humaine nature », reste un homme dans le monde. Il appartient à une époque qui brise les enfermements, se tourne vers l'extérieur, multiplie les ouvertures en redécouvrant l'Antiquité et en tirant enseignement des découvertes révélatrices de la diversité des sociétés et des mœurs. C'est le temps où historiens, voyageurs et moralistes recueillent avec une sorte de fringale les exemples d'usages déconcertants, les illustrations des manières exotiques ; ils entreprennent la collecte brouillonne

Le faux reclus

En 1580 et 1581, Montaigne effectue ce voyage qui le conduit en Suisse, en Allemagne et en Italie, sous le prétexte de visiter les stations thermales et de trouver remède à la gravelle qui le tourmente (voir l'article de Philippe Sollers). Mais la raison principale est de satisfaire sa curiosité par l'observation directe. Il se comporte à la façon d'un ethnologue sur le terrain et, comme celui-ci, il tient le journal de l'enquête. Il s'agit non pas seulement de la lecture des *Essais*, mais aussi la méthode, qui conjugue l'accès à l'intimité de l'autre à l'accès à la connaissance de soi. Avec une liberté d'autant plus grande que le texte n'était pas destiné à un usage public, Montaigne s'y révèle curieux de l'homme sous tous ses aspects et dans toutes ses activités. Il se livre à une sorte d'ethnologie ouverte où la vie ordinaire reçoit une large place, qu'il s'agisse des travaux et du cours des jours ou des croyances et des pratiques codifiées par la coutume. Il accumule et associe librement ses observations, tout en restant constamment présent. Sa façon préfigure celle des ethnologues actuels lorsqu'ils sont aussi écrivains, comme le montre l'œuvre de Michel Leiris où le Journal du terrain complète le Journal intime. Dans les deux cas, l'indiscrétion apparente se transforme en connaissance plus vraie.

Ainsi se définit une ambition scientifique, une volonté de savoir que Montaigne concrétise déjà par l'engagement d'étudier l'homme dans toute son histoire et dans tous ses lieux. Il annonce une anthropologie qui prendra forme au dix-huitième siècle. Il trace la voie, il prépare à une exploration des sociétés et des cultures qui déjoue toutes les illusions et accorde un crédit entier à l'expérience. Dans les *Essais* où il traite de la coutume, il invite à forcer les barrières que celle-ci impose et oppose ; il commande d'observer, de constater, avant de juger, de relativiser les appréciations. Il dénonce l'erreur commune de s'en tenir à ses usages, d'en faire la juste mesure de toute chose ; il insiste sur les méfaits de ce qui est aujourd'hui qualifié de socio-centrisme. Il sait que toute coutume comporte une part d'arbitraire, et que la pente conduit à trouver en celle de l'autre la preuve de sa « barbarie ».

La « détournement » anthropologique

L'essai intitulé « Des canibales », l'un des plus commentés, pourrait être la leçon première de l'enseignement de l'anthropologie. Montaigne recommande de s'en tenir surtout à un véritable témoignage — celui de l'homme simple — et non celui des fins gens qui glosent et ne « représentent jamais les choses pures ». Il insiste avec provocation, ailleurs, lorsqu'il dit apprendre autant de l'observation des paysans au village que des enseignements transmis par César en ses écrits. Il accorde même l'avantage à la première, car elle peut être répétée, contrôlée, toute son attitude intellectuelle l'incite à faire confiance à la seule expérience. De celle-ci, il attend à la fois une connaissance de la diversité humaine et la mise à l'épreuve d'une méthode capable de maîtriser cette diversité, en la soumettant aux exigences de la pensée positive. Celle qui reconnaît la seule autorité des faits et refuse d'accorder un privilège à la raison détachée, isolée dans une doctrine close.

Montaigne pratiquait ce qui est maintenant présenté comme le « détournement » anthropologique, une façon de placer sous l'éclairage des différences notre propre univers et nos propres problèmes. Il oppose les « lois naturelles » qui gouvernent les « barbares » aux « règles de la raison » dont les civilisés se réclament sans toujours leur obéir. Il fait de la comparaison un usage critique, en révélant la part de « barbarie » cachée derrière l'écran de la civilisation. Le temps de Montaigne était celui d'une grande mutation, le nôtre l'est également et il est porteur de grands risques. En ce sens aussi, la leçon des *Essais* redonne vie, et sa naïveté calculée peut encore bousculer les illusions volontaires ou passivement subies.



reçoivent les citations et les additions qui viennent compléter la « proposition » de la première rédaction (3). « La plupart des esprits ont besoin de matière étrangère pour se dégoûter et exercer ; le mien en a besoin pour se rassoir plutôt et séjourner (...) car son plus laborieux et principal étude, c'est s'étudier à soi. Les livres sont pour lui du genre des occupations qui le débouchent de son étude » (« De trois commerces »). La lecture n'est pas la condition de l'étude, tout au contraire, elle la débouche. On ne peut dire plus fortement l'écart qui sépare celui qui accumule les savoirs sur les choses et celui qui se voue à la seule connaissance qu'il importe : celle du moi.

Une nouvelle manière de lire

Pour les humanistes, de Pic de la Mirandole à John Dee, mais aussi pour les grands rois, serviteurs du prince, la bibliothèque n'est pas un havre retiré et abstrait. Ouvertes aux savants et aux administrateurs, lieux d'étude, d'expérimentations et de débats, portées par un dessein encyclopédique, leurs collections sont mises au service d'une fin commune, dans l'ordre du savoir ou dans celui du gouvernement. Elles n'ont rien de la retraite que représente la rhétorique de la solitude maniée par Montaigne. Dans les *Essais*, peut-être de façon excep-

(1) Nous citons les *Essais* dans l'édition de Pierre Villey, Paris, 1930, rééd. Paris, Quadrige/PUF, 1988. Nous avons choisi de moderniser l'orthographe.

(2) Traduction de Madeleine Lazard, Michel de Montaigne, Paris, Fayard, 1992, p. 163.

(3) Voir la très belle étude de François Goyet, « A propos de ces passages de lieux communs » (le rôle des notes de lecture dans la genèse des *Essais*), *Bulletin de la Société des Amis de Montaigne*, n° 5-6, 1986, pp. 11-26, et n° 7-8, 1987, pp. 9-30.

(4) Notre connaissance de la lecture savante à la Renaissance est aujourd'hui profondément renouvelée par les travaux (pour partie encore inédits) d'Anthony Grafton, Lisa Jardine, Ana Blaz (sur Bodin) et William H. Sherman (sur John Dee).

LE PLAISIR D'ECRIRE LE DROIT D'ETRE LU

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES ou LIBRAIRIES. LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION. LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à LA PENSÉE UNIVERSELLE

115 boulevard RICHARD LENOX 75014 PARIS CEDEX 11 Tél. (1) 43 67 74 71

Courrier diffusé par l'Etat. 90 % de la loi de 1980 sur la propriété intellectuelle.

reclus

En 1989, l'éditeur de la collection "L'Essai" de la Bibliothèque de la Pléiade a publié une édition de la *Confession* de Montaigne. Cette édition, qui est la première depuis la parution de la *Confession* de Montaigne en 1964, est une véritable œuvre de restauration. Elle est basée sur la dernière édition de la *Confession* de Montaigne, celle de 1964, qui est la plus complète et la plus précise. Elle est également la seule édition de la *Confession* de Montaigne qui soit basée sur la dernière édition de la *Confession* de Montaigne, celle de 1964, qui est la plus complète et la plus précise.

La *Confession* de Montaigne est une œuvre majeure de la littérature française. Elle est une véritable œuvre de restauration. Elle est basée sur la dernière édition de la *Confession* de Montaigne, celle de 1964, qui est la plus complète et la plus précise. Elle est également la seule édition de la *Confession* de Montaigne qui soit basée sur la dernière édition de la *Confession* de Montaigne, celle de 1964, qui est la plus complète et la plus précise.

Course d'essai

Les écrits de ce campagnard avaient le goût et les couleurs de l'adolescence. Nos premières leçons de littérature française commencent avec lui. *Chaque homme, dit-il, porte la forme entière de l'humaine condition.* Quelle merveille ! Nous serions à la fois de la robe médiévale et des obscurités de l'enfance. D'après Elie Faure, *Michel Eyquem, seigneur de Montaigne*, [était] le premier homme libre qui ait paru en Occident. Ayant décidé de « peindre » ce qu'il appelait ses « cogitations », il ouvrait une voie royale pour Descartes et son illustre *cogito*. L'adolescence aime les aventures. Elle est heureuse de savoir comment se transmettent les beaux héritages.

Nous admirons les débuts à la fois intrépides et modestes de Montaigne. *C'est moi que je peins.* (...) *Je suis moi-même la matière de mon livre*, écrivait-il. Mais il nous prévenait qu'il n'avait aucun souci de sa propre « gloire ». Il ne chercherait pas à nous séduire. Il voulait seulement se montrer sous son aspect le plus « naturel » et le plus « ordinaire ». Il s'était détourné du monde à trente-huit ans. Il avait fait retraite dans une tour de son château, parmi ses livres. Depuis lors, il avait consacré la majeure partie de son existence à « parler au papier », comme il le disait. Avec lui, nous apprenions le vieux sens du mot « librairie », et nous comprenions davantage ce que recouvrait le mot « loisir ». Montaigne avait une sorte de nonchalance ou d'insouciance qui nous charmait. Selon Sainte-Beuve, il prouvait que la paresse pouvait être très affairée. *Mon métier et mon art, c'est vivre*, déclarait-il. Et sa fameuse maladie de la pierre ne l'empêchait pas de savourer les moindres plaisirs de l'existence.

C'était notre parent de province le plus aimable. Découvrant que nous avions là-bas, en

LE MONDE DES LIVRES MONTAIGNE

L'invention de l'intimité

par Hector Bianciotti

POUR Albert Thibaudet — grand lecteur s'il en fut, et dont les analyses continuent d'éclairer tant d'ouvrages — c'est avec les *Essais* que la littérature française « prend la conscience et assume le rôle d'une littérature d'idées ». A l'opposé, Virginia Woolf observe que l'art de parler de soi au fil de ses caprices, « en donnant le tracé, la densité, la couleur et la circonférence de l'âme dans sa confusion, ses mystères, ses imperfections », n'appartient qu'à un seul homme : Montaigne.

Rousseau a beau s'écrier — deux siècles après notre Bordelais — que ses *Confessions* sont « le seul portrait d'homme peint exactement d'après nature qui existe et qui, sans doute, existera jamais », il n'en reste pas moins que l'inventeur — ou le découvreur — de l'intimité dans l'histoire des lettres demeure, de façon indéfectible, le voyageur et magistrat qui, dans sa bibliothèque de mille volumes, tenait, pour le principal, à expliquer son cœur et le degré de confiance à avoir dans les sentiments ; qui s'étudia lui-même de préférence à un autre sujet — « c'est ma métaphysique, c'est ma physique », ne se trouvant pas toujours, au demeurant, là où il se cherchait. Et qui, indifférent à l'opinion du monde, écrit, comme on lance un défi à la censure : « Ici, nous allons conformément et tout d'un train, mon livre et moi. Ailleurs, on peut recommander et accuser l'ouvrage à part l'ouvrier ; ici, non : Qui touche l'un, touche l'autre. » (Vers la fin du dix-neuvième siècle, Walt Whitman reprend l'idée, ou retrouve en lui-même un sentiment identique d'unicité : « Ceci n'est pas un livre ; celui qui le touche, touche un homme. »)

Le Moi, premier auditeur de la parole intérieure, laquelle pose davantage de questions qu'elle ne fournit de réponses, acquiert, chez Montaigne, le droit de déployer ses virtualités, — ce Moi plus ou moins circonscrit par l'habitude, et que l'on ne cesse d'inventer pour lui attribuer

toutes les modulations de l'être et de la vie aveugle entre ses bornes, dont la conscience à la perception sans en avoir la maîtrise ; ce Moi, enfin, qui se prêche à soi toute son attention, se modifie et se multiplie, et, tour à tour, se ressent de différentes manières, soumis qu'il est aux fluctuations de la mémoire et aux essaims bourdonnants de l'imagination.

« Une entrée de comédiens »

Valéry, qui n'aimait guère les *Essais*, mais qui a tant scruté le Moi, note avec justesse à propos de celui-ci : « Une entrée de comédiens. Montaigne les annonce. » C'est qu'il arrive un moment où celui qui explore avec minutie son âme et examine le fonctionnement de la pensée, qui, elle-même, se pense, finit par se perdre de vue — « laisse avec sa robe son rôle », — et, arrivé à une certaine profondeur, trouve en soi ce que tous les hommes partagent : les mêmes craintes, les mêmes désirs, les mêmes nostalgies du paradis, les mêmes perplexités, la même alternance d'obéissance et de révolte en regard des lois de l'espèce.

Ainsi, Montaigne, en n'aspirant qu'à sa propre peinture, ne met pas longtemps à comprendre que « le revers de la vérité a cent mille figures et un champ indéfini » ; et que, à l'examen des angoisses d'autrui, l'angoisse le gagne, se substituant à ses propres sentiments : « J'en saisis le sentiment que l'homme. Fessiez de chausser son âme à son blais. »

De sorte que celui qui, ailleurs, affirme que jamais homme ne traita plus à fond un sujet que lui le sien — « En celui-là le suis le plus avant des hommes qui vivent » — découvre que « la dissimilitude s'ingère d'elle-même en [nos] ouvrages » et que « nul art peut arriver à la similitude » ; il a égaré son Moi — la chose singulière, unique, — à lui seul, dans son cas, toute une culture où revit le vaste passé, avec sa mar-

queterie de métaphores, d'analogies, de sentences, pour exhumier de son tréfonds... une foule de comédiens au bord, sinon au cœur, de la fiction. Il a perdu sa propre image : « Lui seul [Etienne de La Boétie, l'ami mort dont l'âme se confondait avec la sienne « d'un mélange si universel » qu'elles s'effaçaient et ne retrouvaient plus « la couleur qui les avait jointes »] jouissait de ma vraie image et l'emportait... »

Que lui reste-t-il, dès lors ? Le corps, la seule « identité » — la seule raisonnable pour un homme qui a fait le tour de soi, ce labyrinthe mobile qui n'a pas de centre, « le corps [qui] arrête la légèreté de l'esprit », — le corps qui impose à celui-ci son empire, ses volontés masquées de faiblesses, et ses propres initiatives : « La main se porte souvent où nous ne l'envoyons pas. »

On a trop souvent taxé Montaigne d'égoïsme. Dans l'histoire des lettres, des voix continuent de s'élever, par intermittences, pour exiger de l'écrivain qu'il éclaire ses contemporains, en d'autres mots, qu'il « s'engage ». Montaigne, lui, savait déjà que le présent est peu propice à l'aventure littéraire ; il savait que celle-ci ne doit être entreprise qu'à travers l'expérience, à travers la mémoire, laquelle circule dans le corps, et de la tête aux pieds. Et que c'est par là-même que le lecteur risque de trouver la juste expression que ses obscures hantises exigent — ce qui est, au fond, le but principal d'un ouvrage, d'une page, d'un paragraphe, d'une ligne où les mots prennent un surcroît de sens, du fait qu'ils s'ajustent à une cadence qui rend la phrase comme indélébile, moi du baume au cœur, ou apporte un apaisement à la pensée.

C'est pourquoi on peut dire que Montaigne n'est pas seulement l'auteur d'une œuvre, mais d'une littérature : celle du théâtre de l'intimité, qui est le théâtre de tout un chacun — et où Shakespeare lui-même, dit-on, aurait trouvé son bien.

par François Boff

Dordogne, ce genre de cousin, nous étions impatients d'explorer les autres paysages de la littérature française. Montaigne semblait converser avec nous. Il parlait de tout et de rien. Des ombrelles que l'on voit en Italie, par exemple, et de la vie qu'il menait quand les journées étaient très chaudes. Il se montrait si familier que nous l'aurions appelé volontiers « Michel ». Et Pascal nous irritait avec son esprit de dénigrement et ses grands airs tourmentés. Il reprochait le « sot projet que Montaigne avait eu de se peindre ». De quoi se méfiait-il ? Sans doute voulait-il nous glacer le plaisir. Mais il n'y parviendrait pas...

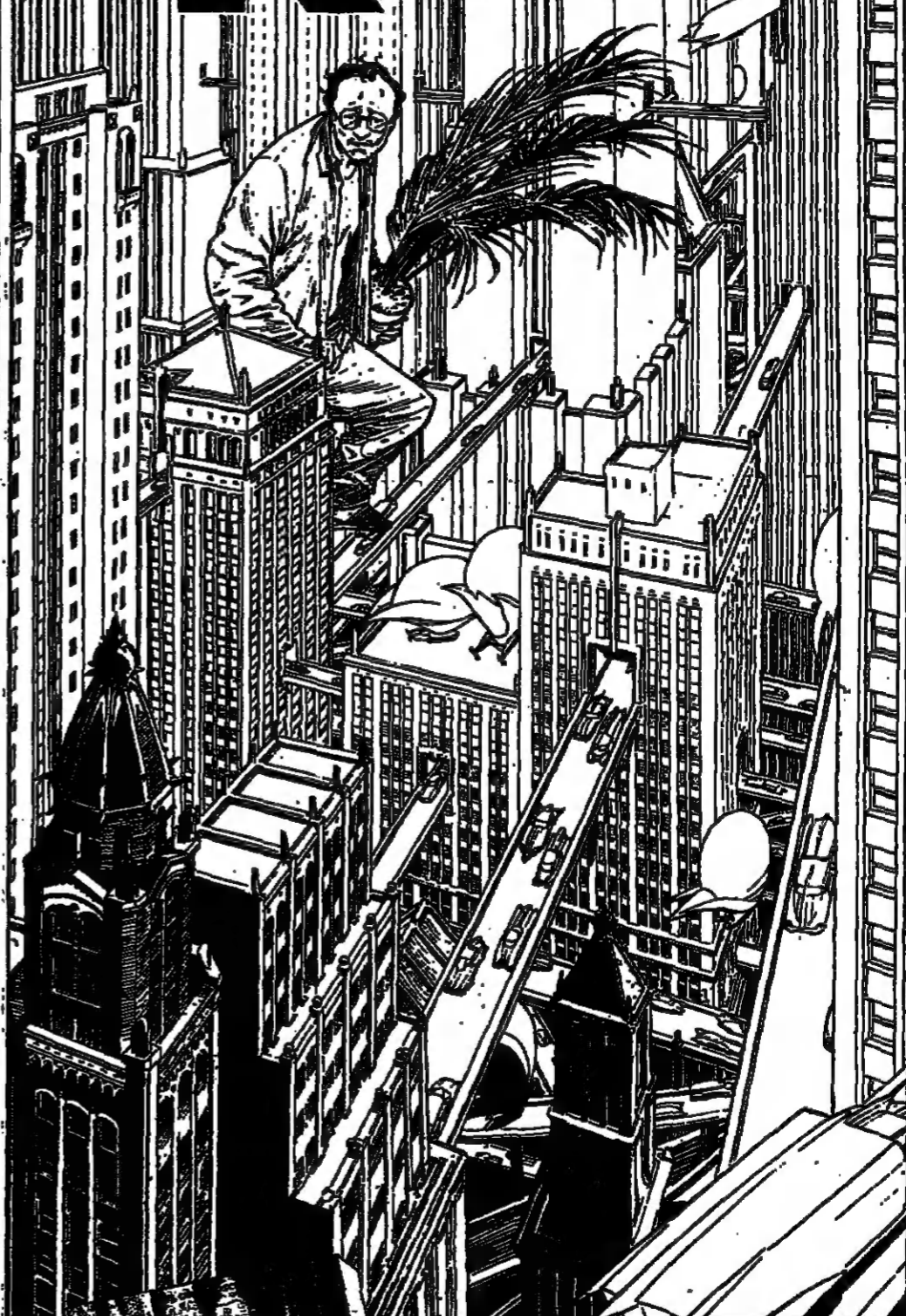
Comme les champions...

L'essai « à la française » est une de nos fiertés nationales, avec les vins du Médoc, la cathédrale de Reims et les prairies normandes. C'est Montaigne qui a lancé le genre. Voici, disait-il, le « registre des essais de ma vie ». Il s'essayait à vivre de telle ou telle manière. Puis il s'essayait à écrire et à méditer sur l'usage qu'il avait fait de son existence. Il s'entraînait en quelque sorte, comme les champions qui multiplient les tours de piste... Les Allemands aiment les grandes compétitions, les 10 000 mètres métaphysiques et les vérités définitives, tandis que les Français préfèrent l'entraînement ou les courses d'essai. Montaigne essayait ses pensées, avec la liberté, les caprices ou les repentis que cela suppose. Il s'établissait que des vérités provisoires, susceptibles d'être démenties le jour où l'instant d'après, « Je ne peins pas l'être, dis-je. Je peins le passage. » De là sa manière d'écrire, imprévisible et ondoïante. Ce qu'il appelait son « allure vagabonde »...

Les cités obscures

SCHUITEN PEETERS

BRÛSEL



Brûsel modernisée, Brûsel purifiée, Brûsel purgée de ses miasmes ! La quête obsessionnelle de ses dirigeants conduira-t-elle la cité à sa perte ? La nature, vaincue pour un temps, reprendra-t-elle sa place au cœur de la démesure des buildings évertués ? Brûsel paiera-t-elle le prix de sa folie ?

BRÛSEL : 128 F - Par Schuiten et Peeters

Déjà parus dans le cycle des cités obscures : La fièvre d'Urbicande - La tour - Les murailles de Samaris - La route d'Armilia - L'archiviste - Le Musée A. Desombres.

casterman

Le courage d'ignorer

par Roger-Pol Droit

MONTAIGNE styliste, cela va de soi : sa plume a cette sécheresse, qui incise le temps. Montaigne, le compagnon de vie, tous ses lecteurs le savent : mille expressions, un visage, sa présence à chaque instant renouvelée.

Mais d'où vient ce plaisir ? De la seule bonhomie d'un gentilhomme menant avec sagesse une vie à sa mesure ? Du fin mélange de candeur et de rugosité de ses phrases ? Cela ne suffit pas. C'est le philosophe en Montaigne qui « éjouit », c'est-à-dire nous met en joie. Parmi les grands, il est le plus singulier peut-être, l'un des plus difficiles sûrement. Sous des airs nonchalants, il constitue une limite et un tournant de la pensée européenne.

C'est d'abord le rôle de la philosophie que Montaigne bouleverse et même inverse : « La philosophie ne me semble jamais avoir si beau jeu que quand elle combat notre présomption et vanité, quand elle reconnaît de bonne foi son irresolution, sa faiblesse et son ignorance. » A l'amour du savoir et au rêve de le posséder, il substitue donc l'aveu d'ignorance. Que sais-je ? Peu, très peu, trois fois rien, des brouilleries. Et il en sera toujours ainsi. La pire des erreurs est de croire que nous puissions contempler la vérité, alors que « nous n'avons aucune communication à l'être ». Cette formule décisive se trouve à la fin de l'Apologie de Raymond Sebond (Essais II, 12), où se condense l'essentiel de sa démarche de rupture avec la tradition.

Le philosophe n'est plus celui qui nous contraint à tourner le regard vers les vérités éternelles. Il ne vient pas, comme Platon, nous arracher à l'obscurité pour nous exposer, au terme d'un chemin escarpé, à l'éclat d'abord insoutenable d'une lumière absolue. Au contraire, le voilà qui demeure assis à côté de nous, pour nous dire que nous tâtonnons toujours dans les fluctuations, les clairs-obscur de la pensée et du corps. Nous n'en saurons ni le premier pourquoi, ni le fin mot. Cessons de rêver : en aucun cas nous ne pourrions voir en dehors de notre regard.

Ne nous y trompons pas : c'est bien toute l'entreprise du savoir que Montaigne s'agit de remettre : notre raison ne peut nous donner accès à aucune certitude. « Il n'y a que les fols certains et résolu » (I, 26). Nul point fixe, aucun roc ni diamant ne nous extraira du flux incessant de nos pensées, mouvantes comme le sont les choses : « Et

nous, et notre jugement, et toutes choses mortelles vont coulant et roulant sans cesse. Ainsi, il ne se peut établir rien de certain de l'un à l'autre, et le jugement et le jugé étant en continuelle mutation et branle » (II-12).

Ce glissement fluide et ininterrompu de tout le cours du monde ruine, en fait, la métaphysique comme les sciences. Il évide toute idée de vérité, dissout sagesse et objet, ne laisse rien subsister. Au lieu de se laisser aller aux nostalgies douces, célébrant l'humanisme suave et le scepticisme tolérant, il faut voir d'abord combien Montaigne est décapant, exigeant et même radical. Il ne reste pas grand-chose, ni de l'Homme, ni de Dieu, après qu'il a passé - rien à savoir qui vaille, en tout cas. Cet homme si doux est dangereux à l'extrême. Ni Descartes ni Pascal ne s'y tromperont, eux qui tenteront après lui, pour une part contre lui, de rebâtir des digues ou des navires, d'aborder des terres fermes, d'assurer des repères.

Geste double

Si la philosophie ne trouve plus de vérités premières, quelle est sa tâche ? École d'incertitude, apprentissage de l'ignorance, constat de nos limites. Ses plus grands maîtres ne savent rien : « La plupart n'ont pris le visage de l'assurance que par contenance » (II-12). Ce qu'il nous enseigne avec le plus d'aplomb, dans le fond, ils n'y croient pas eux-mêmes : « Je ne me persuade pas aisément qu'Epicure, Platon et Pythagore nous aient donné pour argent comptant leur Atomes, leurs Idées et leurs Nombres : ils étaient trop clairvoyants pour établir leurs articles de foi de chose si incertaine et si débattable » (Ibid).

N'en concluons pas que les philosophes veuillent nous leurrer, ni que leurs tentatives soient entièrement vaines. Ils bâtissent des « fictions légitimes », des inventions qui ont une « plaisante et subtile apparence ». Du monde comme il est, nous ne saurons jamais rien. Mais ce n'est pas une raison pour renoncer à en construire, par plaisir comme par besoin, des modèles explicatifs plausibles et élégants, des interprétations neuves et astucieuses.

Tout Montaigne paraît tenir en ce geste double : d'un côté, une rupture franche avec les visées et les idéaux constitutifs, dans notre histoire, de la philosophie et, plus généralement, des sciences. Connaître est une entreprise

voquée à l'échec, de par la nature même de ce que nous sommes. L'idée de vérité est un piège, la certitude une déraison. L'ignorance seule est notre lot. Elle ne se trouve pas seulement au commencement de notre investigation, comme une incitation inaugurale ou un manque à combler. Elle est aussi « le bout » de nos quêtes. Nous ne parviendrons jamais à la supprimer : nos échafaudages les plus grandioses ne sont que de risibles carcasses destinées à périr.

Mais il convient d'aimer ces radeaux et de les faire aller tant qu'il est en notre pouvoir. Voilà l'autre côté : celui de la joie de chercher, sachant qu'il n'y a pas d'autre gain que le plaisir de juger. Sappant la présomption, jamais Montaigne ne renonce à exercer son jugement, à vivre, à jouir, et c'est évidemment pour lui tout un. Insuperable, notre ignorance n'est pas triste. Interminable, elle n'est pas décourageante.

Que la vie s'enlève sur fond de non-savoir, d'impuissance à connaître, d'impermanence de toute chose et de toute situation, ce ne sont pas là des motifs pour cesser de la trouver belle, de la vouloir saisir pleinement, de moment en moment, corps et âme, telle qu'elle est : fugitive, humble, superbe. L'homme livré à lui-même, nu, fragile, fini, est risible et dérisoire, mais nullement méprisable. « De nos malades, la plus saine sagesse c'est de mépriser notre être » (III, 13).

C'est pourquoi Montaigne est un philosophe de la joie. Il le dit en des termes qui seront, presque mot pour mot, ceux de Spinoza puis de Nietzsche - très proches de lui sur ce point, aussi dissemblables qu'ils soient par ailleurs. « Il faut tendre la joie mais retrancher autant qu'on peut la tristesse » (III, 9). Celle-ci est une « qualité toujours nuisible, toujours folle... toujours couarde et basse ». Il y a donc de la vilénie à n'être point gai, à ne pas s'aimer, bien qu'on ne soit rien, à se défaire du goût d'exister, même si l'être nous demeure impossible à comprendre.

Proximité des bouddhistes

Cette « pensée, dont la philosophie occidentale méconnaît l'intention radicale », écrit Claude Lévi-Strauss, « est étonnamment comprise par l'Extrême-Orient » (1). Il est vrai qu'entre Montaigne et les bouddhistes, sans qu'aucune influence se soit exercée, plus d'une correspondance est repérable. On pourrait d'ailleurs, par exemple, leurs affirmations parallèles concernant le règne de l'apparence, le refus de la métaphysique, la coexistence de l'ignorance et de la sérénité, l'absence de prise sur les choses, le statut de la vie animale, la compassion envers la souffrance - tout autre que la charité chrétienne et son lot d'amour sacrificiel. Plus que des sceptiques grecs, c'est peut-être des logiciens bouddhistes de la « voie du milieu » que Montaigne pourrait être rapproché, notamment lorsqu'il affirme : « La plupart des occasions des troubles du monde sont grammairiennes (2) ».

C'est surtout autour des thèmes de l'impermanence, du transitoire, du discontinu que se trouvent les affinités les plus fortes. Quand Montaigne écrit, à la fin de l'Apologie de Raymond Sebond : « Il n'y a aucune constante existence, ni de notre être, ni de celui des objets », la phrase pourrait passer pour le résumé de bien des analyses bouddhistes.

Cette proximité de Montaigne et des bouddhistes est évidemment loin d'être une similitude. Le parallèle mériterait une investigation détaillée qui fait, à notre connaissance, défaut. En prolongeant de quelques mots l'allusion de Claude Lévi-Strauss, nous souhaitons moins indiquer ce thème d'étude que souligner la place à part tenue dans notre histoire par Montaigne, philosophe en joie d'être dépourvu du vrai.

(1) Histoire de l'Inde, p. 286 (Flon, 1991).

(2) Sur la place prépondérante de la grammaire chez Montaigne, voir l'article de R. Bhattacharyya dans l'Orientation de la pensée (Les Cahiers de philosophie, n° 14).

R.-P. D.

L'expérience de soi

MONTAIGNE ET LA MÉLANCOLIE

de M. A. Screech.
Préface de Marc Fumaroli.
Traduit de l'anglais par Florence Bourgne et Jean-Louis Baudry.
PUF, 256 p., 192 F.

Que sont les Essais de Montaigne, sinon la tentative d'être à soi-même son propre voleur ? Pensées volées, masque arraché : ce que Montaigne revendique, c'est une authenticité totale dans la relation de soi à soi, sans médiation d'un Dieu ou d'une Église, contrairement à saint Augustin, son prédécesseur. Il est d'ailleurs vraisemblable, note M. A. Screech dans son étude sur Montaigne et la mélancolie, qu'il n'avait pas lu les Confessions, alors qu'il connaissait la Cité de Dieu. « La décision de Montaigne d'écrire sur lui-même, insiste Screech, est la décision d'un original au sens fort du terme. Personne dans le monde de la culture occidentale moderne n'a accompli ce dans quoi il s'engageait ».

En cela, Montaigne préfigure l'homme existentiel moderne avec toute sa fluidité, sa vélocité et son absurdité innées. Sainte-Bauve l'avait parfaitement senti : « Il y a un Pascal en che-

que chrétien, de même qu'il y a un Montaigne dans chaque homme purement naturel ».

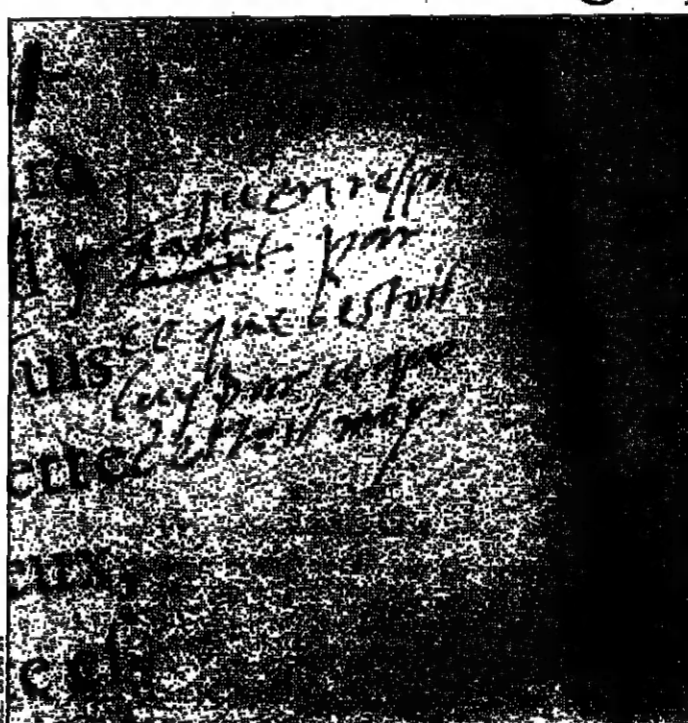
Authenticité de Montaigne, mais aussi approfondissement constant de l'expérience de soi sur un chemin qui, trois siècles plus tard, aboutira à Freud. Avec ses Essais, Montaigne a mis en œuvre le tout premier ouvrage d'introspection profane, ouvrant ainsi un nouveau chapitre de la psychologie. Mais, peu dupe de lui-même, et par là aussi il est notre contemporain, il a conscience de la « vanité » qu'il y a à devenir le témoin de sa propre vie : « Si les autres regardent attentivement, comme je le fais, ils se trouveraient, comme je le fais, pleins d'insinuation et de faiblesse. De m'en défendre, je ne puis sans me défendre de moi-même. Nous en sommes tous confits, tant les uns que les autres ; mais ceux qui le sentent en ont un peu meilleur compte, encore ne sais-je... ».

« Encore ne sais-je... », expression admirable qui résume tout Montaigne. Stefan Zweig, dans sa biographie de Montaigne, observait qu'il n'a pas fait autre chose, sa vie durant, que de s'interroger : comment est-ce que je vis ? Mais, réconfortante merveille, il n'a jamais essayé de transformer cette question en impératif : c'est ainsi que tu dois vivre !

Si, comme tout grand écrivain, Montaigne nous éveille à la conscience de notre différence, il est aussi le seul penseur qui nous enseigne que « la plus grande chose à soi », c'est-à-dire ne tenir aucun compte de notre position dans le monde, de tout ce qui nous rend esclave, de la famille, de la communauté ou de l'État, des mœurs ou de la religion.

Cette tenace volonté de défendre le moi comme une forteresse contre les assauts du monde extérieur se traduit, avec la rigueur et la lucidité d'un condamné à mort conscient de sa situation, dans ses réflexions sur notre finitude. Contre la mort banale, ordinaire, la mort « en bloc », Montaigne revendique une mort toute sienne, vécue dans l'expérience la plus intime, dans la sincérité la plus assistentielle : il n'aspire plus - contrairement aux enseignements de la religion et de la philosophie antique - à surmonter la mort, mais à en saisir la réalité. L'art de bien vivre se complète naturellement par l'art de bien mourir. « La plus volontaire mort, c'est la plus belle », dit-il. Attitude qui le fit parfois passer pour un stoïcien conquis à la lâcheté d'une mort douce, à son aise et à sa mode...
R. J.

Une bibliographie



De la main de Montaigne...

En poche, les éditions aisément disponibles des œuvres de Montaigne sont les suivantes : dans la collection « Folio » Gallimard, les Essais en trois volumes, édition présentée, établie et annotée par Pierre Michel. Vol. 1, n° 289, préface d'André Gide ; vol. 2, n° 290, préface d'Albert Thibaudet ; vol. 3, n° 291, préface de Maurice Merleau-Ponty ; « Folio » Gallimard propose également le Journal de voyage de Montaigne, édition présentée, établie et annotée par Fausta Garavini (n° 1473) ; dans la collection GF, les Essais sont édités par A. Micha en trois volumes, n° 210, 211 et 212 ; au Livre de Poche, les trois volumes des Essais (n° 1393, 1395 et 1397) sont présentés par Pierre Michel ; Le Livre de Poche réimprime également, toujours sous la direction de Pierre Michel, le Voyage en Italie (n° 3957).

Aux PUF, dans la collection « Quadrige », les Essais sont présentés en coffret de trois volumes, édités et préfacés par L. Saulnier, à partir de l'édition de Pierre Villey. C'est la meilleure édition scientifique, dans l'orthographe des imprimeurs de la fin du seizième siècle. Par ailleurs, dans l'édition déjà ancienne de la Bibliothèque de la Pléiade, les Essais sont inclus dans les Œuvres complètes de Montaigne, édition établie par Albert Thibaudet et Maurice Rat. Aux éditions du Seuil, les Essais sont disponibles dans la collection « L'Intégrale ».

Les éditions Arléa mettront les Essais en librairie à partir du 17 septembre (880 p., 185 F.). Édition en français moderne établie et présentée par Claude Pignaud,

qui a opté pour une orthographe « rajeunie » et a fait suivre les mots et tournures propres au seizième siècle par leur équivalent moderne entre crochets.

L'anniversaire de la mort de Montaigne donne également lieu à de nouvelles publications sur l'auteur des Essais : outre la biographie de Montaigne par Madeleine Lazard (Fayard), on trouvera chez Gallimard, dans la collection « Tel », la réédition du Montaigne, de Hugo Friedrich, traduit de l'allemand par Robert Rostin (n° 87).

La Revue internationale de philosophie consacre, quant à elle, un numéro spécial à Montaigne, deux ouvrages : L'Europe de Montaigne. Propositions pour une communauté culturelle européenne, édition trilingue français-anglais-espagnol (112 p., 94 F., parution fin septembre), ainsi que Montaigne et l'Europe, actes du Colloque international de Bordeaux en mai 1992 (392 p., 280 F. jusqu'au 31 octobre 1992, après cette date : 380 F., parution : 15 septembre).

Chez Honoré Champion enfin, Une vie de Montaigne ou le sommaire des discours sur la vie de Michel, seigneur de Montaigne (1608), édition de Catherine Magnien-Simonin (Études montaigniennes, n° 8, 78 p.).

Pour une introduction à Montaigne et son temps, dans la collection « Découvertes » Gallimard, Montaigne, que sais-je ?, de Jean-Yves Pouilloux (60 F.).

Encore à paraître : Aux Éditions universitaires, Montaigne. L'universel singulier, de Pierre Magnard. Aux éditions du Seuil, dans la collection « La Librairie du XX^e siècle », Chat en poche. Montaigne et l'allégorie, d'Antoine Compagnon.

Montaigne maître de Bordeaux, ouvrage collectif préfacé par J. Chaban-Delmas, qui comporte notamment les lettres de Montaigne, un texte d'A.-M. Cocula et un ensemble de textes sur Montaigne morale et politique (éd. « Horizon chimérique » et Mairie de Bordeaux) (108 p., illustré, 150 F.). Deux périodiques consacrent un dossier à Montaigne : Lire, dans son numéro de septembre, et le Magazine littéraire, dans son numéro d'octobre. Le quotidien Sud-Ouest, pour sa part, a proposé un solide dossier Montaigne en mai.

Signalons, pour conclure, l'existence de la Société internationale des amis de Montaigne, BP Paris Bourges 913, 75073 Paris Cedex 02.

Au congrès de l'Association des sociétés de philosophie de langue française

Vu par ses pairs

Le vingt-quatrième congrès de l'Association des sociétés de philosophie de langue française que préside Jacques d'Hondt s'est tenu à Poitiers du 27 au 30 août. Rassemblant près de quatre cents philosophes francophones, il eut pour vaste sujet « La vie et la mort ». Montaigne y tint une place importante, avec notamment des communications sur « La mort et le mourir chez Epicure et Montaigne » (José Echeverría, USA), sur les significations de l'expression « ma philosophie » dans les Essais (Charles Gagnebin, Suisse), sur l'évolution de sa conception de la mort comme « dernier acte » (Maria Protopapas, Grèce).

C'est également par une table ronde consacrée à Montaigne que se sont achevées les quatre journées de rencontres. Au cours de cette séance de clôture, Kyriaki Christodoulou (Athènes) a souligné comment Montaigne passe du traditionnel « apprentissage » de la mort à une attitude d'effacement de l'oublier. Claude-Gilbert Dubois (Bordeaux) a mis en lumière la métaphore du fluide : la vie, comme l'eau, ne se laisse pas retenir mais se laisse conduire en souplesse. A ce Montaigne « berger d'eau », comme eût dit Henri Michaux, a succédé, avec

André Comparot (Rennes), un Montaigne héritier de Platon tel que Cléon et Lactance le lui transmettent. Enfin Pierre Magnard (Paris-IV) a notamment montré, à partir de l'Apologie de Raymond Sebond, combien le loi du vivre est pour ce philosophe la variabilité à l'infini, le refus de toute normalité.

Ce congrès, toutefois, ne portait pas spécifiquement sur Montaigne. Il rassemblait comme de coutume des chercheurs francophones venus de la plupart des pays européens, de nombreux pays d'Afrique, du Canada et des États-Unis. C'est la Société poitevine de philosophie, présidée par Jean-Louis Viellard-Baron, qui organisait cette année, et de façon remarquable, ce rendez-vous des philosophes de langue française, auquel participaient notamment Jean Bernard, Gilbert Hottot, Claude Debru, Michel Henry. La qualité d'ensemble des nombreuses interventions et discussions laisse penser que les deux agones tent de fois annoncées - celle de la philosophie, celle de notre langue - ne sont peut-être pas si proches. Comme toutes choses, elles sont entre vie et mort... c'est-à-dire vivantes.

R.-P. D.